

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'HABITAT ET
DU DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES DU MINHDU

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°0074/E/2/AONO/MINHDU/CIPM/2026 DU 27 AVRIL 2026

POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE CERTAINES DELEGATIONS REGIONALES
ET DEPARTEMENTALES MINHDU (EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BIP MINHDU 2026

EXERCICE 2026

IMPUTATION : 60 38 393 1 33000001 361330

AVRIL 2026

SOMMAIRE

Pièce n° 1 : Avis d'Appel d'Offres (AAO)	3
Pièce n° 2 : Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)	15
Pièce n° 3 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)	46
Pièce n° 4 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	63
Pièce n° 5 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)	80
Pièce n° 6 : Cadre du Bordereau des Prix Unitaires (BPU)	130
Pièce n° 7 : Cadre du Devis Quantitatif et Estimatif (DQE)	142
Pièce n° 8 : Cadre du Sous Détail des prix (SDP)	145
Pièce n° 9 : Modèle de marché	147
Pièce n° 10 : Modelés ou formulaires types à utiliser par les soumissionnaires	152
Pièce n° 11 : Charte d'intégrité	177
Pièce n° 12 : Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales	181
Pièce n° 13 : Visa de maturité ou justificatifs des études préalables	183
Pièce n°14 : Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics	190
Pièce n° 15 : Liste des laboratoires géotechniques agréés	192
Pièce n° 16 : Procédure de passation des marches en ligne	195



24

PIECE N° 1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**N°0074/E/2/AONO/MINHDU/CIPM/2026 DU 27 AVRIL 2026
POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE CERTAINES DELEGATIONS REGIONALES ET
DEPARTEMENTALES MINHDU (EN PROCEDURE D'URGENCE).**

FINANCEMENT : BIP MINHDU - EXERCICE 2026.

1- Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de réhabilitation de certaines Délégations Régionales et Départementales MINHDU.

2- Consistance des travaux

Les travaux à réaliser au titre du présent appel d'offres comprennent :

- ✓ Les travaux préparatoires ;
- ✓ Les travaux de maçonnerie ;
- ✓ Les travaux de charpente, couverture et faux plafond ;
- ✓ Les travaux de menuiserie métallique et vitrerie ;
- ✓ Les travaux de Plomberie sanitaire ;
- ✓ Les travaux d'électricité ;
- ✓ Travaux de peinture ;
- ✓ Les travaux de Revêtement du sol
- ✓ Les travaux de VRD.

NB : Les détails sont précisés dans le CCTP.

3- Allotissement

Les travaux objet du présent Dossier d'Appel d'Offres sont réparties en sept (07) lots. Il s'agit de :

- Lot 1 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Régionale du Littoral ;
- Lot 2 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Régionale du Nord ;
- Lot 3 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Régionale de l'Est ;
- Lot 4 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Départementale de la Sanaga Maritime ;
- Lot 5 : Travaux de réhabilitation n de la Délégation Départementale du Nkam ;
- Lot 6 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Départementale de la Mefou et Akono ;
- Lot 7 : Travaux de réhabilitation de la Délégation Départementale de la Haute Sanaga.

4- Coût prévisionnel

Le montant prévisionnel des travaux est de _____ réparti comme suit :

- Lot 1 : 40 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 2 : 40 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 3 : 20 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 4 : 40 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 5 : 15 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 6 : 16 000 000 FCFA/TTC ;
- Lot 7 : 20 000 000 FCFA/TTC.

5- Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la l'exécution des travaux est de Quatre (04) mois pour les lots 1, 2, 4 et de Trois (03) mois pour les lots 3,5, 6 et 7 ; à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises et groupements d'entreprises ayant leur domicile ou leur siège social au Cameroun et disposant d'une expérience avérée dans le domaine concerné.

La participation sous forme de groupement est admise à condition que la forme du groupement soit précisée et le Chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7- Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP MINH DU - Exercice 2026.

8- Mode de soumission des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou institution financière agréée par le Ministère en charge des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant est fixé à 300 000 FCFA pour les lots 1,2 et 4 et 200 000 FCFA pour les lots 3,5,6 et 7 valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC).

L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée ou n'étant pas accompagné du récépissé de la CDEC est considéré comme absent Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres *en version physique* peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9^e étage porte 02 de l'immeuble Ministériel N° 1 à Yaoundé. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (<http://www.armacm.cm>).

11- Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés) sise au 9^e étage porte 09T02 de l'immeuble Ministériel N° 1 (en face de la Poste Centrale), sur présentation d'une quittance originale de versement d'une somme non-remboursable de trente mille (30 000) FCFA non remboursable, payable au Trésor Public au titre des frais d'acquisition du dossier d'appel d'offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 01 JUIN 2026 à [13 heures, heure locale]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devront être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entrainera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : les originaux physiques du cautionnement de soumission, du récépissé de la CDEC, de la quittance d'achat du DAO et la copie de sauvegarde devront parvenir sous plis scellé au Service des Marchés (Bureau des offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges) au plus tard le 01 JUIN 2026 à 13 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°0074/E/2/AONO/MINHDU/CIPM/2026 DU 27 AVRIL 2026

**POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE CERTAINES DELEGATIONS REGIONALES ET
DEPARTEMENTALES MINH DU (EN PROCEDURE D'URGENCE).**

FINANCEMENT : BIP/MINH DU - EXERCICE 2026.

13- Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'objet ou de la référence de l'Appel d'Offres ;
- La non-présentation des copies de sauvegarde des offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement de crédit ou un organisme financière agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautionnements dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entrainera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 01 JUIN 2026 à partir de 14 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINIDU dans la salle du 2^{ème} étage de l'immeuble abritant la CIPM/MINH DU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En dehors du cautionnement de soumission, l'absence ou la non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis et non produite dans un délai de 48 heures accordées par la Commission, entrainera le rejet de l'offre.

15- Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- a) Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main et accompagné du récépissé de la CDEC dans le dossier administratif à l'ouverture des plis ;
- b) Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- c) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- d) Absence de la déclaration de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- e) Absence d'un conducteur des travaux réunissant l'ensemble des qualifications suivantes :
 - o Formation : BAC + 3 en Génie Civil inscrit à l'ONIGC (joindre l'attestation de son inscription à l'ordre professionnel) ;
 - o Expérience Générale : 03 Ans
 - o Expérience Spécifique : ayant déjà occupé le poste de Conducteur des Travaux dans au moins deux (02) projets de constructions ou de réhabilitation de bâtiments ;
- f) Présence du diplôme et du curriculum vitae d'un fonctionnaire en activité, sans un document justifiant de sa mise en disponibilité signé de son Ministre utilisateur ;
- g) Non-conformité du modèle de soumission ;
- h) Omission d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- i) Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- j) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon d'un chantier au cours des trois dernières années ;
- k) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- m) Absence de l'une des preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés à chaque page et signé à la dernière page accompagnée de la mention « lu et approuvé ») ;
- n) Non-respect de 3 critères essentiels sur 4 ;
- o) Délai d'exécution au-delà du délai proposé par le Maître d'ouvrage.
- p) Absence d'une capacité financière d'un montant minimale de 10 000 000 de Fcfa pour chacun des lots.

q) Absence une attestation de catégorisation ou la copie de la décision rendant publique la classification dans une des catégories ci-après (A, B ou C)

15.2 Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée suivant la grille de notation suivante :

- a) La Présentation Générale ;
- b) Le personnel d'encadrement de l'entreprise ;
- c) La méthodologie d'exécution.
- d) Le matériel de chantier à mobiliser ;

Les détails de ces critères essentiels sont précisés par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et repris dans la grille d'évaluation.

16- Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante, et remplissant les capacités techniques et administratives requises en incluant le cas échéant les rabais proposés.

NB : Aucun soumissionnaire ne peut être attributaire de plus de 03 (trois) lots.

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 7^e étage-porte 06 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé), aux heures ouvrables ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

19- Lutte contre la corruption

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.


20- Additif de l'appel d'offres

Des additifs éventuels pourront être apportés au présent DAO en respect de la réglementation en vigueur.

Ampliations :

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- CHRONO
- ARCHIVES

Yaoundé, le 27 AVR 2026
LE MINISTRE
Meeu
Courtes née Kotonou Celestine



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'HABITAT ET
DU DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
N°0074/E/2/AONO/MINHDU/CIPM/2026 OF 27 AVRIL 2026
FOR THE REHABILITATION WORKS OF CERTAIN REGIONAL AND DEPARTMENTAL
DELEGATIONS OF MINHDU (UNDER EMERGENCY PROCEDURE)

FINANCING ROAD FUND - FINANCIAL YEAR 2026

1. Subject of the Invitation to Tender,

The Minister of Housing and Urban Development, acting as Project Owner and Contracting Authority, hereby launches on behalf of the State of Cameroon an Open National Invitation to Tender for the rehabilitation works of certain MINHDU Regional and Divisional Delegations.

2. Scope of Works

The works to be carried out under this invitation to tender include:

- ✓ Preparatory works;
- ✓ Masonry works;
- ✓ Carpentry, roofing, and ceiling works;
- ✓ Metal joinery and glazing works;
- ✓ Plumbing and sanitary works;
- ✓ Electrical works;
- ✓ Painting works;
- ✓ Floor covering works;
- ✓ Road and utility network works (VRD).

Note: Details are specified in the Special Technical Specifications (CCTP).

3. Allotment

The works covered by this Tender File are divided into seven (07) lots, as follows:

- Lot 1: Rehabilitation works of the Littoral Regional Delegation;
- Lot 2: Rehabilitation works of the North Regional Delegation;
- Lot 3: Rehabilitation works of the East Regional Delegation;
- Lot 4: Rehabilitation works of the Sanaga-Maritime Divisional Delegation;
- Lot 5: Rehabilitation works of the Nkam Divisional Delegation;
- Lot 6: Rehabilitation works of the Mefou and Akono Divisional Delegation;
- Lot 7: Rehabilitation works of the Haute-Sanaga Divisional Delegation.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the works is _____, broken down as follows:

- Lot 1: 40,000,000 FCFA (all taxes included);
- Lot 2: 40,000,000 FCFA (all taxes included);
- Lot 3: 20,000,000 FCFA (all taxes included);
- Lot 4: 40,000,000 FCFA (all taxes included);

- Lot 5: 15,000,000 FCFA (all taxes included);
- Lot 6: 16,000,000 FCFA (all taxes included);
- Lot 7: 20,000,000 FCFA (all taxes included).

5. Execution Period

The maximum execution period provided by the Project Owner for carrying out the works is four (04) months for Lots 1, 2, and 4, and three (03) months for Lots 3, 5, 6, and 7, from the date of notification of the service order to commence the works.

6. Participation and Eligibility

Participation in this Invitation to Tender is open to companies and groups of companies domiciled or headquartered in Cameroon, with proven experience in the relevant field.

Participation in the form of a consortium is permitted, provided that the form of the consortium is specified, a lead partner is designated, and the specific responsibilities of each member are clearly defined.

7. Financing

The works covered by this Invitation to Tender are financed by the MINHDU Public Investment Budget (BIP), Fiscal Year 2026.

8. Method of Submission of Bids

Bids shall be submitted exclusively online.

9. Bid

Bond

Each bidder must include in their administrative documents a stamped bid bond, duly signed, issued by a financial institution or body approved by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees for public contracts, the list of which is provided in Document 13 of the Tender File. The amount of the bid bond is set at 300,000 FCFA for Lots 1, 2, and 4, and 200,000 FCFA for Lots 3, 5, 6, and 7. It shall remain valid for thirty (30) days beyond the initial validity period of the bids and must be accompanied by a deposit receipt issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public contracts shall result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted but unrelated to the tender concerned or not accompanied by the CDEC receipt shall be considered as missing. Any bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be deemed inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The physical version of the Tender File may be consulted during working hours at the Directorate of General Affairs / Public Procurement Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 9th floor, Room 02, of Ministerial Building No. 1 in Yaoundé. It may also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or on the ARMP website (<http://www.armp.cm>).

11. Acquisition of the Tender File

The Tender File may be consulted and obtained upon publication of this notice at the Directorate of



General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development (Procurement Service), located on the 9th floor, Room 09T02, of Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office), upon presentation of the original receipt of payment of a non-refundable sum of thirty thousand (30,000) FCFA, payable to the Public Treasury as the cost of acquiring the Tender File.

The electronic version of the file may also be obtained free of charge by downloading it from the above-mentioned addresses. However, submission of bids is subject to prior payment of the Tender File purchase fee.

12. Submission of Bids

Each bid, drafted in French or English, must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than 01ST JUNE 2026 at [1:00 p.m., local time]. A backup copy of the bid saved on a USB drive must also be submitted in a sealed envelope clearly marked "backup copy," in addition to the indication below, within the prescribed time limits.

File Size and Format

For online submission, the maximum file sizes for documents forming part of the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats are:

- PDF format for text documents;
- JPEG format for images.

Bidders are advised to use compression software to reduce file sizes where necessary.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit backup copies shall result in the inadmissibility of the bidder's offer.

Note: The physical originals of the bid bond, the CDEC receipt, the receipt for purchase of the Tender File, and the backup copy must be submitted in sealed envelopes to the Procurement Service (Bids Office) of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 2nd floor of the building behind the DGSN in Longkak–Yaoundé (beige building with red balconies), no later than 01ST JUNE 2026 at 1:00 p.m., local time, bearing the following indication:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 0074/E/2/AONO/MINHDU/CIPM/2026 OF 27TH APRIL 2026
FOR THE REHABILITATION WORKS OF CERTAIN REGIONAL AND DEPARTMENTAL
DELEGATIONS OF MINHDU (UNDER EMERGENCY PROCEDURE)
FINANCING: BIP/MINHDU – FISCAL YEAR 2026

13. Admissibility of Bids

The following shall be declared inadmissible by the Project Owner:

- Envelopes bearing information identifying the bidder;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Envelopes not complying with the submission method;
- Envelopes without indication of the subject or reference of the Invitation to Tender;
- Failure to submit backup copies of bids.

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a credit institution or financial body approved by the Minister in charge of Finance to issue guarantees for public contracts, or failure to comply with the templates of the Tender File documents, shall result in outright rejection of the bid without recourse. A bid bond submitted but unrelated to the tender concerned shall be considered as missing. Any bid bond presented during the bid opening session shall be deemed inadmissible.

14. Opening of Bids

The opening of bids shall take place in a single phase on 01ST JUNE 2026 from 2:00 p.m., local time, by the Internal Procurement Commission of MINHDU, in the meeting room on the 2nd floor of the building housing the CIPM/MINHDU, located behind the DGSN in Longkak–Yaoundé (beige building with red balconies).

Only bidders may attend the opening session or be represented by a duly authorized person of their choice (one person only), even in the case of a consortium.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in originals or certified true copies issued by the competent authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be dated less than three (03) months prior or established after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

Except for the bid bond, the absence or non-compliance of any administrative document at the time of bid opening, if not regularized within 48 hours granted by the Commission, shall result in rejection of the bid.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

The eliminary criteria are as follows:

- a) Absence or non-compliance of the stamped bid bond, duly signed and accompanied by the CDEC receipt in the administrative file at bid opening;
- b) Failure to produce, within 48 hours after bid opening, a missing or non-compliant administrative document;
- c) False declarations, fraudulent practices, or forged documents;
- d) Absence of a site visit declaration signed on honor by the bidder;
- e) Absence of a Works Supervisor meeting the following qualifications:
 - Education: Bachelor's degree (BAC+3) in Civil Engineering, registered with ONIGC (proof of registration required);
 - General experience: 3 years;
 - Specific experience: having served as Works Supervisor in at least two (02) building construction or rehabilitation projects;
- f) Inclusion of the diploma and CV of a serving public official without proof of official release signed by the supervising Minister;
- g) Non-compliance with the submission template;
- h) Omission of a component of the financial offer (submission form, unit price schedule, bill of quantities and cost estimates);
- i) Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- j) Absence of a sworn statement of non-abandonment of works over the past three years;
- k) Absence of a dated and signed integrity charter;

- l) Absence of a dated and signed commitment to comply with environmental and social clauses;
- m) Absence of proof of acceptance of contract conditions (CCAP and CCTP initialed on each page and signed on the last page with the note "read and approved");
- n) Failure to meet at least 3 out of 4 essential criteria;
- o) Execution period exceeding that proposed by the Project Owner;
- p) Absence of a minimum financial capacity of 10 000 000
- q) Absence of a categorization certificate or a copy of the decision publishing the classification in a category (A;B or C).

15.2 Essential Criteria

The technical offer shall be evaluated based on the following criteria:

- a) General presentation;
- b) Supervisory staff of the company;
- c) Execution methodology;
- d) Construction equipment to be mobilized

Details of these essential criteria are specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO) and included in the evaluation grid.

16. Award

The contract shall be awarded to the bidder presenting the lowest evaluated bid and meeting the required technical and administrative capacities, including any discounts offered where applicable.

Note: No bidder may be awarded more than three (03) lots.

17. Validity Period of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the deadline set for submission.

18. Additional Information

Additional technical information may be obtained from the Directorate of General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 7th floor, Room 06 of Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office – Yaoundé), during working hours, or online via the COLEPS platform at: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

For technical assistance in case of issues using the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or email dsi@minmap.cm.

19. Anti-Corruption Measures

For reporting any acts of corruption or malpractice, please call CONAC at 1517 or contact the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) at: (+237) 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

20. Addendum to the Invitation to Tender

Any amendments to this Tender File may be made in compliance with the applicable regulations.

Extensions :

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- TIMELINE
- ARCHIVES





PIECE N° 2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

TABLE DES MATIERES

A. GENERALITES.....	16
ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	16
ARTICLE 2. FINANCEMENT.....	16
ARTICLE 3. PRINCIPES ETHIQUES.....	16
ARTICLE 4. CANDIDATS ADMIS A CONCOURIR.....	17
ARTICLE 5. MATERIAUX, MATERIELS, FOURNITURES, EQUIPEMENTS ET SERVICES AUTORISES.....	18
ARTICLE 6. DOCUMENTS ETABLISSANT LA QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE.....	18
ARTICLE 7. VISITE DU SITE DES TRAVAUX.....	19
B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	20
ARTICLE 8. CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	20
ARTICLE 9. ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES ET RECOURS.....	21
ARTICLE 10. MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	21
C. PREPARATION DES OFFRES.....	22
ARTICLE 11. FRAIS DE SOUMISSION.....	22
ARTICLE 12. LANGUE DE L'OFFRE.....	22
ARTICLE 13. DOCUMENTS CONSTITUANT L'OFFRE.....	22
ARTICLE 14. MONTANT DE L'OFFRE.....	23
ARTICLE 15. MONNAIES DE SOUMISSION ET DE REGLEMENT.....	24
ARTICLE 16. VALIDITE DES OFFRES.....	24
ARTICLE 17. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION.....	25
ARTICLE 18. PROPOSITIONS VARIANTES DES SOUMISSIONNAIRES.....	26
ARTICLE 19. REUNION PREPARATOIRE A L'ETABLISSEMENT DES OFFRES.....	26
ARTICLE 20. FORME, FORMAT ET SIGNATURE DE L'OFFRE.....	26
D. DEPOT DES OFFRES.....	27
ARTICLE 21. CACHETAGE ET MARQUAGE DES OFFRES.....	27
ARTICLE 22. DATE, HEURE LIMITES DE DEPOT DES OFFRES ET MODE DE SOUMISSION.....	28
ARTICLE 23. OFFRES HORS DELAI.....	29
ARTICLE 24. MODIFICATION, SUBSTITUTION ET RETRAIT DES OFFRES.....	29
E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES.....	29
ARTICLE 25. OUVERTURE DES PLIS ET RECOURS.....	29
ARTICLE 26. CARACTERE CONFIDENTIEL DE LA PROCEDURE.....	31
ARTICLE 27. ECLAIRCISSEMENTS SUR LES OFFRES ET CONTACTS AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE OU LE MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE.....	31
ARTICLE 28. DETERMINATION DE LA CONFORMITE DES OFFRES ET EVALUATION AU PLAN TECHNIQUE.....	31
ARTICLE 29. CRITERES D'EVALUATION ET DE QUALIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE.....	32
ARTICLE 30. CORRECTION DES ERREURS.....	32
ARTICLE 31. CONVERSION EN UNE SEULE MONNAIE.....	33
ARTICLE 32. EVALUATION ET COMPARAISON DES OFFRES AU PLAN FINANCIER.....	33
ARTICLE 33. PREFERENCE ACCORDEE AUX SOUMISSIONNAIRES NATIONAUX.....	34
F. ATTRIBUTION.....	34
ARTICLE 34. ATTRIBUTION.....	34
ARTICLE 35. DROIT DU MAITRE D'OUVRAGE OU DU MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE DE DECLARER UN APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX OU D'ANNULER UNE PROCEDURE.....	34
ARTICLE 36. NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	35
ARTICLE 37. PUBLICATION DES RESULTATS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ ET RECOURS.....	35
ARTICLE 38. SIGNATURE DU MARCHÉ.....	35
ARTICLE 39. CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	36

REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES

A. GENERALITES

Article 1. Objet de la consultation

1.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, tel que précisé dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un Appel d'Offres pour la réalisation des travaux décrits dans le présent Dossier d'Appel d'Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les travaux dans le délai prévisionnel indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme "jour" désigne un jour ouvrable, à l'exception des jours calendaires expressément spécifiés dans le code des marchés publics.

Article 2. Financement

La source de financement des travaux, objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3. Principes éthiques

3.1. Les agents relevant du service public, les soumissionnaires et les titulaires de marché, ainsi que toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la chaîne de passation, d'exécution, de contrôle et de régulation des marchés, sont soumis aux dispositions des lois et règlements interdisant les actes de corruption, les manœuvres frauduleuses, les pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, les conflits d'intérêts, les délits d'initiés et les complicités.

A cet égard, ils souscrivent la charte d'intégrité dont le modèle est joint en annexe du présent Dossier d'Appel d'Offres (pièce 10).

En vertu de ces principes, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué :

a. défini, aux fins de cette clause, les expressions de la manière suivante :

- i. Est convaincu d'acte de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
- ii. Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- iii. Sont convaincus de « pratiques collusoires » deux ou plusieurs soumissionnaires qui s'entendent dans le but de maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- iv. Se livre à des « pratiques coercitives », quiconque porte atteinte aux personnes ou à leurs biens ou profère des menaces à leur encontre de manière directe ou indirecte, afin d'influencer leurs actions au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
- v. Le « conflit d'intérêt » désigne toute situation dans laquelle le titulaire d'un marché ou surveillant des procédures de passation et/ou de l'exécution du marché pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché conclu par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage Délégué, d'une affectation ou toute situation dans laquelle il a des intérêts financiers ou personnels suffisant pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter

défavorablement son jugement ;

vii. La complicité s'entend de :

- L'omission ou la négligence d'effectuer les contrôles ou de donner les avis techniques prescrits ;
- L'abstention volontaire de porter à la connaissance du Maître d'ouvrage ou de l'autorité compétente, les irrégularités constatées lors de la réalisation de ses missions.

viii. Se livre aux « pratiques obstructives », quiconque commet des actes visant à la destruction, la falsification, l'altération ou la dissimulation des preuves sur lesquelles se fonde une enquête ou toutes fausses déclarations faites aux enquêteurs ou bien toute menace, harcèlement ou intimidation à l'encontre d'une personne aux fins de l'empêcher de révéler des informations relatives à une enquête, ou bien de poursuivre celle-ci.

b. rejettera toute proposition d'attribution, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption, de conflit d'intérêt, de complicité ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives pour l'attribution de ce marché.

3.2. L'Autorité chargée des marchés publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire ou cocontractant de l'Administration pour trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de complicité, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans son offre, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

3.3. L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut prendre à l'encontre des acteurs publics reconnus coupables de violation des dispositions du Code des Marchés Publics, une décision d'interdiction d'intervenir dans la passation et le suivi de l'exécution des Marchés Publics pendant une période n'excédant pas deux (2) ans.

Article 4. Candidats admis à concourir

4.1. En dehors de l'appel d'offres restreint qui s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelé dans le RPAO, en règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité ci-après :

a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire doivent être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement, le cas échéant ;

b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :

i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;

ii. Est dans le cadre d'un même appel d'offres, représentant légal d'un autre soumissionnaire ;

iii. Participe à plus d'une offre dans le cadre d'un même appel d'offres notamment, soit à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement d'entreprises, soit en tant que sous-traitant dans une offre tout en étant soumissionnaire à titre individuel ou membre d'un groupement d'entreprises. Un fournisseur peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres, mais en cette qualité de sous-traitant seulement.

iv. Est affilié à un groupe ou entité que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a recruté

ou envisage de recruter pour participer au contrôle ;

v. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué participe au capital du soumissionnaire de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ;

c. Une personne morale de droit public si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) gérée selon les règles de la comptabilité privée et (iii) n'est pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des marchés publics.

d. Les organisations de la société civile et les Etablissements publics à condition que les prix proposés soient concurrentiels, c'est-à-dire, qu'ils aient été déterminés(i) en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects concourant à la formation du prix de la prestation objet du contrat et(ii) qu'ils n'ont pas bénéficié, dans la détermination de ce prix, des avantages découlant des ressources qui leurs sont attribuées au titre de leurs missions de service public.

4.2. L'appel d'offres est ouvert ou restreint selon les spécifications du RPAO à tous les candidats qui remplissent les conditions ci-après :

a. ne pas être en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;

b. ne pas être frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international;

c. souscrire aux déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur.

4.3. Pour soumissionner par voie électronique via COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.

4.4. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou à ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelée dans le RPAO.

Article 5. Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

5.1. Les matériaux, les matériels de l'entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché ne doivent pas provenir le cas échéant, de pays figurant dans la liste prévue dans le RPAO.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme "provenir" désigne le lieu où les biens et services poussent, sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués, transformés, assemblés ou importés.

Article 6. Documents établissant la qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

a. produire un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire ;

b. Fournir les documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire selon la présentation indiquée à l'article 13 du RGAO et comprenant notamment, toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de préqualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une préqualification) qui leur sont demandées dans le RPAO.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

i. La production de l'extrait des bilans faisant ressortir le chiffre d'affaires et les résultats ;

ii. l'accès à une ligne de crédit ou d'autres ressources financières ;

iii. Les marchés exécutés ;

- iv. la liste du personnel clé ;
- v. La disponibilité du matériel indispensable ;
- vi Le certificat de catégorisation pour les prestataires de BTP, le cas échéant.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué pour l'exécution du marché ;
- e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un compte unique. En cas de groupement conjoint, les tâches de chaque membre doivent être précisées et chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans son propre compte.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

Article 7. Visite du site des travaux

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Cette visite lorsqu'elle est exigée dans le RPAO, doit être sanctionnée par une attestation de visite du site signée sur l'honneur par le soumissionnaire, faisant ressortir une description du site ainsi que les observations sur les conditions d'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.2. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est tenu d'autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, de toute responsabilité pouvant en résulter.

Le soumissionnaire demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'article 19 du RGAO.

B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Article 8. Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

8.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les travaux faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entreprises et précise les conditions du marché. Outre-le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend aussi les principaux documents énumérés ci-après :

Pièce n° 0 : La lettre d'invitation à soumissionner (en cas d'Appels d'Offres Restreints) ;

Pièce n° 1 : L'Avis d'Appel d'Offres rédigé en français et en anglais (AAO) ;

Pièce n° 2 : Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;

Pièce n° 3 : Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;

Pièce n° 4 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Pièce n° 5 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

Pièce n° 6 : Le Cadre du Bordereau des prix unitaires ;

Pièce n° 7 : Le Cadre du Détail quantitatif et estimatif ;

Pièce n° 8 : Le Cadre du Sous-Détail des Prix Unitaires ou de la décomposition des prix, le cas échéant ;

Pièce n° 09 : Le modèle de marché ;

Pièce n° 10 : Les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires notamment :

Annexe n° 1 : Modèle de Déclaration d'intention de soumissionner

Annexe n° 2 : Modèle de soumission

Annexe n° 3 : Modèle de caution de soumission

Annexe n° 4 : Modèle de cautionnement définitif

Annexe n° 5 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Annexe n° 6 : Modèle de caution de bonne exécution (retenue de garantie)

Annexe n° 7 : Modèle de Lettre de soumission de la proposition technique

Annexe n° 8 : Modèle de Cadre du planning

Annexe n° 9 : Modèle de liste de personnels à mobiliser

Annexe n° 10 : Modèle de fiches de prestations susceptibles d'être sous traitées

Annexe n° 11 : Modèle de CV de personnels à mobiliser

Pièce n° 11 : Le formulaire de la charte d'intégrité.

Pièce n° 12 : Le formulaire de déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales.

Pièce n° 13 : le visa de maturité ou les justificatifs des études préalables à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, la disponibilité du financement ou l'inscription budgétaire.

Pièce n° 14 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers habilités par le Ministre en charge des à émettre des cautions, dans le cadre des marchés publics.

8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et

de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 9. Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et Recours

9.1. a) Tout soumissionnaire désirent obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué indiquée dans le RPAO ou via COLEPS avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué dans le DAO à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

9.1.b). Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres dans un délai maximal de cinq (05) jours.

9. 2. Tout soumissionnaire qui s'estime lésé peut introduire une requête auprès du Maître d'ouvrage ou du Maître d'ouvrage Délégué.

En cas d'appel d'offres restreint, le recours doit :

- a) à la phase de préqualification, doit porter sur des demandes de réexamen des conditions de sollicitation, de préqualification ou sur des demandes de réexamen des décisions ou actes pris et publiés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué lors de la procédure de préqualification.
- b) Les candidats disposent de cinq (05) jours ouvrables avant la date de dépôt des candidatures et cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats de la préqualification pour introduire leur recours auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, avec copie à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.
- c) Ce recours n'est pas suspensif.

9.3. Lorsque l'appel d'offres est la procédure retenue, le recours doit être adressé, entre la publication de l'Avis d'appel d'offres et l'ouverture des plis :

- a) au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;
- b) il doit parvenir au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours ouvrables avant la date d'ouverture des offres ;
- c) le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours ouvrables pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'Organisme Chargé de la Régulation des Marchés Publics ;
- d) en cas de désaccord entre le requérant et le Maître d'ouvrage-ou le Maître d'ouvrage Délégué, le recours est porté par le requérant au Comité chargé de l'examen des recours.
- e) ce recours n'est pas suspensif.

Article 10. Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres ou via COLEPS ou sur tout

autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO.

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO.

C. PREPARATION DES OFFRES

Article 11. Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'Appel d'Offres.

Article 12. Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais fait par un traducteur agréé ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13. Documents constituant l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. *Volume 1 : Dossier administratif*

Il comprend notamment :

a.1. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- s'est acquitté des droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- n'est pas frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international.

a.2. Le cautionnement de soumission établi conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;

a.3. L'acte écrit donnant pouvoir au signataire de l'offre d'engager la personne morale soumissionnaire, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. *Volume 2 : Offre technique*

Il comprend notamment :

b.1. *Les renseignements sur la qualification*

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RGAO, notamment les références de l'entreprise, le matériel et la liste du personnel.

b.2. *La Méthodologie*

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et

le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, approche HIMO le cas échéant, etc.).

b. 3. Les preuves d'acceptation des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées, renseignées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- i. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ii. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

b.4. Commentaires CCAP et CCTP (facultatifs)

Les soumissionnaires formuleront un commentaire sur les choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

b .5. la charte d'intégrité

b-6- la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales

c. Volume 3 : Offre financière

Il comprend les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

- c.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle ou le formulaire type joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
- c.2. Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
- c.3. Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;
- c.4. Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;
- c.5. L'échéancier prévisionnel de paiements, le cas échéant.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Cautionnement de Soumission.

13.2. Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les soumissionnaires doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation.

Article 14. Montant de l'offre

- 14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des travaux décrits à l'article 1.1 du RPAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés, ainsi que du sous-détail des prix unitaires et de la décomposition des prix forfaitaires présentés par le soumissionnaire le cas échéant.
- 14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.
- 14.3. Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et le CCAP, tous les droits, impôts, taxes et assurances payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.
- 14.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits

prix doivent être précisées. Tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N° 8 du DAO.

14.6. Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Par ailleurs, ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

Article 15. Monnaies de soumission et de règlement

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous ; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante :

a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.

b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

a. Les prix des intrants nécessaires aux travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés en francs CFA tels que spécifié au RPAO et dénommée "monnaie nationale".

b. Les prix des intrants nécessaires aux travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et l'entreprise de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

Article 16. Validité des offres

16.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres pour compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée par la Commission de passation des marchés comme non

conforme, sauf si le délai de validité du cautionnement de soumission est conforme. Dans ce cas, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé au soumissionnaire pour produire une nouvelle lettre de soumission.

- 16.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité du cautionnement de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre son cautionnement de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.
- 16.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adressera au(x) soumissionnaire(s).

La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

Article 17. Cautionnement de soumission

- 17.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira un cautionnement de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, et qui fera partie intégrante de son offre.
- 17.2. Le cautionnement de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué. Le cautionnement de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 16.2 du RGAO.
- Pour les prestations relevant des lettres commandes, les chèques certifiés et les chèques-banques sont admis au titre du cautionnement de soumission.
- 17.3. Toute offre non accompagnée d'un cautionnement de soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme incomplète. Le cautionnement de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établi au nom du mandataire soumettant l'offre.
- 17.4. Les offres des soumissionnaires non retenues (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) seront restituées dans un délai de quinze (15) jours ouvrables dès publication des résultats de l'attribution. Les offres non retirées dans ce délai peuvent être détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.
- 17.5. Le cautionnement de soumission des soumissionnaires non retenus sont restitués dès publication des résultats d'attribution.
- 17.6. Le cautionnement de soumission de l'attributaire du Marché sera libéré dès que ce dernier aura fourni le cautionnement définitif requis.
- 17.7. Le cautionnement de soumission peut être saisi :
- a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;
 - b. Si, le soumissionnaire retenu :
 - i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 38 du RGAO ;



- ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 39 du RGAO ;
- iii. Refuse de recevoir notification du marché.

Article 18. Propositions variantes des soumissionnaires

- 18.1. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais prévisionnels d'exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais prévus. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés ne seront pas considérées comme non conformes.
- 18.2. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins-disante.
- 18.3. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. Le dossier d'appel d'offres doit préciser de manière claire, la façon dont les variantes doivent être prises en considération pour l'évaluation des offres.

Article 19. Réunion préparatoire à l'établissement des offres

- 19.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieux et date indiqués dans le RPAO.
- 19.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.
- 19.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il est possible que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'article 19.4 ci-dessous.
- 19.4. Le procès-verbal de la réunion auquel est joint la feuille de présence, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.
- 19.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 20. Forme, Format et signature de l'offre

Pour la soumission hors ligne,

- 20.1. Le Soumissionnaire préparera un original de chaque volume constitutif de l'offre décrit à l'Article 13 du RGAO, portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra

pour chaque volume le nombre d'exemplaires requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

20.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies y compris sous la forme scannée sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'article 6.1(a) ou 6.2(c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

20.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

Pour la soumission par voie électronique.

20.4 L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

20.5. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.

20.6 Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.

20.7. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat.

D. DEPOT DES OFFRES

Article 21. Cachetage et marquage des offres

21.1. La présentation des offres devra tenir compte du principe de séparation des pièces administratives (Volume 1), de l'offre technique (Volume 2) et de l'offre financière (Volume 3), toutes placées dans une enveloppe extérieure qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du Soumissionnaire. Les Soumissionnaires doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention "DOSSIER ADMINISTRATIF", l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention "PROPOSITION TECHNIQUE", et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention "PROPOSITION FINANCIERE "

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du RPAO et séparées par un intercalaire de couleur autre que le blanc.

21.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

a. Seront adressées au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;

b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

21.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des articles 23 et 24 du RGAO.

21.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 susvisés, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

21.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratifs, technique et financier.

Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).

Parallèlement à l'envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l'Autorité Contractante ou au MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.

21.6 Les éléments constitutifs de l'Offre en ligne ou hors ligne du soumissionnaire doivent être les mêmes pour une consultation donnée.

Article 22. Date, heure limites de dépôt des offres et Mode de soumission

22.1- Date et heure limites de dépôt des offres

- a. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué par l'entremise de leur structure interne de gestion administrative des marchés publics à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
- b. La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS ou de tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage font foi.
- c. Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.
- d. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.
- e Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.

22.2 : Mode de soumission

Trois modes de soumissions sont possibles :

- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.

Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

NB : Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

Article 23. Offres hors délai

Quel que soit le mode de soumission, toute offre parvenue dans les services du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué est irrecevable après les date et heure limites fixées pour le dépôt des offres.

Article 24. Modification, substitution et retrait des offres

Pour les soumissions hors ligne,

24.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposé, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 20.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

24.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie ou e-mail, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

24.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.

24.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation du cautionnement de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.7 du RGAO.

Pour les soumissions en ligne,

24.5 Plusieurs offres peuvent valablement être transmises par un même soumissionnaire avant la date et l'heure limite de réception des offres. Dans ce cas, seule la dernière arrivée et sa copie de sauvegarde correspondante le cas échéant, sera prise en compte lors de l'évaluation, les autres copies de sauvegarde éventuelles devant être retournées sans être ouvertes.

24.6 La modification, le remplacement ou le retrait de la copie de sauvegarde se fait conformément aux dispositions de l'article 24 alinéas 1 à 4.

E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Article 25. Ouverture des plis et recours

25.1 Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des Marchés.

25.2. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps, y compris pour les travaux de grande importance ou complexes ayant fait l'objet d'une procédure de préqualification.

La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un temps et en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents

signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera retournée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement ou la copie de sauvegarde » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente qui sera retournée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou les copies de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées

25.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que la commission de passation des marchés compétente peut juger utile de mentionner. Tous les rabais et variantes de l'offre annoncés lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

25.4. Etant donné qu'une offre ou une copie de sauvegarde qui n'a pas été ouverte et lue à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, ne peut pas être soumise à évaluation, la commission s'assurera systématiquement que toutes les offres reçues ont bel et bien été examinées.

25.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse le cas échéant. Toutefois les informations relatives à ladite composition demeurent internes à la commission. Un extrait du procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence signée par tous les participants est remis à chaque soumissionnaire à sa demande. Enfin seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint la note technique minimale requise sont ouvertes en présence des soumissionnaires concernés

25.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission de passation des marchés met à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics un exemplaire de l'offre de chaque soumissionnaire paraphé par ses soins.

25.7. En cas de recours, le soumissionnaire doit adresser sa requête au Comité d'examen des recours avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué le cas échéant, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant.

Ce recours qui ne peut porter que sur le déroulement de cette étape, notamment le respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées, n'est pas suspensif.

Le cas échéant, l'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet du registre de recours qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

25.8. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques.

Article 26. Caractère confidentiel de la procédure

- 26.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.
- 26.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres, la Commission de Passation des Marchés dans la proposition d'attribution, ou le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans la décision d'attribution, peut entraîner le rejet de son offre.
- 26.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 27. Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

- 27.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, sur proposition de la sous-commission d'analyse, demander aux soumissionnaires, aux administrations ou organismes compétents de donner des éclaircissements sur les offres.
- 27.2. La demande d'éclaircissements et la réponse sont formulées par écrit ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage dans le DAO, avec copie à l'organisme en charge de la régulation, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission en vue de la rendre plus compétitive n'est recherché, offert ou autorisé. La demande d'éclaircissement doit avoir pour but notamment de retrouver une information contenue dans l'offre, de vérifier l'exactitude des informations fournies par un candidat, le cas échéant, auprès des administrations émettrices, de demander à un soumissionnaire de confirmer la correction d'erreur de calcul ou d'omission découverte, d'apporter des précisions sur les aspects techniques non compris par la sous-commission d'analyse ou sur le contenu du sous-détail des prix, ou, de justifier les prix des offres jugées anormalement basses.
- 27.3. Le délai de réponse accordé aux demandes d'éclaircissement ne saurait excéder sept (07) jours ouvrables.
- 27.4. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission passation des marchés et de la sous-commission d'analyse pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 28. Détermination de la conformité des offres et évaluation au plan technique

- 28.1. La Sous-commission d'analyse mise en place par la Commission de Passation des Marchés au préalable procédera à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires et à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.
- 28.2. La Sous-commission d'analyse déterminera ensuite si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques. A ce titre, la Sous-commission d'Analyse :

- Examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle ;
 - évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 13.1.b du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, la note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.) sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.
- 28.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :
- i. Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux ;
 - ii. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou ses obligations au titre du Marché ;
 - iii. Est telle que son acceptation ou sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.
- 28.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.
- 28.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 29. Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères d'évaluation et de qualification stipulés dans le RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la fixation de ces critères.

Article 30. Correction des erreurs

- 30.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :
- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
 - b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
 - c. En cas de divergence entre les prix en chiffres et ceux en lettres, le prix en lettres fait foi.
- 30.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.
- 30.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa caution de soumission saisie.

Article 31. Conversion en une seule monnaie

- 31.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.
- 31.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

Article 32. Evaluation et comparaison des offres au plan financier

- 32.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions des articles 28, 29 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous-commission d'analyse.
- 32.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :
- En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO
 - En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;
 - En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO ;
 - En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
 - En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;
 - Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.
 - Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans le RPAO.
- 32.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.
- 32.4. Si l'offre financière évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation faite par le Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la sous-commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé.
- 32.5 Sur proposition de la sous-commission d'analyse, le Président de la Commission de Passation de marchés peut demander aux soumissionnaires ou aux administrations et organismes compétents des éclaircissements sur les offres.
- 32.6 Dans le cas où une offre est jugée anormalement basse, la Commission de Passation des Marchés propose au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, de demander des justificatifs au soumissionnaire concerné. Au cas où ils sont jugés inacceptables, ils sont transmis par le MO/MOD à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, pour avis, en même

temps que la demande d'éclaircissement.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué tient compte de l'avis l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour se prononcer.

Article 33. Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

33.1 Lors de la passation d'un marché dans le cadre d'une consultation internationale, une marge de préférence est accordée, à offres équivalentes et dans l'ordre de priorité, aux soumissions présentées par :

- a) Une personne physique de nationalité camerounaise ou une personne morale de droit camerounais ;
- b) Une entreprise dont le capital est intégralement ou majoritairement détenu par des personnes de nationalité camerounaise ;
- c) Une personne physique ou une personne morale justifiant d'une activité économique sur le territoire du Cameroun ;
- d) Un groupement d'entreprises associant des entreprises camerounaises.

33.2 Les offres sont considérées équivalentes lorsqu'elles ont rempli les conditions techniques requises.

33.3 Pour les marchés de travaux, la marge de préférence nationale est de dix pour cent (10%).

33.4 La préférence nationale ne peut être appliquée que lorsque le dossier d'appel d'offres le prévoit.

F. ATTRIBUTION

Article 34. Attribution

34.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, (disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante) et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

34.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'attribution se fera selon les prescriptions du RPAO.

34.3- Dans tous les cas, toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le MO.

Article 35. Droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

35.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler un Appel d'Offres ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Toutefois, lorsque les offres ont déjà été ouvertes, l'annulation est subordonnée à l'accord de l'Autorité chargée des Marchés Publics.

35.2 Le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué notifie la décision d'annulation ou celle déclarant l'appel d'offres infructueux, au Président de la Commission de Passation des Marchés,

avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

35.3 En cas d'allotissement, les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus sont applicables à chacun des lots.

Article 36. Notification de l'attribution du marché

36.1 Toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature.

36.2. Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifiera à l'attributaire du marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué paiera au cocontractant de l'administration au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

Article 37. Publication des résultats d'attribution du marché et recours

37.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature de la décision d'attribution et la publication des résultats à compter de la date de réception de la proposition d'attribution finale de la Commission des Marchés compétente, sauf en cas de suspension de la procédure.

37.2. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, est insérée avec indication du montant de l'Offre de l'attributaire et du délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée.

37.3 Dès publication des résultats portant attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adresse à chaque soumissionnaire qui en fait la demande, un extrait du rapport d'analyse le concernant.

37.4. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante.

37. 5. En cas de recours, il doit être adressé, au Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au Président de la Commission de passation des marchés concernée, à l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics, et à l'Autorité chargée des marchés publics.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

37.6 Ce recours peut donner lieu à la suspension de la procédure à l'appréciation de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 38. Signature du marché

38.1. Après publication des résultats, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché à compter de la date de souscription du projet de marché par l'attributaire

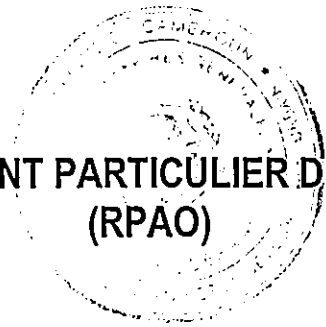
38.2. L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché ou la lettre commande. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

- 38.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché, à compter de la date de réception du projet de marché souscrit par l'attributaire ; ou pour les marchés de gré à gré, à compter de la date de réception de l'avis de la Commission Centrale de Contrôle des Marchés compétente, après leur souscription par l'attributaire.
- 38.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifie le marché à son titulaire dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de sa signature.
- 38.4. L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché ou la lettre-commande pour souscrire le marché ou la lettre-commande. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

Article 39. Cautionnement définitif

- 39.1. Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement garantissant l'exécution intégrale des travaux, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.
- 39.2. Le cautionnement définitif dont le taux, fixé dans le RPAO, varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou par une caution personnelle et solidaire.
- 39.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.
- 39.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi par le Maître d'ouvrage.
- 39.5. Les titulaires d'une lettre-commande peuvent être dispensés de l'obligation de fournir le cautionnement définitif.

**PIECE N° 3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES
(RPAO)**



A handwritten mark or signature in the bottom right corner of the page, consisting of a few slanted lines.

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
A. GENERALITES	
1.1	<p>Maître d'Ouvrage : Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante lance :</p> <p style="text-align: center;">N°0074/EI/2/AONO/MINHDU/CIPM/2026 DU 27 AVRIL 2026 POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE CERTAINES DELEGATIONS REGIONALES ET DEPARTEMENTALES MINHDU (EN PROCEDURE D'URGENCE). FINANCEMENT : BIP MINHDU – EXERCICE 2026.</p> <p>Les travaux objets du présent Dossier d'Appel d'Offres sont regroupés en sept lots.</p> <p>Définition des Travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les travaux préparatoires ; ✓ Les travaux de maçonnerie ; ✓ Les travaux de charpente, couverture et plafond ; ✓ Les travaux de menuiserie métallique et vitrerie ; ✓ Les travaux de Plomberie sanitaire ; ✓ Les travaux d'électricité ; ✓ Travaux de peinture ; ✓ Les travaux de Revêtement du sol ✓ Les travaux de VRD. <p>NB : Les détails sont précisés dans le CCTP.</p> <p>Les informations sur les travaux à exécuter sont détaillées dans le bordereau des prix unitaires, le détail quantitatif et estimatif et le Cahier des Clausés Techniques Particulières.</p>
1.2.	<p>Le délai prévisionnel d'exécution des travaux est de quatre (04) mois pour les Lots 1,2 et 4 ; et trois (03) mois pour les Lots 3, 5,6 et 7.</p> <p>Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux</p>
1.4	<p>Aucune conférence préalable à l'établissement des propositions n'est prévue.</p> <p>Noms, adresses, et numéros de téléphone des responsables du Maître d'Ouvrage : Direction de l'Architecture et des Normes d'Habitat du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise aux heures ouvrables, à l'immeuble EMERGENCE situé à la POSTE CENTRALE, 6^{eme} étage, porte 06T15</p>
1.4	<p>Nom, Object des travaux :</p> <p style="text-align: center;">TRAVAUX DE REHABILITATION DE CERTAINES DELEGATIONS REGIONALES ET DEPARTEMENTALES MINHDU (EN PROCEDURE D'URGENCE).</p>
2	<p>Source(s) de financement :</p> <p>Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par : le BIP MINHDU - EXERCICE 2026</p>
4.2	<p>L'appel d'offres est ouvert</p> <p>La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises et groupements d'entreprises ayant leur domicile ou leur siège social au Cameroun et disposant d'une expérience avérée dans le domaine concerné</p>
5.1	<p>Provenance des matériaux, matériels et fournitures d'équipement et services.</p> <p>Les matériaux, les matériels de l'entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché ne doivent pas provenir le cas échéant, de pays figurant dans la liste prévue dans le RPAO</p>



Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
6.2	En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces " <i>L'attestation de domiciliation bancaire (sauf cas de cotraitance conjointe), La quittance d'achat du DAO et le cautionnement de soumission</i> " prévues au point 13.1 du RPAO étant uniquement présentés par le mandataire du groupement.
7.3.	Aux fins de la visite du site des travaux à organiser au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres Il est conseillé à chaque soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des études et des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.
9	Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9 ^e étage porte 02 de l'immeuble Ministériel N° 1 à Yaoundé. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm . http://www.publiccontracts.cm sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm). Des éclaircissements peuvent être demandés au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres. Les demandes d'éclaircissement doivent mentionner le nom et l'adresse complète du requérant et être expédiées à l'adresse de la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9 ^e étage porte 02 de l'immeuble
C- PREPARATION DES OFFRES	
12.	La langue de soumission est <i>l'Anglais ou le Français</i> »
	<p>Le soumissionnaire devra produire une offre regroupée en trois volumes et présentée comme suit</p> <p>A–Volume I : Pièces administratives</p> <p>Pour les soumissionnaires installés au Cameroun, elles comprendront notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. La déclaration d'intention de soumissionner timbrée signée du représentant légal ou du mandataire dument désigné ; b. Le cautionnement de soumission timbrée et acquitté à la main (suivant modèle joint) d'un montant est fixé à 300 000 FCFA pour les lots 1,2 et 4 et 200 000 FCFA pour les lots 3,5,6 et 7 par un organisme ou institution financière agréée par le Ministère en charge des finances pour émettre des cautions dans le cadre des marchés publics et accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC) <p>Sauf dispositions contraires prévues par la convention de financement et relative à l'objet de l'appel d'offres concerné. Le délai de validité du cautionnement de soumission doit excéder de trente (30) jours celui des offres ;</p> <ol style="list-style-type: none"> c. L'accord de groupement notarié ou sous seing privé et spécifiant le mandataire et la forme de groupement (<i>le Maître d'Ouvrage privilégiera les groupements solidaires</i>) le cas échéant ; d. Le pouvoir du mandataire le cas échéant e. Le pouvoir de signature, le cas échéant ; f. L'attestation de conformité fiscale datant de moins de trois (03) mois délivrée par l'administration fiscale ; g. Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou tout autre h. L'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par un établissement bancaire ou organisme habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun ; i. La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'une somme non remboursable de trente mille (30 000) FCFA payable au Trésor Public.

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
,13.1	<p>j. Un certificat de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics portant le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres ;</p> <p>k. Une attestation pour soumission délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois à compter de la date de signature de ladite attestation ;</p> <p><i>En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier Administratif complet, les pièces a, b, h, i étant uniquement présentées par le mandataire du groupement.</i></p> <p>NB : Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres</p> <p>B–Volume II : Offre technique</p> <p>Elle comprend notamment :</p> <p>b1. Les renseignements sur la qualification</p> <p>La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur qualification notamment en ce qui concerne les références, le matériel et le personnel comprend :</p> <p>b.1.1 la lettre de soumission de la proposition technique</p> <p>b.1.2 Références du soumissionnaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Attestation de catégorisation ou décision rendant publique la classification dans une catégorie du sous-secteur Bâtiments et Equipement Collectif (catégorie A, B ou C).</i> <p>b.1.2. Personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une liste du personnel clé qualifié pour l'exécution des travaux selon le modèle annexé au DAO <p><u>NB : Joindre, pour le personnel proposé, une copie du diplôme et les justificatifs de l'expérience, à savoir :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ; • Attestation d'inscription à l'ordre national pour le conducteur des travaux ; • Curriculum vitae signé et daté de l'expert ; • Attestation de disponibilité signée et datée de l'expert. <p><u>NB : Toutes les pièces citées ci-dessus devront être conformes, signées et datées de moins de trois mois pour compter de la date limite originelle de dépôt des offres</u></p> <p>b.1.4 Matériels à mobiliser pour l'exécution des travaux</p> <p>NB : Joindre les photocopies des cartes grises légalisées par les services compétents du Ministère des Transports pour le matériel roulant en propriété ; en cas de location du matériel roulant, joindre une attestation de mise à disponibilité du MATGENIE ou une copie du projet de contrat de location accompagnée des copies certifiées et conformes des cartes grises légalisées par les services compétents du Ministère des Transports, justifiant que la partie qui loue le matériel en est propriétaire. Joindre les copies certifiées par les services émetteurs ou toute autre autorité habilitée, des factures</p>

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO																																								
	d'achat pour les autres, le cas échéant, accompagnées d'un engagement de location de matériel signé.																																								
	<i>Les matériels à mobiliser sont les suivants :</i>																																								
	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="296 416 368 528">N°</th> <th data-bbox="368 416 831 528">Désignation et caractéristiques du matériel</th> <th data-bbox="831 416 903 528">Age / Etat</th> <th data-bbox="903 416 1023 528">Nombre minimal requis</th> <th data-bbox="1023 416 1174 528">Propriétaire / location</th> <th data-bbox="1174 416 1326 528">Année d'obtention</th> <th data-bbox="1326 416 1461 528">Justificatif</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="296 528 368 573">1</td> <td data-bbox="368 528 831 573">camions benne</td> <td data-bbox="831 528 903 573"></td> <td data-bbox="903 528 1023 573">02</td> <td data-bbox="1023 528 1174 573"></td> <td data-bbox="1174 528 1326 573"></td> <td data-bbox="1326 528 1461 573"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="296 573 368 618">2</td> <td data-bbox="368 573 831 618">Bétonnière</td> <td data-bbox="831 573 903 618"></td> <td data-bbox="903 573 1023 618">01</td> <td data-bbox="1023 573 1174 618"></td> <td data-bbox="1174 573 1326 618"></td> <td data-bbox="1326 573 1461 618"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="296 618 368 663">3</td> <td data-bbox="368 618 831 663">Une aiguille vibrante</td> <td data-bbox="831 618 903 663"></td> <td data-bbox="903 618 1023 663">01</td> <td data-bbox="1023 618 1174 663"></td> <td data-bbox="1174 618 1326 663"></td> <td data-bbox="1326 618 1461 663"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="296 663 368 719">4</td> <td data-bbox="368 663 831 719">Un compacteur manuel</td> <td data-bbox="831 663 903 719"></td> <td data-bbox="903 663 1023 719">01</td> <td data-bbox="1023 663 1174 719"></td> <td data-bbox="1174 663 1326 719"></td> <td data-bbox="1326 663 1461 719"></td> </tr> </tbody> </table>						N°	Désignation et caractéristiques du matériel	Age / Etat	Nombre minimal requis	Propriétaire / location	Année d'obtention	Justificatif	1	camions benne		02				2	Bétonnière		01				3	Une aiguille vibrante		01				4	Un compacteur manuel		01			
N°	Désignation et caractéristiques du matériel	Age / Etat	Nombre minimal requis	Propriétaire / location	Année d'obtention	Justificatif																																			
1	camions benne		02																																						
2	Bétonnière		01																																						
3	Une aiguille vibrante		01																																						
4	Un compacteur manuel		01																																						
	b.2. Organisation et Méthodologie																																								
	Le soumissionnaire produira une note descriptive ou méthodologique présentant de manière détaillée les éléments constitutifs de sa proposition technique, notamment :																																								
	<ul style="list-style-type: none"> a) L'organisation ainsi que l'ordonnement qu'il envisage mettre en place pour exécuter efficacement les travaux ; b) Le calendrier, le planning et le délai de livraison des travaux ; c) Les dispositions envisagées pour l'utilisation de la main d'œuvre locale (technique HIMO) ; d) Les dispositions relatives au respect des mesures environnementales, le cas échéant ; e) Les travaux que le soumissionnaire envisage de sous-traiter. 																																								
	b.3. Le soumissionnaire remplira et soumeta les formulaires :																																								
	<ul style="list-style-type: none"> • La charte d'Intégrité • La Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales 																																								
	b.4. Les preuves d'acceptations des conditions du marché																																								
	Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées sur chaque page et signée à la dernière précédée de la mention « <i>lu et approuvé</i> », des documents ci-après :																																								
	<ul style="list-style-type: none"> f) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ; g) Les cahiers des clauses techniques Particulières (CCTP). 																																								
	NB : la non acceptation des clauses du marché entrainera l'élimination du soumissionnaire.																																								
	b 5- La capacité financière ;																																								
	Les Soumissionnaires devront présenter l'attestation de capacité financière d'un montant de 10 000 000 délivrée par une banque agréée de 1er ordre, où est domicilié le compte du soumissionnaire.																																								
	b-6- la déclaration sur l'honneur de non abandon de chantier au cours des trois dernières années																																								
	C. Volume 3 : Offre financière																																								
	Cette enveloppe comprendra les documents ci-après :																																								
	c.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;																																								
	c.2. Le Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli, paraphé sur chaque page																																								



Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
	<p>daté, signé et cacheté du soumissionnaire à la fin ;</p> <p>c.3. Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli paraphé sur chaque page daté, signé et cacheté du soumissionnaire ;</p> <p>c.4. Le Sous-détail des prix unitaires et/ou la décomposition des prix forfaitaires paraphé sur chaque page daté, signé et cacheté du soumissionnaire ;</p> <p>Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres.</p>
14.3.	<p>Impôts et taxes : Les prix proposés doivent être libellés Toutes taxes comprises</p> <p>Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et le CCAP, tous les droits, impôts, taxes et assurances payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.</p> <p>Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et le CCAP, tous les droits, impôts, taxes et assurances payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.</p>
14.4.	<p>Les prix du marché ne seront pas révisables.</p>
15.1.	<p>Dans le cadre de la présente consultation, la monnaie de l'offre est monnaie locale uniquement</p>
16.1.	<p>Validité des offres :</p> <p>Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres pour compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée par la Commission de passation des marchés comme non conforme, sauf si le délai de validité du cautionnement de soumission est conforme. Dans ce cas, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé au soumissionnaire pour produire une nouvelle lettre</p>
17.1.	<p>Le Montant du cautionnement de soumission s'élève à 300 000 F CFA pour les lots 1,2 et 4 , et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres. Sous peine de rejet, la caution de soumission devra être impérativement produit en original datant d'au plus trois (03) mois</p>
18.1.	<p>Les offres seront évaluées sur la base d'un délai prévisionnel d'exécution des travaux compris de Quatre (04) mois pour les lots 1,2 et 4 ; et de Trois (trois) pour les lots 3,5,6 et 7 au maximum en prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires</p>
18.3.	<p>Quand les soumissionnaires sont autorisés à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. Le dossier d'appel d'offres doit préciser de manière claire, la façon dont les variantes doivent être prises en considération pour l'évaluation des offres.</p>
19.1.	<p>Le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieux et date indiqués et aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.</p> <p>Le Maître d'Ouvrage peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres</p>

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
20.	<p align="center">Soumission en ligne FORME, FORMAT ET SIGNATURE DE L'OFFRE</p> <p align="center">[Taille et format des fichiers :</p> <p>Pour la soumission par voie électronique, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 MO pour l'Offre Administrative ; • 15 MO pour l'Offre Technique ; • 5 MO pour l'Offre Financière. <p>Les formats acceptés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Format PDF pour les documents textuels ; • JPEG pour les images. <p>Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]</p>
	<p>Pour la soumission par voie électronique, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS <i>ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO</i>. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concernée sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.]</p> <p><i>[pour la soumission en ligne, elles seront transmises par voie électronique via la plateforme COLEPS disponible à l'adresse http://www.marchespublics.cm ou http://www.publiccontracts.cm</i></p>
20.1.	<p>La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS ou de tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage font foi.</p>
	D. DEPOT DES OFFRES
22.2	<p align="center">MODE DE SOUMISSION</p> <p align="center">Le mode de soumission retenu pour cette consultation est <i>en ligne</i></p>
	E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES
25.1	<p>L'ouverture de tous les plis se fait en un temps par la Commission de Passation des Marchés (CIPM) du MINH DU située au 2^{ème} étage de l'immeuble Beige à LONGKAK, entrée piétons DGSN.</p> <p>Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.</p> <p>Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valide au moment du dépôt de l'Offre dater de moins de trois (03) mois à compter de la date limite originelle d'ouverture des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.</p> <p>L'absence ou la non-conformité d'une pièce du dossier administratif hors mis le cautionnement de soumission lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.</p> <p>Est déclarée irrecevable et rejetée par la Commission de Passation des Marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toute offre en noir sur blanc ; • les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,



Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
	<ul style="list-style-type: none"> • les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt. • les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ; • les plis non-conformes au mode de soumission ; • Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO <p>L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée ou n'étant pas accompagné du récépissé de la CDEC est considéré comme absent Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.</p> <p>La Commission de Passation des Marchés établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, dont une copie sera remise à tous les soumissionnaires</p> <p><i>L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres.</i></p>
29	<p><i>L'évaluation des offres se fera sur la base des critères ci-après retenu par le Soumissionnaire : Etant entendu qu'un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel</i></p> <p><i>Les critères éliminatoires fixant les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.</i></p> <p>Il s'agit notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main accompagné du récépissé de la CDEC dans le dossier administratif à l'ouverture des plis ; b) Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ; c) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ; d) Absence de la déclaration de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ; e) Absence d'un conducteur des travaux réunissant l'ensemble des qualifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Formation : BAC + 3 en Génie Civil inscrit à l'ONIGC (joindre l'attestation de son inscription à l'ordre professionnel) ; ○ Expérience Générale : 03 Ans ○ Expérience Spécifique : ayant déjà occupé le poste de Conducteur des Travaux dans au moins deux (02) projets de constructions ou de réhabilitation de bâtiments ; f) Présence du diplôme et du curriculum vitae d'un fonctionnaire en activité, sans un document justifiant de sa mise en disponibilité signé de son Ministre utilisateur ; g) Non-conformité du modèle de soumission ; h) Omission d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ; i) Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ; j) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon d'un chantier au cours des trois dernières années ; k) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ; l) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ; m) Absence de l'une des preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés)

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO																									
	<p>chaque page et signé à la dernière page accompagnée de la mention « lu et approuvé » ;</p> <p>n) Non-respect de 3 critères essentiels sur 4 ;</p> <p>o) Délai d'exécution au-delà du délai proposé par le Maître d'ouvrage.</p> <p>p) Absence d'une capacité financière d'un montant minimale de 10 000 000 de Fcfa par lots. Absence une attestation de catégorisation ou la copie de la décision rendant publique la classification dans une catégorie (A ;B ou C).</p> <p>Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :</p> <p>a) Présentation Général ;</p> <p>b) Le personnel d'encadrement de l'entreprise ;</p> <p>c) La méthodologie d'exécution.</p> <p>d) Le matériel de chantier à mobiliser.</p> <p>NB : les soumissions par voie électronique seront évaluées après téléchargement dans les mêmes conditions que les offres physiques.</p> <p style="text-align: center;">Critères et Sous critères pour l'évaluation détaillée des offres</p> <p style="text-align: center;">Critères essentiels</p> <p>L'évaluation des critères essentiels ou relatifs à la qualification des Soumissionnaires portera à titre indicatif sur :</p> <p>Présentation de l'offre</p> <p>L'offre comportera trois volumes :</p> <p>a) Volume 1 : Pièces administratives ;</p> <p>b) Volume 2 : Offre Technique ;</p> <p>c) Volume 3 : Offre Financière ;</p> <p>Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique.</p> <p>Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé contenant les volumes 1, 2 et 3 portant la mention de l'appel d'offres.</p> <p>NB : En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS lors du dépouillement en ligne, l'absence de la copie de sauvegarde de l'offre entrainera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.</p> <p><u>Expérience générale en travaux</u></p> <p>L'Attestation de catégorisation ou décision rendant publique la classification dans une catégorie du sous-secteur Bâtiments et Equipement Collectif (catégorie A, B ou C) dispense les soumissionnaires catégorisés de la production des références dans leurs dossiers techniques.</p> <p>d) Personnel</p> <p>Le Candidat doit établir qu'il dispose du personnel requis pour les postes-clés exigés, notamment :</p> <table border="1" data-bbox="303 1780 1500 2092"> <thead> <tr> <th>Nom</th> <th>Fonction proposée</th> <th>Qualification minimale</th> <th>Année d'Expérience</th> <th>Expérience Spécifique En termes de projets</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Conducteur des Travaux</td> <td></td> <td>Bac +3</td> <td>Trois (03) ans</td> <td>Deux (02) Projets</td> </tr> <tr> <td>Chef Chantier</td> <td></td> <td>Bac + 2</td> <td>Deux (02) ans</td> <td>Deux (02) Projets</td> </tr> <tr> <td>Plombier</td> <td></td> <td>Bac</td> <td>Deux (02) ans</td> <td>Deux (02) Projets</td> </tr> <tr> <td>Electricien</td> <td></td> <td>Bac</td> <td>Deux (02) ans</td> <td>Deux (02) Projets</td> </tr> </tbody> </table>	Nom	Fonction proposée	Qualification minimale	Année d'Expérience	Expérience Spécifique En termes de projets	Conducteur des Travaux		Bac +3	Trois (03) ans	Deux (02) Projets	Chef Chantier		Bac + 2	Deux (02) ans	Deux (02) Projets	Plombier		Bac	Deux (02) ans	Deux (02) Projets	Electricien		Bac	Deux (02) ans	Deux (02) Projets
Nom	Fonction proposée	Qualification minimale	Année d'Expérience	Expérience Spécifique En termes de projets																						
Conducteur des Travaux		Bac +3	Trois (03) ans	Deux (02) Projets																						
Chef Chantier		Bac + 2	Deux (02) ans	Deux (02) Projets																						
Plombier		Bac	Deux (02) ans	Deux (02) Projets																						
Electricien		Bac	Deux (02) ans	Deux (02) Projets																						

Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO																																			
	<p>NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration sera considéré dans l'évaluation.</p> <p>En cas de présence du CV d'un même expert dans plus d'une offre ou s'il y a divergence entre les CV présentés pour le même expert, une demande d'éclaircissements lui sera adressée en vue d'établir l'offre du soumissionnaire à considérer pour son évaluation. Dans ce cas l'expert en question ne sera pas évalué dans l'Offre concurrente et son CV sera examiné à condition que celui produit pour la demande d'éclaircissement soit identique à celui dans l'offres considérée.</p> <p>e) <u>Matériels</u> Le Soumissionnaire doit justifier qu'il dispose en propre ou location les matériels ci-après :</p> <table border="1" data-bbox="292 667 1493 920"> <thead> <tr> <th>N°</th> <th>Désignation et caractéristiques du matériel</th> <th>Age / Etat</th> <th>Nombre minimal requis</th> <th>Propriétaire / location</th> <th>Année d'obtention</th> <th>Justificatif</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>camions benne</td> <td></td> <td>02</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Bétonnière</td> <td></td> <td>01</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>Une aiguille vibrante</td> <td></td> <td>01</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>4</td> <td>Un compacteur manuel</td> <td></td> <td>01</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p>NB : Joindre les copies certifiées par les services émetteurs ou toute autre autorité habilitée, des cartes grises pour les matériels roulants et les factures d'achat indiquant le numéro de contribuable de chaque émetteur pour les autres, le cas échéant, accompagnées d'un engagement de location de matériel signé.</p> <p>f) <u>Capacité financière</u> Les Soumissionnaires devront présenter l'attestation de capacité financière d'un montant de 10 000 000 francs CFA pour chacun des lots délivrée par une banque agréée de 1er ordre où est domicilié le compte du soumissionnaire.</p> <p>g) <u>Les preuves d'acceptations des conditions du marché</u> Les soumissionnaires devront présenter les copies dûment paraphées et signées avec la mention « lu et approuvé », des documents à caractères administratif et technique régissant le marché ci-après :</p> <p>h) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ; i) Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).</p>	N°	Désignation et caractéristiques du matériel	Age / Etat	Nombre minimal requis	Propriétaire / location	Année d'obtention	Justificatif	1	camions benne		02				2	Bétonnière		01				3	Une aiguille vibrante		01				4	Un compacteur manuel		01			
N°	Désignation et caractéristiques du matériel	Age / Etat	Nombre minimal requis	Propriétaire / location	Année d'obtention	Justificatif																														
1	camions benne		02																																	
2	Bétonnière		01																																	
3	Une aiguille vibrante		01																																	
4	Un compacteur manuel		01																																	
31.2.	<p>Conversion en une seule monnaie La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)</p>																																			
32.2.(b)	<p>Le mode d'évaluation des travaux en régie à chiffrer de façon compétitive est défini en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO</p>																																			
32.2.(e)	<p>Le délai d'exécution sera évalué En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires</p>																																			
32.2.(g).	<p>La méthode d'évaluation des variantes techniques est définie conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans le RPAO</p>																																			

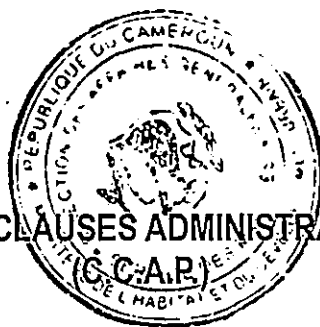


Références du RGAO	Description de la Disposition du RPAO
33.1.	<p>Lors de la passation d'un marché dans le cadre d'une consultation internationale, une marge de préférence est accordée, à offres équivalentes et dans l'ordre de priorité, aux soumissions présentées par :</p> <p>a) Une personne physique de nationalité camerounaise ou une personne morale de droit camerounais ; b) Une entreprise dont le capital est intégralement ou majoritairement détenu par des personnes de nationalité camerounaise ; c) Une personne physique ou une personne morale justifiant d'une activité économique sur le territoire du Cameroun ;</p>
F- ATTRIBUTION	
34.1	<p><i>Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribue le marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante après application des remises proposées le cas échéant.</i></p> <p><i>N.B : un soumissionnaire peut postuler pour tous les lots mais ne sera pas attributaire de plus de trois (03) lots.</i></p>
34.2	N/A
39.2	<p>Le cautionnement définitif dont le taux, fixé à 2 % du montant TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou par une caution personnelle et solidaire.</p> <p>Dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché par le Maître d'ouvrage, le cocontractant fournira un cautionnement définitif suivant le modèle joint au Dossier d'appel d'offres. La non production dudit cautionnement dans les délais et conditions de l'article 28 du CCAP expose le soumissionnaire aux sanctions prévues par l'article 37 dudit CCAP</p>
40	<p style="text-align: center;">Principes Ethiques</p> <p>Les Présidents et Membres de commission, les Soumissionnaires et les autres intervenants de la procédure doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante :</p> <p>(i) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande, et est coupable de "corruption" quiconque fournit, sollicite ou accepte plusieurs offres émises par le même soumissionnaire sous des noms des sociétés différentes et/ou sur des numéros d'enregistrement différents.</p> <p>(iii) se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué. Les "Manœuvres frauduleuses" comprennent notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des cotations à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué des avantages de cette dernière.</p>

LE DETAIL DE LA GRILLE EST LE SUIVANT

N°	CRITERES	SEUILS EXIGES	NOTATION (Oui/Non)		
A	PRESENTATION		Oui/Non)		
A1	Pagination	La validation du critère nécessite celle d'au moins 03 sous critères			
A2	Lisibilité				
A3	présence des intercalaires de couleur				
A4	Les pièces sont présentées dans l'ordre demandé dans le DAO				
B	PERSONNEL D'ENCADREMENT	La validation du critère nécessite celle des 4 sous critères (B1 ; B2 ; B3 et B4)			
B1	Chef Chantier				
B1.1	Niveau de formation TS (Bac + 2 au moins) en GC ou GR	La validation du sous-critère nécessite celle des critères B1.1 ; B1.2 ; B1.3			
B 1.2	Expérience dans les bâtiments sup ou égale à 2 ans				
B 1.3	Nombre de projets au poste de Chef Chantier sup ou égale à 2				
B2	Plombier				
B2.1	Niveau de formation (Bac au moins) en plomberie ou équivalent	La validation du sous-critère nécessite celle des critères B2.1 ; B2.2 ; B2.3			
B2.2	Expérience dans les bâtiments sup ou égale à 2 ans				
B2.3	Nombre de projets au poste de Topographe sup ou égale à 2				
B3	Electricien				
B3.1	Niveau de formation (Bac au moins) en électricité ou équivalent	La validation du sous-critère nécessite celle des critères B3.1 ; B3.2 ; B3.3			
B3.2	Expérience dans les bâtiments sup ou égale à 2 ans				
B3.3	Nombre de projets au poste de Géotechnicien sup ou égale à 2				
B4	Main d'œuvre locale				
B4.1	Indication du nombre d'ouvriers à recruter sup ou égale à 10	La validation du sous-critère nécessite celle des critères B4.1; B4.2			
B4.2	Salaire mensuel minimum pour chaque ouvrier sup ou égale à 60 000				
C	METHODOLOGIE ET ORGANISATION				
C1	Existence de l'organigramme de chantier	La validation du critère nécessite celle d'au moins 04 sous critères			
C2	Méthodologie d'exécution des travaux et d'organisation du chantier				
C3	Le Planning des travaux				
C4	Le Plan d'approvisionnement des matériaux du chantier				
C5	Les mesures envisagées pour, la sécurité, la protection de l'environnement et l'utilisation de la main d'œuvre par approche HIMO.				
D	MATERIEL	Oui/Non			
	Joindre, le cas échéant, les copies certifiées conformes des cartes grises du matériel roulant (les certificats de vente ne seront pas considérés). Joindre les factures du matériel léger et autres matériels nécessaires à l'exécution des travaux. En cas de location, joindre une copie du contrat de location et les copies certifiées conformes des pièces justifiant que la partie qui loue le matériel en est propriétaire à l'exception des contrats avec le MATGENIE. Ces pièces doivent dater de moins de trois mois.				
D1	camions benne	La validation du critère nécessite celle d'au moins 4/6 des sous critères (D1 à D4)			
D2	Bétonnière				
D3	Une aiguille vibrante				
D4	Un compacteur manuel				

L'offre technique sera jugée acceptable lorsqu'elle aura, au terme de l'analyse, satisfait au moins à 3 critères essentiels sur 4



PIECE N° 4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

TITRE I - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA LETTRE COMMANDE

La présente lettre-commande a pour objet les travaux de réhabilitation des Délégations
_____ du MINH DU.

ARTICLE 2 : LOIS ET REGLEMENTATIONS APPLICABLES

Les lois et réglementations applicables sont celles en vigueur au Cameroun, notamment :

1. La loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail ;
2. La loi cadre n°096/12 du 05 août 1996 relative à la gestion de l'environnement et les textes généraux sur la protection de l'environnement ;
3. La loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
4. La loi n° 2018/011 du 11 juillet 2018, portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
5. La loi n° 2025/012 du 17 décembre 2025 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2026 ;
6. Le décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
7. Le décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ; et ses textes d'application
8. Le décret N°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
9. Le décret N°2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
10. L'arrêté n° 033/CAB/PM du 13 Février 2007 mettant en vigueur les Cahiers des Clauses Administratives Générales, applicable aux marchés publics ;
11. L'arrêté n° 403/A/MINMAP/CAB du 21/10/2019 fixant les indemnités des membres des commissions de réception, de suivi et de recette technique ;
12. L'arrêté n°116/A/MINMAP/ du 07 juin 2022 fixant les modalités de catégorisation des entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ;
13. La circulaire n° 0001877/C/MINFI du 31/12/2025 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'EXERCICE 2026 ;
14. La circulaire N°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du code des marchés publics ;
15. La circulaire N°000014/C/MINMAP du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.
16. La lettre circulaire n°000006/LC/MINMAP/CAB du 05 février 2025 précisant les modalités d'application de l'article vingt-neuvième de la loi n°2024/013 du 23 décembre 2024 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'EXERCICE 2026 relativement à l'obligation pour les entreprises du secteur des bâtiments et des travaux publics (BTP), de la production préalable d'une attestation de catégorisation, délivrée par l'Autorité chargée des marchés publics.
17. Les autres lois et normes en vigueur au Cameroun

ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE-COMMANDE

La présente lettre-commande est passée après Appel d'Offres National Ouvert N° _____/AONO/MINHDU/CIPM/2026 du _____

ARTICLE 4 : LANGUE APPLICABLE AU MARCHE

La langue applicable au présent contrat est le français ou l'anglais.

ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE-COMMANDE

L'énumération, par ordre de priorité des pièces constitutives de ce marché comprend notamment :

- La soumission ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Sous-détail des Prix Unifaires (SDPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (Applicables aux marchés des travaux) ;

ARTICLE 6 : DEFINITIONS DES ATTRIBUTIONS ET NANTISSEMENT

6.1 : DEFINITIONS DES ATTRIBUTIONS

Pour l'application des dispositions du présent Marché, il est précisé que :

- Le Maître d'ouvrage est le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain ;
- L'organisme chargé du contrôle externe de l'exécution des marchés publics est le MINMAP ;
- Le Chef de Service du Marché est le Directeur de l'Architecture et des Normes de l'Habitat ;
- L'Ingénieur du Marché est le Délégué Régional ou Départemental du MINHDU territorialement compétent ;
- Le Maître d'œuvre est le Chef Service Départemental de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Partenariat Local du MINHDU territorialement compétent ;
- La Commission de Passation des Marchés compétente est la Commission Interne de Passation des Marchés du MINHDU.

6.2: NANTISSEMENT

En vue de l'application du régime de nantissement institué par le décret n° 2018 /366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics article 150, sont définis comme :

- L'autorité chargée de l'ordonnancement et de la liquidation des dépenses est le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain ;
- Comptable chargé des paiements : le payeur de la paierie spécialisée MINTP/MINHDU ;
- Les responsables compétents pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent Marchés sont le chef de service du marché et l'ingénieur du marché.

ARTICLE 7 : REPRÉSENTANT DU COCONTRACTANT

Dans les quinze (15) jours qui suivent la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux, le Cocontractant devra obligatoirement désigner expressément le responsable de chantier, qui disposera de pouvoirs de représentation et de décision suffisants pour diriger le chantier, effectuer les approvisionnements nécessaires et engager l'entreprise.

Cette désignation se fera par courrier adressé à l'Ingénieur du marché avec copie au Chef de Service du Marché, signé par le Cocontractant et comportera trois spécimens de signature du responsable ainsi désigné. La non-objection de l'Ingénieur du Marché après huit (8) jours équivaut à l'agrément de cette désignation.

CHAPITRE II- EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 8 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser au titre du présent marché comprennent :

- ✓ Les travaux préparatoires ;
- ✓ Les travaux de maçonnerie ;
- ✓ Les travaux de charpente, couverture et faux plafond ;
- ✓ Les travaux de menuiserie métallique et vitrerie ;
- ✓ Les travaux de Plomberie sanitaire ;
- ✓ Les travaux d'électricité ;
- ✓ Travaux de peinture ;
- ✓ Les travaux de Revêtement du sol
- ✓ Les travaux de VRD.

NB : Les travaux d'assainissement des eaux pluviales seront exclusivement exécutés par la méthode HIMO (Haute intensité de Main-d'œuvre).

NB : les détails sont contenus dans le CCTP.

ARTICLE 9 : MARCHES A TRANCHE

Sans Objet

ARTICLE 10 : ORDRES DE SERVICE ET CORRESPONDANCES

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

- L'ordre de service de commencer les travaux est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié au Cocontractant par le Chef de service du marché avec copie à l'Ingénieur du marché ;
- Les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service du marché avec copie à l'Ingénieur du marché, et à l'Organisme Payeur.
- Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal du chantier seront directement signés et notifiés au Cocontractant par le Chef de service avec copie à l'Ingénieur du marché et au Maître d'œuvre le cas échéant.
- Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie à l'Ingénieur du marché et au Maître d'œuvre le cas échéant
- Les ordres de service de suspension et de reprise des travaux, pour cause d'intempéries et autres, seront signés par le Maître d'Ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre.

Les copies des ordres de service délivrées par le Maître d'Ouvrage seront transmises au MINMAP.

Le cocontractant du présent contrat adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Ouvrage sous le couvert du maître d'œuvre. S'agissant des correspondances adressées aux autres intervenants par le cocontractant, une copie sera transmise dans les mêmes délais au Maître d'Ouvrage.

Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le Cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus.



ARTICLE 11 : DOMICILE DU COCONTRACTANT

Dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du marché au Cocontractant, celui-ci élira domicile à proximité du chantier et en notifiera par écrit à l'Ingénieur du marché avec copie au Chef de service du marché. Faute par lui d'avoir satisfait cette obligation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification du marché, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites à la mairie de la zone du projet.

ARTICLE 12 : CONNAISSANCE DES LIEUX ET CONDITIONS GENERALES DES TRAVAUX

Le Cocontractant est réputé avoir visité et examiné l'emplacement des travaux et ses environs, et pris connaissance, avant la remise de son offre des caractéristiques, de l'emplacement et de la nature des travaux à exécuter, de l'importance des matériaux à fournir, des voies et moyens d'accès au chantier, des installations nécessaires. D'une manière générale, il est réputé s'être procuré toutes informations concernant les risques, aléas et circonstances susceptibles d'influencer son offre.

Le Cocontractant ne pourra se prévaloir de l'insuffisance de la connaissance des lieux et/ou des conditions des travaux pour solliciter un avenant ou une prolongation de délai.

ARTICLE 13 : ROLE ET RESPONSABILITE DU COCONTRACTANT

Le Cocontractant a pour mission d'assurer l'exécution des travaux sous le contrôle du Maître d'œuvre et conformément aux règles et normes en vigueur. Il est tenu notamment d'effectuer (s'il y a lieu) les calculs, essais et analyses, de déterminer, de choisir, d'acheter, et d'approvisionner tous les outillages, matériaux et fournitures nécessaires pour l'exécution des travaux. Il est tenu d'engager tout le personnel utile spécialisé ou non.

Le Cocontractant est responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de la qualité des matériaux et des fournitures utilisées, de leur parfaite adaptation aux besoins du chantier, de la bonne exécution des travaux, des fournitures et interventions effectuées par les sous-traitants agréés.

Il a l'obligation de remettre en état les ouvrages détériorés du fait de ses travaux et de se conformer à la législation en vigueur au Cameroun concernant le respect de l'environnement. Il devra exécuter tous les travaux spécifiés au CCTP et aux textes et directives mentionnés à l'article 41 du présent CCAP. Il aura notamment l'obligation d'afficher un règlement intérieur à l'Entreprise en prenant en compte les problèmes environnementaux.

ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE

La présente lettre-commande prévoit la possibilité pour le Cocontractant de faire exécuter, après autorisation expresse du Maître d'ouvrage, une partie des travaux par des sous-traitants. Le montant des travaux susceptibles d'être sous-traités est limité à 30 % du montant TTC du contrat et de ses avenants éventuels.

Cette autorisation n'affranchit le Cocontractant d'aucune de ses obligations contractuelles. Les sous-traitants devront satisfaire aux mêmes conditions que le titulaire du marché. Ils exécuteront leurs parties de travaux sous la seule et pleine responsabilité du Cocontractant. Les sous-traitants agréés pourront obtenir le bénéfice du règlement direct des travaux conformément à l'article 163 du Code des marchés.

ARTICLE 15 : PLANS ET DOCUMENTS D'EXECUTION

Les plans de détail et autres documents nécessaires à l'exécution des travaux seront établis par le Cocontractant sur la base des données du Dossier de consultation.

Ils seront remis au Maître d'œuvre dans un délai d'au moins dix (10) jours avant tout commencement d'exécution des travaux correspondants. Ce dernier dispose d'un délai de sept (7) jours pour faire part au

Cocontractant de ses observations et remarques. Il transmettra le document corrigé comportant son avis à l'approbation de l'Ingénieur du marché avec copie au Chef de service du marché.

Au plus tard un mois après la réception provisoire et en tout cas avant le paiement du décompte final, le Cocontractant devra transmettre par les soins du Maître d'œuvre au Maître d'Ouvrage trois (3) exemplaires des plans de récolement des travaux dont un original reproductible, approuvé par l'Ingénieur du Marché et le Maître d'œuvre.

ARTICLE 16 : RESEAUX PUBLICS ET PRIVES

Le Cocontractant doit prendre des précautions au voisinage des câbles et des canalisations. Pour ce faire, il devra avant tout commencement d'exécution des travaux rechercher les câbles et canalisations enterrés existants (électricité, eau, téléphone etc....) situés dans les zones concernées par les travaux.

Au cas où le personnel ou les engins du Cocontractant ou de ses sous-traitants causeraient un dommage à ces câbles ou canalisations, les travaux de réparation seront à la charge du Cocontractant. A cet effet il prendra l'attache des concessionnaires concernés. Ces dispositions ne diminuent en rien, pour le Cocontractant, sa responsabilité sur les dommages indirects qui pourraient en résulter.

ARTICLE 17 : MATERIEL ET PERSONNEL A METTRE EN PLACE

Dans son offre, le Cocontractant s'est engagé à mobiliser les ressources humaines et matérielles nécessaires pour la bonne exécution des travaux suivant les règles de l'art et d'après les conditions des présents CCAP et CCTP.

Le contrat a été attribué sur la base des listes détaillées du matériel et du personnel d'encadrement éventuellement complétées à la demande de l'administration. Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de Service du Marché. En cas de modification, le Cocontractant fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.

En tout état de cause, les listes du matériel et du personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément de l'Ingénieur du marché après avis du Maître d'œuvre, dans les quinze (15) jours qui suivent l'ordre de service de commencer les travaux. L'Ingénieur du marché disposera de huit (8) jours pour notifier par écrit son avis. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.

Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel ainsi qu'en nombre et salaire des ouvriers recrutés en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les travaux constitue un motif de résiliation du marché.

ARTICLE 17 bis : TRAVAUX PAR APPROCHE HIMO

La construction des ouvrages d'assainissement se feront obligatoirement par « Haute Intensité de Main d'Œuvre » (HIMO).

Le cocontractant s'engage à recruter des Ouvriers (jeunes) dans le cadre des travaux HIMO. Ce recrutement se fera de concert avec la Commune territorialement compétent. Leur rémunération minimale est fixée à 2 500 (deux mille cinq cents) F/jour ouvré pour les manœuvres.

Il assurera sur le site du chantier, leur formation pratique liée à la nature des travaux à réaliser.

Pour chaque partie d'ouvrage à réaliser par l'approche HIMO et avant son exécution, le Cocontractant soumettra à l'avis de l'Ingénieur du marché avec copie au Chef de service du marché, la liste de personnel qu'il compte utiliser en approche HIMO.

Avant la réception provisoire des travaux, le Cocontractant fera tenir à l'Ingénieur du marché avec copie au Chef de service du marché, une fiche récapitulative du personnel utilisé en approche HIMO.

En tout état de cause, la signature du décompte final par le Maître d'œuvre est conditionnée par la production de la fiche récapitulative du personnel utilisé en approche HIMO dans le cadre du marché.

ARTICLE 18 : REMPLACEMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

Si pour convenance propre, le Cocontractant doit remplacer pendant les travaux un agent d'encadrement, il ne pourra le faire qu'après l'accord écrit du Chef de service du marché. Le remplacement de l'agent en cause ne devra en aucun cas interrompre la continuité des travaux. Tous les frais en découlant seront à la charge entière du Cocontractant.

En cas de remplacement, la qualification du personnel proposé doit être au moins équivalente à celle de l'agent remplacé. En tout état de cause et sauf cas de force majeure, le Cocontractant ne pourra remplacer plus de cinquante pour cent (50%) de son personnel sans s'exposer à la procédure de résiliation.

Dans tous les cas de remplacements exposés ci-dessus, la procédure d'agrément reste valable pour le nouvel agent désigné par le Cocontractant pour succéder à l'agent remplacé.

Dans son offre, le Cocontractant s'est engagé à mobiliser les ressources humaines et matérielles nécessaires pour la bonne exécution des travaux suivant les règles de l'art et d'après les conditions des présents CCAP et CCTP. Le personnel proposé dans l'offre est le suivant :

N° ordre	Désignation de l'expert	Noms et Prénoms de l'Expert	Qualification	Année d'expérience
N°1	Conducteur des Travaux			
N°2	Chef Chantier			
N°3	Plombier			
N4	Electricien			

ARTICLE 19 : PROJET D'EXECUTION

Dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, le Cocontractant soumettra à l'approbation de l'Ingénieur du marché, après avis motivé du Maître d'œuvre, en trois (03) exemplaires, le programme d'exécution comprenant :

- Le relevé global des dégradations ;
- Le devis global ;
- Le procès-verbal de définition des tâches à exécuter ;
- La description des procédés et des méthodes d'exécution des travaux envisagés avec les prévisions d'emploi du personnel, du matériel et des matériaux ;
- Les résultats des essais géotechniques demandés accompagnés d'une note sur les choix techniques qui en découlent ;
- Les plans d'exécution des ouvrages et les notes de calcul ;
- Les plans d'approvisionnement ;
- La description des dispositions de maintien de la sécurité, de la circulation et de respect de l'environnement ;
- Un planning graphique des travaux ;
- Les travaux que le Cocontractant fera exécuter par des sous-traitants (s'il y a lieu) ;
- Le schéma itinéraire ou le linéaire des travaux à exécuter.

Deux (2) exemplaires de ce projet lui seront retournés dans un délai de huit (8) jours à partir de leur réception avec :

- Soit la mention d'approbation « BON POUR EXECUTION »
- Soit la mention de leur rejet accompagnée des motifs dudit rejet.

Le Cocontractant disposera alors de sept (7) jours pour présenter un nouveau dossier. L'Ingénieur du marché disposera d'un délai de cinq (5) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques après avis du Maître d'Œuvre. Dans ce cas, la procédure est relancée. Passé le délai de trente (30) jours après notification de l'ordre de service de commencer les travaux, la non approbation du programme déclenchera les pénalités de retard mentionnées à l'article 25.2 ci-dessous.

L'approbation donnée par l'Ingénieur du marché n'atténuera en rien la responsabilité du Cocontractant. Les travaux exécutés avant l'approbation du programme ne seront ni constatés ni rémunérés.

Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel. Il doit faire apparaître les tâches critiques. Le Cocontractant tiendra constamment à jour sur le chantier, un planning des travaux qui tiendra compte de l'avancement réel du chantier.

ARTICLE 20 : INTERDICTIONS DE TRAVAILLER LA NUIT, LES JOURS FERIES ET LES DIMANCHES

Les travaux ne pourront se poursuivre ni la nuit, ni les dimanches, ni les jours fériés sans l'autorisation écrite préalable de l'Ingénieur du marché.

ARTICLE 21 : DEMOLITION DES OUVRAGES DEFECTUEUX ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX REFUSES

L'Ingénieur du marché aura pouvoir d'ordonner par écrit :

- L'enlèvement du chantier, dans un délai de quarante-huit (48) heures, de tous les matériaux réputés non conformes aux exigences du contrat et leur remplacement par d'autres matériaux convenables et approuvés après essais de laboratoire ;
- La démolition et la reconstruction correcte aux frais du cocontractant de tout ouvrage ou partie d'ouvrage réputé non conforme aux exigences du contrat tant en ce qui concerne le mode d'exécution que les matériaux utilisés.

ARTICLE 22 : MODIFICATION DES OUVRAGES

Le Maître d'Ouvrage, se réserve la faculté d'introduire dans les ouvrages, lors de la phase d'exécution, toutes modifications, adjonctions, suppressions d'ouvrages ainsi que les éventuelles suppressions de catégorie de travaux qu'il estimera nécessaire pour la bonne réussite et l'économie des travaux, sans que pour cela le Cocontractant puisse prétendre à quelque compensation ou indemnité que ce soit, en dehors de celles indiquées dans le présent CCAP.

ARTICLE 23 : MATERIAUX

22.1. Le Cocontractant utilisera de façon privilégiée les lieux d'extraction mentionnés dans le CCTP ou, s'ils sont insuffisants, recherchera à ses frais les lieux d'extraction des matériaux nécessaires à la réalisation des ouvrages.

22.2. Les matériaux seront conformes aux spécifications du CCTP. Ils seront soumis aux essais ou épreuves que le maître d'œuvre jugera utile de prescrire suivant les spécifications du contrat.

22.3. Les moyens de contrôle propres mis en place par le Cocontractant et à ses frais, devront lui permettre, tant sur les lieux d'extraction, de préparation ou de fabrication que sur le chantier de mise en œuvre, d'assurer un contrôle constant, répété et régulier.

ARTICLE 24 : BREVET D'INVENTION

Le Cocontractant devra s'entendre s'il y a lieu avec les propriétaires ou les détenteurs de licence dont il voudrait appliquer ou aurait appliqué des procédés ; il réglera les redevances nécessaires et garantira le Maître d'Ouvrage contre toute poursuite.

ARTICLE 25 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est de Quatre (04) mois pour les lots 1,2 et 4 ; et Trois (03) mois pour les lots 3, 5, 6 et 7.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux délivrés par le Maître d'ouvrage.

Le Cocontractant devra mobiliser les moyens matériels et le personnel suffisants pour achever les travaux dans le délai contractuel.

Par suite de travaux supplémentaires ou de circonstances justifiées, le Cocontractant pourra présenter une demande de prolongation de délai.

ARTICLE 26 : PENALITES DE RETARD

26.1 Pénalités de retard des travaux :

A défaut pour le Cocontractant d'avoir terminé la totalité des travaux dans le délai imparti, il lui sera appliqué, après mise en demeure préalable, les pénalités de retard ci –après, aux articles 168 et 169 du décret 2018/366 du 20/06/2018 portant code des marchés publics :

1/2000^{ème} du montant du Marché par jour calendaire de retard du premier (1^{er}) au trentième (30^{ème}) jour ;

1/1000^{ème} du montant du Marché par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

Il appartient au Cocontractant de rassembler au fur et à mesure de l'exécution des travaux, les pièces justificatives d'un dossier éventuel de demande de remise de pénalités qui ne pourra être prononcée par le Maître d'ouvrage qu'après l'avis favorable de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

26.2 Pénalités de retard de remise des documents contractuels :

Projet d'exécution : 20 000F/j de retard au-delà de trente jours à compter de la notification de l'Os de démarrage.

Assurance : 10 000F/j de retard au-delà de trente (30) jours à compter de la notification de l'Os de démarrage.

Cautionnement définitif : 10 000 F/j de retard au-delà de vingt (20) jours à compter de la date de la notification du Marché.

26.3 Pénalités pour défaut d'exécution :

Sont entendus en particulier par défauts d'exécution :

Non remplissage du journal de chantier constaté lors des visites : 5 000F/visite

Indisponibilité du journal de chantier lors des visites : 5 000F/visite.

26.4 Plafonnement des pénalités

En tout état de cause, le montant cumulé des pénalités ne saurait excéder dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base avec ses avenants, le cas échéant, sous peine de résiliation conformément aux dispositions des articles 180 à 185 du Code des Marchés Publics

26.5 Primes

Il n'est pas prévu de prime en cas d'avance sur le délai contractuel.

ARTICLE 27 : RECEPTION PROVISOIRE

27.1 Opérations préalables à la réception

Avant la réception provisoire, le Cocontractant demande par écrit au Maître d'œuvre avec copie à l'Ingénieur et au Chef de Service du Marché, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

Cette visite comporte entre autres opérations :

- la reconnaissance qualitative et quantitative des ouvrages exécutés,
- la constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons,
- le respect des prescriptions environnementales,
- les épreuves éventuellement prévues par le CCTP,
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au contrat,
- la constatation du repliement éventuel des installations de chantier et la remise en état des lieux,
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux,
- les constatations des quantités des travaux effectivement réalisés.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ et signé par le Maître d'œuvre et contresigné par le Cocontractant.

Au terme de cette visite de pré-réception, le Maître d'œuvre spécifie éventuellement les réserves émises et les travaux correspondants à effectuer, avant la date de réception provisoire qu'il fixera en accord avec l'Ingénieur du Marché.

Le Maître d'œuvre, veillera à la levée des réserves et dressera un procès-verbal de levée des réserves de la pré-réception. Le Chef Service du Marché établira un rapport de pré-réception qui sera joint à la convocation de réception, adressée à tous les membres de la commission de réception.

27.2. Les épreuves comprises dans les opérations préalables à la réception sont définies après approbation du projet d'exécution.

27.3. Le constat du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux sera effectué un mois (1) après la réception provisoire des travaux.

27.4. La Commission de réception provisoire sera composée ainsi qu'il suit :

- **Président** : le Maître d'ouvrage ou son représentant ;
- **Membres** :
 - Le Chef de service du marché ;
 - Le Chef du Service des Marchés ;
 - Le comptable-Matières désigné par l'ordonnateur ;
 - L'ingénieur du marché ;
 - Le chef de la cellule des données Urbaines et d'Habitat ou son représentant.
- **Rapporteur** : Le Maître d'œuvre ;
- **Observateur** : Un représentant du MINMAP
- **Invités** : Le Cocontractant.

La Commission est convoquée à la réception par courrier au moins cinq (05) jours avant la date de la réception. Le Cocontractant est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

La Commission examine le rapport de pré-réception et procède à la réception provisoire des travaux s'il y a lieu.

Celle-ci fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé séance tenante par tous les membres de la commission ou au moins 2/3 des membres dont le président.

27.5. Réceptions provisoires partielles

Les parties de l'Ouvrage isolées, pourront faire l'objet d'une réception provisoire partielle qui fera courir le délai de garantie sur la partie de l'Ouvrage concernée.

27.6. Réception partielle.

Le Cocontractant pourra demander des réceptions partielles par type d'ouvrages. En cas de force majeure conduisant à l'interruption des travaux avant leur achèvement, l'administration procédera, si le Cocontractant en fait la demande, à des réceptions partielles des ouvrages déjà réalisés. Dans les deux cas, la commission chargée de ces réceptions partielles sera la même que celle devant effectuer la réception provisoire. Un procès-verbal de réception partielle sera rédigé et signé par toutes les parties.

ARTICLE 28 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de douze (12) mois à compter de la date de réception provisoire des travaux.

ARTICLE 29 : ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE

Pendant la période de garantie, le Cocontractant devra exécuter à ses frais en temps utile, tous les travaux nécessaires pour remédier aux manquements ne relevant pas d'un entretien normal qui apparaîtraient dans les ouvrages.

Si le Cocontractant ne s'est pas conformé dans un délai de quinze (15) jours aux prescriptions d'un ordre de service relatif à ces travaux, le Chef de service sera en droit de les faire exécuter par ses propres ouvriers ou par une autre entreprise et d'en recouvrer le montant aux dépens du Cocontractant par déduction sur toutes sommes dues ou à devoir à ce dernier dans le cadre du marché.

ARTICLE 30 : RECEPTION DEFINITIVE

Les opérations préalables à la réception définitive ainsi que la composition de la commission de réception sont les mêmes que celles de la réception provisoire.

ARTICLE 31 : ACCES AU CHANTIER

Dans le cadre de sa mission de contrôle externe de l'exécution des Marchés Publics prescrite à l'article 47 du code des Marchés Publics, les représentants du MINMAP descendront régulièrement sur le terrain afin de s'assurer de l'effectivité de la qualité des prestations objet du marché. A cet effet, ils auront libre accès au même titre que L'Ingénieur du marché et toute personne autorisée par lui aux travaux, au chantier, aux ateliers et à tous lieux de travail, ainsi qu'aux emplacements d'où proviennent les matériaux, produits manufacturés, et outillages utilisés pour les travaux. Le Cocontractant devra accorder toutes les facilités requises pour permettre cet accès en toute liberté.

ARTICLE 32 : ATTRIBUTIONS DU MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre a pour attribution de faire exécuter les travaux de façon satisfaisante. Il ne pourra relever le Cocontractant d'aucune de ses obligations contractuelles, ni (sauf exception expressément stipulée ci-dessous) ordonner un travail quelconque susceptible de retarder l'exécution des travaux ou de provoquer un paiement supplémentaire par le maître d'ouvrage, ni ordonner une modification importante quelconque à l'ouvrage à exécuter. Le maître d'œuvre est compétent pour préparer et signer les ordres de service à caractère technique.

A la demande du Cocontractant et du maître d'œuvre des constats contradictoires pourront être réalisés pour fixer les quantités des ouvrages. De tels constats contradictoires seront faits lorsqu'un ouvrage risque de ne plus pouvoir être mesuré.



ARTICLE 33 : ATTRIBUTIONS DE L'INGENIEUR DU MARCHE

L'Ingénieur du Marché doit s'assurer de la conformité de l'exécution sur le terrain du marché de l'entreprise et du contrôle effectué par le Maître d'œuvre. A ce titre, il assiste aux réunions de chantiers, adresse au Maître d'Ouvrage, avec copie au Chef de Service du marché, un rapport sur l'avancement des travaux et du contrôle.

ARTICLE 34 : REUNIONS DE CHANTIER

34.1 Des réunions hebdomadaires de chantier à l'initiative de l'ingénieur du marché se tiendront régulièrement. La participation du conducteur de travaux aux réunions du chantier est obligatoire.

34.2 Présidé par le Chef de Service du marché, des réunions mensuelles seront tenues en présence de de l'ingénieur du marché, du conducteur de travaux ou des chefs du chantier ou de leurs représentants.

34.3 Ces réunions feront l'objet d'un procès-verbal signé par les participants, le Maître d'œuvre assurant le secrétariat.

ARTICLE 35 : JOURNAL DE CHANTIER

Le journal de chantier sera tenu par le chef de chantier. Y seront consignés entre autres :

- L'avancement des travaux ;
- Les opérations administratives relatives à l'exécution ou au règlement du contrat (notification, résultat d'essais, constat des travaux, etc.) ;
- Les conditions atmosphériques ;
- Les réceptions des matériaux et agréments de toutes sortes donnés par le représentant du Maître d'œuvre ;
- Les incidents ou détails de toutes sortes présentant quelques intérêts du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages, de la durée réelle des travaux ;
- Les travaux réalisés par les sous-traitants avec les références de ceux-ci.

Le Cocontractant pourra y consigner les incidents ou observations susceptibles de donner lieu à une réclamation de sa part. Le journal sera signé contradictoirement par le Maître d'œuvre et le Conducteur des travaux à chaque visite de chantier. Pour toute réclamation éventuelle du Cocontractant, il ne pourra être fait état que des événements ou documents mentionnés en temps voulu au journal de chantier.

ARTICLE 36 : MISE A DISPOSITION DES LIEUX

Toutes les installations provisoires de chantier nécessaires à l'exécution des travaux, telles que bureaux, laboratoires, garages, ateliers, logement du personnel, carrières, emprunts et pistes, ne pourront être édifiées que sur les emplacements agréés par l'Ingénieur du marché en accord avec les autorités administratives locales le cas échéant.

Dans la mesure de ses possibilités, l'administration mettra gratuitement à la disposition du Cocontractant pour la durée des travaux, le domaine privé ou public de l'Etat nécessaire aux besoins du chantier. Les terrains appartenant à l'administration et mis à la disposition du Cocontractant devront être remis en bon état en fin des travaux.

ARTICLE 37 : MAINTIEN DE LA CIRCULATION

Le Cocontractant devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le maintien de la circulation soit assuré pendant toute la durée des travaux sur les routes et pistes existantes. Il ne pourra se prévaloir des sujétions qui en résulteraient pour éluder les obligations de son contrat, ni pour soulever une quelconque réclamation.

ARTICLE 38 : MESURES DE SECURITE

Le Cocontractant aura la charge de fournir et d'entretenir à ses frais, tous les dispositifs d'éclairage, de protection, de clôture et de gardiennage qui s'avéreront nécessaires à la bonne exécution des travaux ou qui seront exigés par l'Ingénieur du marché.

Le Cocontractant sera personnellement responsable de toutes les conséquences directes ou indirectes d'une carence de la signalisation ou dans l'entretien des ouvrages provisoires nécessaires au maintien de la circulation.

ARTICLE 39 : DOMMAGES AUX PROPRIETAIRES DANS L'EMPRISE DES TRAVAUX

Les indemnités qui découlent des expropriations des cultures qui seront nécessaires du fait de la situation de l'emprise des présents travaux (carrières et emprunts, accès aux carrières et aux emprunts inclus) seront à la charge du Cocontractant. Celui-ci sera tenu de provoquer avant exécution des travaux, la reconnaissance contradictoire des cultures et propriétés, qui seront évaluées en accord avec le représentant de l'Ingénieur du marché et les autorités administratives locales.

ARTICLE 40 : SUJETIONS RESULTANT DU VOISINAGE D'AUTRES CHANTIERS

Le Cocontractant devra prendre en compte toutes les mesures nécessaires pour n'apporter aucune entrave à l'exécution des travaux d'autres entreprises. Il devra laisser circuler le matériel de ces entreprises sur ou sous les ouvrages déjà faits partout où le Maître d'œuvre jugera que l'établissement de voies indépendantes ne sera pas possible, sans qu'il puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 41 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Cocontractant sera tenu de se conformer aux textes régissant la protection de l'environnement en vigueur dans la République du Cameroun, notamment la loi cadre N° 096/12 du 05 Août 1996 sur la gestion de l'environnement. Il devra notamment se conformer aux prescriptions du CCTP (voir article B1000) en la matière.

ARTICLE 42 : REMISE EN ETAT DES LIEUX

La remise en état des lieux comprenant l'enlèvement des installations, matériels, matériaux et débris de chantier, maintenus ou prévus pour l'entretien pendant le délai de garantie, doit être faite dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception provisoire et en tout cas avant l'approbation du décompte général et définitif des travaux. Toutefois, l'administration se réserve le droit de demander au Cocontractant de laisser sur place les installations qu'elle serait susceptible de réutiliser. En cas d'accord, la cession de ces installations se fera moyennant un prix établi à l'amiable.

CHAPITRE III – CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 43 : MONTANT DU CONTRAT

- Le montant HTVA est de _____;
- Le montant de la TVA est _____;
- Le montant toutes taxes comprises est de _____.

ARTICLE 44 : CONSISTANCE DES PRIX

Les prix figurant au bordereau des prix unitaires sont réputés avoir été établis sur la base des conditions économiques en vigueur en République du Cameroun au mois précédant celui de la soumission. Ils sont fermes et non révisables.

Le Cocontractant est réputé avoir une parfaite connaissance de toutes les sujétions imposées pour l'exécution, pour s'en être personnellement rendu compte sur le terrain avant de soumissionner, notamment :

- La nature et la qualité des sols et terrains ;
- Les conditions de transport et d'accès au chantier à toute époque de l'année ;
- Le régime des eaux et des pluies dans la région et des risques éventuels d'inondation.

Les prix du bordereau des prix unitaires comprennent toutes les sujétions d'exécution qu'elles soient ou non explicitées dans le présent contrat.

Les prix pour mémoire ou pour lesquels des quantités ne sont pas portées ne font pas partie du contrat. Les frais d'expropriation des terrains (carrières, pistes d'accès et emprunts), y compris les ouvrages qui y seraient construits et les cultures, pour réaliser les travaux, ainsi que les droits et taxes relatifs à ces frais incombent au Cocontractant qui devra en tenir compte dans l'élaboration de ses prix.

En aucun cas, le Cocontractant ne peut se prévaloir de l'insuffisance de renseignements fournis par l'administration pour revenir en cours du contrat sur les prix qu'il a consentis ou pour demander une indemnité.

ARTICLE 45 : SOUS-DETAIL DES PRIX

Le Cocontractant a fourni dans sa soumission le sous détail de chacun des prix d'application, établi suivant les règles en usage, et faisant ressortir en détail le montant des charges et frais accessoires sur salaire et main d'œuvre ainsi que celui du montage, de l'entretien, du démontage, de l'amortissement des installations, du matériel et de l'outillage, les sujétions diverses, frais généraux, faux frais et bénéfices.

Le sous détail explicite le nombre d'heures de chaque nature d'engin et de chaque catégorie d'ouvriers nécessaires pour effectuer la quantité unitaire des prestations ainsi que toutes fournitures, transports, matières consommables utilisés pour l'exécution des travaux.

En outre, le Cocontractant a donné, pour les taux de salaire et les prix de base adoptés pour les fournitures, toutes références utiles, officielles autant que possible, pour que le Chef de Service du Marché puisse vérifier leur exactitude.

ARTICLE 46 : TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES – VARIATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

Qu'il s'agisse d'augmentation dans la masse des travaux, ou d'ouvrages non prévus au contrat, aucun travail supplémentaire ne pourra être exécuté par le Cocontractant s'il n'a pas fait au préalable l'objet d'un ordre de service du Maître d'Ouvrage le prescrivant explicitement.

Il sera fait application des prix unitaires du bordereau. Si les travaux supplémentaires comportent de nouveaux prix, ceux-ci feront l'objet d'un avenant.

Les quantités relatives à l'ensemble des prix du bordereau ainsi que la masse initiale des travaux pourront varier en plus ou en moins jusqu'à une limite de dix pour cent (10%) sans que l'entreprise puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 47 – MODE DE REGLEMENT DES TRAVAUX

47.1 Constatation des travaux exécutés

A la fin de chaque mois, le Cocontractant et le Maître d'œuvre établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

Le constat de l'effectivité des travaux effectués par l'entreprise ne diminue en rien ni sa responsabilité, ni celle du Maître d'œuvre quant aux problèmes de qualité des travaux et aux conséquences dommageables

que la mise en œuvre desdits travaux pourraient avoir, tant à l'égard du respect des clauses du Marché qu'à l'égard des tiers.

En cas de doute sur la qualité des travaux, une expertise sera commise pour la vérification et la confirmation ou non, aux frais des deux parties suscitées.

47.2 Décompte mensuel

Au plus tard le 5 du mois suivant les prestations, le Cocontractant remettra en dix (10) exemplaires au Maître d'œuvre, deux (02) projets de décompte provisoire mensuel (un décompte Hors TVA et un décompte du montant des Taxes), selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché, depuis le début de celui-ci. Le montant du décompte mensuel HTVA tient compte :

- des avances éventuelles accordées au titre du démarrage des travaux ou approvisionnements ;
- du montant des travaux déterminés sur la base des quantités de l'attachement contradictoire, auxquelles sont appliqués les prix du bordereau ;
- des remboursements des avances éventuelles consenties au Cocontractant en application de l'article 49.2 du présent C.C.A.P ;
- de la retenue de garantie contractuelle si celle-ci n'est pas remplacée par une caution bancaire ;
- des pénalités de retard.

Le montant de l'acompte mensuel réglé au Cocontractant sera déterminé à partir du décompte mensuel approuvé par le Maître d'œuvre qui dressera alors l'état d'acompte.

Le montant à payer résultera de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent.

Seul le décompte Hors TVA diminué de l'AIR sera réglé au Cocontractant. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une retenue à la source et sera reversé au trésor.

L'acompte ne présente pas un caractère de paiement définitif. Le Cocontractant en reste débiteur jusqu'à l'établissement du décompte général et définitif du marché.

Le Maître d'Œuvre disposera d'un délai de sept (7) jours pour transmettre à l'Ingénieur du marché, les décomptes qu'il a approuvés.

L'ingénieur disposera d'un délai de cinq (5) jours pour transmettre au chef de service du marché, les décomptes qu'il a approuvés.

Le chef de service dispose d'un délai de cinq (5) jours maximum pour procéder à la signature des décomptes avant transmission à l'organisme payeur pour paiement.

-Une copie de chaque décompte mensuel sera transmise au MINMAP conformément à l'article 47 (1).f du Code des Marchés Publics.

Le décompte HTVA sera mandaté ainsi qu'il suit :

- 97.8 % versé directement au compte de l'entreprise ;
- 2.2 % retenue à la source et reversé au trésor public au titre de l'AIR dû par l'entrepreneur.

Une copie de chaque décompte mensuel sera transmise au MINMAP conformément à l'article 47 (1).f du Code des Marchés Publics

Les paiements seront effectués par le BIP MINH DU – EXERCICE 2026.

47.3 Décompte de fin de travaux (Décompte final)

Après achèvement des travaux et dans un délai maximum de 30 jours après la date de réception provisoire, le Cocontractant établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

Ce projet de décompte final, une fois accepté ou rectifié par le Maître d'œuvre devient décompte final. Il sert à l'établissement de l'acompte pour solde du marché, établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des décomptes mensuels.

47.4 Décompte général et définitif.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de réception définitive, le Chef de Service du Marché dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le Cocontractant et l'Autorité Contractante. Ce décompte comprend :

- Le décompte final ;
- Libération de la retenue de garantie le cas échéant ;
- L'acompte pour solde ;
- La récapitulation des acomptes mensuels.

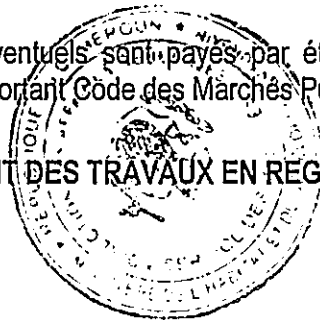
La signature du décompte général et définitif sans réserve par le Cocontractant, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires. Il est soumis au visa préalable du Ministre en charge des Marchés Publics avant transmission à l'organisme payeur.

47.5. Intérêts Moratoires.

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément au décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

ARTICLE 48 : REGLEMENT DES TRAVAUX EN REGIE

Sans Objet



ARTICLE 49 : LIEU ET MODE DE PAIEMENT

Les paiements seront effectués par virement bancaire en francs CFA au compte N° _____.

ARTICLE 50 : AVANCE DE DEMARRAGE

50.1. Conformément aux textes en vigueur et sur demande expresse du Cocontractant, il pourra être accordé une avance de démarrage d'un montant au plus égal à vingt pour cent (20%) du montant TTC de chaque tranche du marché en cours d'exécution sans justification. Cette avance devra être cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire de 1er ordre ou une compagnie d'assurances agréé par le Ministre en charge des Finances.

50.2. L'avance de démarrage sera remboursée par prélèvement de cinquante pour cent (50%) du montant des travaux de chaque décompte à partir du moment où les travaux effectués dépassent quarante pour cent (40%) du montant du marché. Il doit être terminé au plus tard lorsque le montant des travaux atteint quatre-vingt pour cent (80%) de la valeur du marché.

50.3 Lorsque le remboursement de l'avance de démarrage atteint 50%, le Chef de Service du Marché donne la mainlevée de la partie de la caution correspondante si le Cocontractant en fait la demande écrite.

50.4. L'octroi de l'avance de démarrage n'est pas une condition préalable au démarrage des travaux.

ARTICLE 51 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF

51.1. Le cautionnement définitif garantissant l'exécution intégrale des travaux sera constitué dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché. Le cautionnement provisoire est restitué au Cocontractant dès constitution de ce cautionnement définitif.

51.2. Son montant est fixé à deux pour cent (2%) du montant TTC du marché.

51.3. Le cautionnement définitif peut être remplacé par une caution personnelle et solidaire d'un établissement bancaire ou une compagnie d'assurances installé sur le territoire camerounais et agréé par le Ministre en charge des Finances.

51.4. Le cautionnement sera restitué, ou la caution bancaire le remplaçant, libérée, sur demande écrite du Cocontractant, après la réception provisoire des travaux, consécutivement à une mainlevée de caution signée du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 52 : RETENUE DE GARANTIE

Au titre de la garantie des travaux, il sera opéré sur le montant de chaque acompte mensuel une retenue de dix pour cent (10%) du montant relatif aux ouvrages d'assainissement. La retenue de garantie pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire du même montant émanant d'un établissement bancaire ou une compagnie d'assurances installé sur le territoire camerounais et agréé par le Ministre en charge des Finances. La retenue de garantie sera libérée à la réception définitive.

ARTICLE 53 : ASSURANCES

Le Cocontractant devra justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile, pour les dommages de toutes natures causés aux tiers

- Par son personnel salarié en activité de travail ;
- Par le matériel qu'il utilise ;
- Du fait des travaux

Le chantier devra être couvert pour l'ensemble des travaux d'une assurance globale de chantier délivrée par une compagnie agréée par le Ministre en charge des Finances.

Aucun règlement à l'exception de l'avance de démarrage ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'une compagnie prouvant que le Cocontractant a intégralement réglé les primes ou cotisations relatives aux travaux objet du présent contrat.

Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché pour présenter un certificat d'une compagnie d'assurance prouvant qu'elle a intégralement réglé les primes ou cotisations relatives aux travaux pour le présent contrat. Passé ce délai le contrat pourra être résilié.

ARTICLE 54 : VARIATION DES PRIX

Le présent contrat est à prix unitaires et forfaitaires. Ces prix sont fermes et non révisables.

ARTICLE 55 : REGIME FISCAL ET DOUANIER

La présente lettre-commande est soumise en matière de fiscalité à la réglementation en vigueur dans la République du Cameroun. La présente lettre-commande sera conclue toutes taxes comprises, conformément à la loi n° 2024/013 du 23 décembre 2024 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'EXERCICE 2026 ;

CHAPITRE IV : CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 56 : EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE-COMMANDE



Quinze (15) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du Maître d'Ouvrage et fournis au Cocontractant pour souscription.

ARTICLE 57 : TIMBRE ET ENREGISTREMENT

Sept (07) exemplaires originaux des pièces constitutives du présent Marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du Cocontractant, conformément à la réglementation en vigueur.

Après enregistrement, cinq exemplaires du Marché devront être retournés dans les délais sus prescrits dans les services du Maître d'Ouvrage (Service des Marchés) pour ventilation.

ARTICLE 58 : RISQUES, RESERVES ET CAS DE FORCE MAJEURE

Les cas de force majeure s'étendent aux effets des catastrophes naturelles ou tout autre événement que le Cocontractant ne pouvait raisonnablement ni prévoir, ni éviter et dont les circonstances rendent l'exécution des travaux impossible et pas seulement plus onéreuse.

En cas de force majeure, le Cocontractant ne verra sa responsabilité dérogée que s'il a averti par écrit le Maître d'ouvrage de son intention d'invoquer cette force majeure et ce avant la fin du vingtième (20^e) jour qui succède l'événement.

Il appartient à l'Autorité Contractante d'apprécier le cas de force majeure et les preuves fournies par le Cocontractant.

ARTICLE 59 : LEGISLATION CONCERNANT LA MAIN-D'ŒUVRE

Le Cocontractant devra se conformer à la législation en vigueur concernant l'emploi de la main d'œuvre.

ARTICLE 60 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend survenant entre les parties contractantes fera l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable.

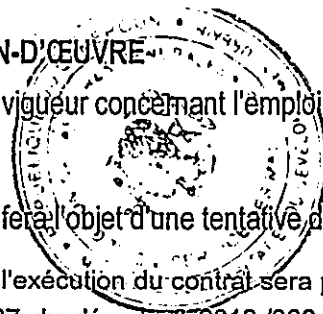
A défaut du règlement amiable, tout litige découlant de l'exécution du contrat sera porté devant la juridiction camerounaise compétente conformément à l'article 187 du décret n° 2018 /366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

ARTICLE 61 : RESILIATION DE LA LETTRE-COMMANDE

La présente lettre-commande peut être résiliée comme prévu aux articles 180 à 185 du décret n° 2018 /366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

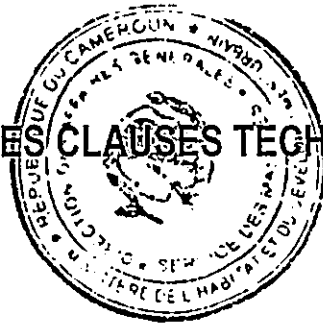
ARTICLE 62 ET DERNIER : VALIDITE DE LA LETTRE-COMMANDE

La présente lettre-commande ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification au Cocontractant.



A handwritten mark or signature, possibly a stylized number '7' or a similar symbol, located at the bottom right of the page.

PIECE N° 5 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES



A handwritten signature or mark, possibly a stylized letter 'L' or a similar character, located in the bottom right corner of the page.

A – INTRODUCTION

La présente description technique a pour but de définir la consistance et le mode d'exécution des travaux à réaliser suivant les règles de l'art et conformément aux documents constitutifs du présent marché.

Il a été établi à titre indicatif pour préciser et compléter les indications du devis estimatif et des pièces graphiques nonobstant les clauses du contrat.

B- CONSISTANCE DES TRAVAUX

2.1. Travaux préparatoires :

- Installation du site ;
- Etudes d'exécution ;
- Elaboration du projet d'exécution et plan de recollement.

2.2. Travaux préliminaires :

- Débroussaillage et nettoyage du site ;
- Elagage, Abattage et dessouchage d'arbres ;
- Démolition diverses ;
- Décapage de sol ;
- Déposes diverses.

2.3. Travaux de maçonnerie :

- Raccord général de maçonnerie, ouvrages en maçonnerie et en béton armé
- Fouille ;
- Béton de propreté ;
- Béton armé dosé à 350kg/m³
- Murs en agglos de ciment de 15 ;
- Murs en agglos bourrés de ciment de 20 ;
- Enduit ciment traditionnel à trois couches sur murs
- Les travaux de charpente, couverture et plafond ;
- Les travaux de menuiserie métallique et vitrerie ;
- Les travaux d'électricité ;
- Travaux de peinture ;
- Revêtement du sol.

2.4. Aménagement extérieur, Voirie et Réseaux divers

- Clôture et pavage de la cour ;
- Fourniture et pose de portail et portillon ;
- Construction d'un mat de drapeau ;
- Construction caniveau bétonné ;
- Dallage en béton légèrement armé autour du bâtiment.

B- DESCRIPTION DES MATERIAUX

Généralités :

Béton armé ou non, mortiers pour tous les travaux de maçonnerie, les composantes du béton ou mortier doivent obéir à certaines caractéristiques élémentaires ainsi qu'il suit :

1. Sable

Tous les sables seront exempts d'oxydes, de matières organiques d'origine animale ou végétale.

La granulométrie sera comprise entre 0,08 mm et 2,5 mm pour les mortiers et chapes ; et entre 0,16 mm et 5 mm pour les ouvrages en béton.

2. Gravillons



Les gravillons destinés à la confection des bétons seront des matériaux homogènes naturels ou concassés. Les graviers doivent avoir été débarrassés de leurs pellicules par soufflage ou par lavage et conformes aux prescriptions du LE C2.30, DTU et aux normes NFP 18.501 ET P 18-304.

3. Eau de gâchage

Les eaux utilisées dans la confection des mortiers, bétons et au lavage des agrégats doivent être dépourvues d'impuretés et sels agressif et nuisible pour les liants selon les caractéristiques physiques prescrites à la norme NEP : 18-303.

4. Liants hydrauliques

Les ciments utilisés pour les bétons et mortiers doivent satisfaire aux conditions générales imposées par la réglementation en vigueur. Ils sont de type CPJ 35 de bonne qualité et ne devront présenter aucune trace d'humidité. Le stockage sur le chantier sera à cet effet réalisé sur un plancher sec et ventilé. Tout stock qui ne présenterait pas un aspect de pulvérulence sera rebuté et évacué dans les quatre jours.

5. Armatures

Les armatures pour béton armé seront des aciers doux et des aciers " HA" conformes aux prescriptions des règles BAEL 91. Elles doivent être parfaitement propres, sans aucune trace de rouille, non-adhérence de peinture ou graisse.

Elles seront façonnées et mises en œuvre conformément au plan de ferrailage soumis par l'entrepreneur à l'approbation du maître d'œuvre avant le début des travaux.

6. Coffrage

Les coffrages seront simples et robustes, ils devront supporter sans déformation appréciable le poids et la poussée du béton, les effets de la vibration et le poids des hommes employés lors de la mise en œuvre.

- L'étanchéité des coffrages sera suffisante pour que l'excès d'eau ne puisse entraîner le ciment.
- L'édification d'un magasin d'approvisionnement avec un bureau attenant où le cahier de chantier et les pièces graphiques seront disponibles en permanence.

C- DESCRIPTION DES TRAVAUX

CHAPITRE I : TRAVAUX PREPARATOIRES

L'entreprise s'investira au préalable, au débroussaillage et au nettoyage du site. Tous les décombres, les terres végétales et débris rassemblés seront évacués vers la décharge municipale.

Les travaux d'installation de chantier seront à la charge de l'entreprise bénéficiaire du marché. Ils comprendront :

- La construction d'une clôture provisoire ;
- L'aménagement d'un magasin et d'un bureau pour les réunions de chantier.

L'entreprise à la suite de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, produira en nombre d'exemplaire prévu dans le marché, le projet d'exécution des travaux.

- **Les travaux de charpente, couverture et plafond**

Toutes les dégradations visibles sur la toiture, le plafond de rive en tôle lisse et intérieur en contreplaque seront corrigées y compris les supports en solivage. Les contreplaquées de 4 mm ayous (SFID) en plaques et les lattes pour solivage seront en en bois dur traité au xylamon, section 5 x 8 ou 5x15. Pour la toiture, l'on utilisera la toiturelle en bitume pour l'étanchéité.

- **Les travaux de menuiserie métallique et vitrerie**

Les vachettes de qualité seront fixées sur les portes en panneaux de bois dur fabriquées. Les vachettes sur les portes métalliques seront remplacées. Les lames nacco, aux dimensions appropriées, seront remplacées sur les fenêtres.

- **Les travaux de Plomberie sanitaire**

Ils consisteront à la révision du système d'alimentation en eau, à la fourniture et pose d'un cubitenaire d'une capacité de 200 litres et de quelques accessoires pour le sanitaire y compris la fixation des robinets. Les fosses septiques et les regards seront purgés pour un bon fonctionnement.

- **Les travaux d'électricité**

Les luminaires (réglettes, ampoules et hublots) et autres appareillages (interrupteurs, prises) défectueuses seront remplacés. Le câblage de l'alimentation sera partiellement remplacé et tous les raccords au domino seront renouvelés à l'occasion pour prévenir le risque de la surtension.

- **Les travaux de maçonnerie et élévation**

Tous les raccords sur les murs, véranda, les cunettes le scellage des portillons seront au mortier de ciment dosé a 400kg/m³. Le nivellement de la surface se fera à l'aide du petit matériel destiné au terrassement. Le revêtement en pavés se posera sur une couche de sablage préalablement étalée et compactée manuellement. Les pavés posés en bordure sur les allées piétonnes, seront scellés au béton pour assurer la stabilité de l'ensemble de l'ouvrage.

- **Travaux de peinture**

Le renouvellement de la peinture se fera sur les murs en pantex 1300 et les plafonds en pantex 800. La peinture à huile glycérophatique sera également appliquée sur la menuiserie métallique. Cette application se fera en deux couches.

- **Revêtement du sol**

Le revêtement se fera en carreau sur le sol de la salle informatique et en chape lissée au ciment dans les autres pièces.

- **VRD.**

Le dallage bas du soubassement de 8 cm d'épaisseur et les raccords sur les caniveaux aux alentours du bâtiment se fera au béton dosé a 350kg/m³.

PIECE N°6 : CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES



A handwritten mark or signature in the bottom right corner of the page.

Indications générales

Article 1 : Dispositions générales

Ce préambule fait partie intégrante du mode d'évaluation des travaux ; il est réputé compléter la définition de chaque prix unitaire :

1. Les descriptions de chaque prix identifient généralement la partie considérée des travaux et non le détail des tâches à entreprendre par le Cocontractant.

Le Cocontractant est soumis à une obligation de résultats. Il lui appartient pour cela de mettre en œuvre les moyens matériels qui lui paraissent les mieux adaptés, sans prétendre de ce fait à une quelconque plus-value. Il ne peut de ce fait élever aucune réclamation ayant pour base des difficultés ou sujétions imprévues, en dehors des cas de force majeure. Les prix proposés comprennent toutes les activités nécessaires à l'obtention de la partie considérée des travaux, notamment tous les travaux de réglages et de finitions.

2. Le montant de chaque prix unitaire rémunère toutes les sujétions pour réaliser les travaux selon les dispositions et la qualité définies par les Clauses Administratives (Cahier Général des Charges et Cahier des Clauses Administratives Particulières), le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et les plans.

3. Le Cocontractant est réputé avoir une parfaite connaissance de toutes les conditions et sujétions imposées pour la bonne exécution des travaux et de toutes les conditions et réglementations locales susceptibles d'avoir une influence sur cette exécution, et notamment :

- de la nature et de la qualité des sols et terrains,
- des conditions de transport et d'accès sur les sites,
- du régime des eaux et des pluies dans la région concernée par le projet,
- des conditions d'exploitation des carrières de roches et gîtes, et emprunts de matériaux naturels,
- des lois, règles et règlements relatifs à la protection de l'environnement,
- des lois, règles et règlements relatifs à l'hygiène et la sécurité sur chantier.

La rémunération de toute tâche nécessaire à la réalisation du projet qui ne ferait pas l'objet d'un prix unitaire spécifique ou ne serait pas explicitement incluse dans la définition d'un prix, est considérée incluse dans l'ensemble des autres prix du marché, soit au titre de « prix de-revient sec », soit au titre du coefficient de chantier.

4. A défaut de rémunération par application d'un prix unitaire spécifique, les prix unitaires comprennent notamment :

- * les taxes, droits et impôts à la charge de l'Entreprise, dans le cadre de la fiscalité du projet ;
- * le coût de la main-d'œuvre, y compris l'ensemble des charges sociales, et plus généralement toutes les dépenses entraînées par l'ensemble des lois et de la réglementation (réglementation sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, code du travail, code de la route) ;
- * le coût des fournitures diverses telles qu'agrégats et granulats, ciment et adjuvants divers, fer, bitume, kérosène, étais et coffrages, carburants, lubrifiants, ingrédients, panneaux de signalisation provisoires et définitives, peintures diverses, etc., et leur transport à pied d'œuvre quels que soient leur provenance et le lieu d'approvisionnement ;
- * les transports qui ne font pas l'objet d'un prix unitaire spécifique ;
- * les frais des levés topographiques et d'implantation, de reports et de dessin, les frais d'études [y compris le cas échéant les études des fondations profondes des ouvrages], établissement du projet d'exécution, la fourniture des notes de calcul, des métrés, des plans de récolement, etc. ;
- * les frais de sondages d'exécution, de prospection des matériaux, d'identification des gisements, d'essais de fonctionnement sur le terrain, d'essais de laboratoire, y compris la mise au point des formulations (enduits superficiels, bétons hydrauliques, bétons bitumineux), les essais de contrôle prévus au CCTP (dont

les campagnes de déflexions et les mesures d'épaisseurs des couches de chaussée en continu avec méthode radar), les mesures nécessaires à la vérification des calculs, les planches d'essais (couches de fondation, de base, enduits superficiels, bétons bitumineux) et les frais du contrôle interne des travaux exécutés ;

* les frais d'aménagement des sites d'emprunt et de dépôt, des pistes provisoires de toute nature pour accès aux carrières, emprunts, points d'eau, lieux de dépôt, etc., les redevances et taxes d'exploitation des emprunts, l'aménagement et la suppression de toutes les installations provisoires et la remise en état des emprunts, lieux de dépôt et pistes en fin de chantier, et plus généralement la remise en état des abords du chantier ;

* la suppression de toutes les installations provisoires, l'enlèvement des matériaux en excédent et la remise en état des lieux, y compris la réparation des préjudices causés à la section de route hors projet sur laquelle ont circulé les camions et engins de chantier ;

* les frais relatifs au respect de l'environnement naturel et humain tels que définis dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et le Cahier des Clauses Techniques Particulières ; à titre d'exemple arrosage pour supprimer la poussière et l'agglomération et sur les déviations, insonorisation des engins, précautions vis à vis du rejet des lubrifiants usés, sujétions d'ouverture et d'exploitation des carrières et des emprunts, tous les frais inhérents au maintien de la circulation routière jusqu'à la réception provisoire, comprenant notamment les frais d'aménagement et d'entretien des déviations (dont notamment l'apport et la mise en œuvre des graveaux latéritiques et des ouvrages d'assainissement), la mise en place et le maintien d'une signalisation temporaire réglementaire et adéquate, le cas échéant les frais de rémunération de l'autorité chargée de la police de la route

* les sujétions de travaux près des réseaux, de sauvegarde des réseaux existants et de déplacement des réseaux ;

* tous les frais d'installations de chantier, d'amortissement et d'entretien du matériel et outillage, de gardiennage,

* tous les frais d'acheminement et de repli des matières et outillage,

* les frais relatifs à la mise à disposition de l'Administration des prestations que le Cocontractant lui doit, dans le cadre des dispositions prévues à cet effet dans le marché,

* toutes les charges relatives à l'entretien pendant le délai de garantie conformément aux dispositions du CCAP,

* les faux frais et les coûts des sujétions de parfaite exécution et de fabrication permettant d'obtenir les qualités définies par le cahier des charges,

* l'ensemble des frais généraux, notamment les coûts de frais de chantier, de frais d'agence, de siège, de brevets, des assurances contractuelles, des frais de cautions et frais financiers ;

* les aléas et les bénéfices.

5. Les quantités figurant dans le Devis Quantitatif et Estimatif servent de base au calcul du montant total des travaux et à la comparaison des offres. Les quantités réelles à prendre en compte pour les règlements sont celles approuvées par le Maître d'Œuvre. Ces quantités doivent être constatées par établissement d'attachements contradictoires, et approuvées par le Maître d'Œuvre. En particulier, l'acceptation et la rémunération des fournitures et travaux devant être soumis à des essais contractuels de qualité et de mise en œuvre, sont subordonnées au respect des spécifications exigées. Toute augmentation de quantités résultant d'une modification apportée sur l'initiative de l'Entreprise au programme initial, et non approuvée par le Maître d'Ouvrage, demeure à la charge de l'Entreprise.

6. Les quantités à prendre en compte pour le règlement des travaux sont celles définies par le projet d'exécution établi par le Cocontractant et approuvé, ou le cas échéant dans le cas de travaux non prévus dans le projet d'exécution, celles précisées dans l'ordre de service du Maître d'Ouvrage prescrivant ces travaux. Ces quantités ne sont réglées au Cocontractant qu'après l'établissement d'attachements



contradictoires constatant la réalité des travaux effectués conformément au projet d'exécution ou à l'Ordre de Service du Maître d'Ouvrage.

7. Il n'est pas tenu compte d'un quelconque facteur de foisonnement ou de contre-foisonnement ou de tassement, ni des surlargeurs d'exécution, dans la détermination des volumes des déblais, des remblais et des matériaux de chaussée, qui sont mesurés au profil théorique après compactage.
8. Les quantités en excès sont acceptées si elles restent dans les tolérances, mais elles ne sont pas payées. Les quantités en défaut sont acceptées dans les limites des tolérances, mais sont déduites du paiement dans ce cas.
9. Dans le cas général, les travaux hors tolérance ne sont pas acceptés. Néanmoins, le Maître d'Œuvre pourra accepter dans certains cas de rémunérer l'ouvrage en cause avec une réfaction sur son prix de vente, qui ne sera pas inférieure à trente pour cent (30%).
10. Les prix unitaires s'appliquent à tous les travaux, sans distinction de lieux, de circonstances ou de quantités mises en œuvre. En particulier, les prix unitaires rémunèrent les sujétions pour travaux sous circulation, travaux en petite masse, travaux en ville, en limite d'ouvrage existant, déplacement des réseaux, travaux en sous-œuvre, raccordements divers (voiries et ouvrages), etc.
11. Quand elles sont rémunérées par un prix spécifique, les distances de transport des matériaux sont mesurées entre le barycentre des lieux contigus d'emprunts ou de stockage et le barycentre des lieux contigus d'utilisation de ces matériaux ; par le trajet le plus court possible.

La distance ainsi calculée est à arrondir à l'unité de mesure inférieure (hectomètre ou kilomètre selon les prix unitaires concernés).

Article 2 : Définition des prix unitaires - Montants HT en lettres et en chiffres

LOT 100 INSTALLATION				
			PRIX EN CHIFFRE	PRIX EN LETTRE
101	<p>Installation de Chantier Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (FF). L'installation de l'entreprise. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le CCTP et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'installation de tous les éléments nécessaires au bon fonctionnement chantier : panneaux d'information et de signalisation du chantier, bureaux, ateliers, laboratoires, site pour l'entreposage des matériaux et matériel, garage, logements éventuels pour les cadres de l'entreprise, etc. - L'installation pour le personnel et toutes sujétions ; - La fourniture, l'installation et l'entretien des moyens de communication propre à l'entrepreneur ; - Les frais de gardiennage ; - Les frais d'amenée des matériels et engins nécessaire à l'exécution des travaux ; - La production à la fin du chantier des plans de récolement à remettre en fin de chantier en quatre exemplaires au chef de service du marché. <p>Ce forfait sera payé de la manière suivante Quatre-vingt pour cent (80%) des constats de la présence sur le site, installé de la totalité du matériel nécessaire pour la réalisation de la totalité des travaux. Vingt pour cent (20%) restants seront versés après le repli de l'entreprise à la fin des travaux et la remise en état des lieux. <i>Le forfait à francs CFA</i></p>	FF		
102	<p>Etudes d'Exécution Ce prix forfaitaire rémunère dans les conditions générales prévues au contrat l'établissement du dossier d'exécution de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les études complémentaires nécessaires à l'élaboration des plans et projet d'exécution et toutes autres sujétions ; - Les modalités de déplacement de l'équipe de suivi du projet ; - Les modalités de déplacement et les frais de session des membres de la commission préfectorale de suivi des travaux, le cas échéant ; - Les frais d'entretien de la commission de suivi des travaux au cours des réunions mensuelles présidée par le Chef service du Marché ou son représentant. <p><i>Le forfait est de</i></p>	FF		
103	<p>Projet d'Exécution et Plan de Recollement Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au forfait (FF). Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le CCTP et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'élaboration des plans et du projet d'exécution et toutes autres sujétions ; - Les plans de récolement à déposer en fin de chantier en quatre exemplaires au chef de service du marché. <p><i>Le forfait est de</i></p>	FF		

LOT 200 : TRAVAUX PRELIMINAIRES				
201	<p>Elagage, Abattage et Dessouchage d'Arbres Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, par unité d'arbres abattus. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'élagage ; - L'abattage ; - Le dessouchage. - Et toutes sujétions. <p><i>L'unité àfrancs CFA</i></p>	U		
202	<p>Nettoyage du Site Ce prix rémunère toutes les prestations relatives au nettoyage préalable du site tel que décrit dans les CCTP. Il comprend :</p> <p>Le nettoyage permanent De toutes les zones concernées par les travaux y compris l'enlèvement des débris, et toutes sujétions. Le site doit être exempt de tous corps étrangers.</p> <p><i>Le forfait est de : francs CFA</i></p>	FF		
203	<p>Démolition d'Ouvrage en Maçonnerie et en Béton Arme, Tuyauterie y compris toutes sujétions Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au forfait, la démolition d'ouvrage en maçonnerie et en béton armé, tuyauterie y compris toutes sujétions.</p> <p><i>Le forfait à francs CFA</i></p>	FF		
204	<p>Décapage de Sol Ce prix rémunère au forfait les travaux de décapage de toute partie de sol à réhabiliter dans les conditions générales prévues au contrat, y compris toutes sujétions.</p> <p><i>Le forfait à francs CFA</i></p>	FF		
205	<p>Déposes diverses (Lames et Châssis NACO, Serrures, Poignets, et Split Défectueux ; et Démolitions Diverses Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au forfait, la dépose de tout éléments défectueux (menuiserie bois, métallique, vitrerie et autres) y compris toutes sujétions.</p> <p><i>Le forfait à francs CFA</i></p>	FF		
206	<p>Déposes Portes et Fenêtres Défectueuses Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, par unité, la dépose de toutes portes et fenêtres défectueuses, y compris toutes sujétions.</p> <p><i>L'unité àfrancs CFA</i></p>	U		
207	<p>Déposes des Faux Plafond Défectueux Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, la dépose des faux plafonds défectueux, y compris toutes sujétions.</p> <p><i>Le Mètre carré est de : Francs CFA</i></p>	m ²		
LOT 300 : MACONNERIES				
301	<p>Raccord DE Maçonnerie Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au forfait la mise en œuvre des raccords de maçonnerie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'approvisionnement des matériaux ; - Le colmatage des fissures fournitures ; 	FF		

	<ul style="list-style-type: none"> - La pose partielle des agglos ; - Le bouchage et le rebouchage des zones dégradées ; - La fabrication des enduits avec du sable de rivière puis du sable fin, et leur application et d'élévation, suivant les règles de l'art. Et toutes sujétions. <p><i>Le forfait est de : francs CFA</i></p>			
302	<p>Fouille en Puits et en Rigoles Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire les travaux de fouilles avec finition manuelle mesuré par contradictoire, y compris toutes sujétions.</p> <p><i>Le Mètre linéaire est de : Francs CFA</i></p>	m ³		
303	<p>Béton de Propreté Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre cube, le béton de propreté dosé à 150kg/m³. il comprend : la fourniture des granulats et ciment selon le CCTP ; la mise en œuvre d'une couche de 5 cm d'épaisseur y compris toutes sujétions.</p> <p><i>Le Mètre cube est de : Francs CFA</i></p>	m ³		
304	<p>Béton Arme Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre cube, le béton armé dosé à 350kg/m³. il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des granulats, des aciers et du ciment selon le CCTP - Le façonnage du fer à béton selon les plans d'exécution ; - La fourniture d'eau de gâchage ; - La mise en œuvre conformément aux plans d'exécution ; - Toutes sujétions. <p><i>Le Mètre cube est de : Francs CFA</i></p>	m ³		
305	<p>Murs en Agglos de Ciment de 15 Ce prix rémunère au mètre carré, la fourniture et la pose des parpaings creux de 15*20*40 conformément au CCTP.il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des parpaings creux selon CCTP - La fourniture du mortier de pose dosé à 400 kg/m³ ; - La fourniture d'eau de gâchage ; - La mise en œuvre conformément aux plans d'exécution ; - Toutes sujétions. <p><i>Le Mètre carré est de : Francs CFA</i></p>	m ²		
306	<p>Murs en Agglos de Ciment De 15 Ce prix rémunère au mètre carré, la fourniture et la pose des parpaings creux de 20*20*40 conformément au CCTP.il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des parpaings creux selon CCTP - La fourniture du mortier de pose dosé à 400 kg/m³ ; - La fourniture d'eau de gâchage ; - La mise en œuvre conformément aux plans d'exécution ; - Toutes sujétions. <p><i>Le Mètre carré est de : Francs CFA</i></p>	m ²		
307	<p>Enduit Ciment Traditionnel a Trois Couches Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au</p>	m ²		

	<p>contrat, au mètre carré, l'enduit ciment traditionnel à trois couches sur murs. y compris toutes sujétions. <i>Le Mètre carré est de : Francs CFA</i></p>			
LOT 400 : CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE				
401	<p>Dépose Complete de la Toiture et Bardage Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au forfait, la dépose complète de la toiture et du bardage y compris toutes sujétions. <i>Le forfait à francs CFA</i></p>	FF		
402	<p>Ferme en Bois De 3*15*500 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture du bois dur d'essence Iroko, Atui, Eucalyptus ou similaire de section 3*15*500 et le façonnage des fermes y compris traitement aux fongicides conformément au CCTP. y compris toutes sujétions. <i>Le mètre cube à francs CFA</i></p>	m ³		
403	<p>Panne en Bois De 8*8*500 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture du bois dur d'essence Iroko, Atui, Eucalyptus ou similaire de section 3*15*500 et le façonnage y compris traitement aux fongicides conformément au CCTP. y compris toutes sujétions. <i>Le mètre cube à francs CFA</i></p>	m ³		
404	<p>Couverture en Tôles BAC ALU Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et pose de couverture en tôle bac ALU conforme au modèle existant. Il comprend : - La fourniture de tôle ; - La fourniture des accessoires de tôle ; - Y compris toutes sujétions. <i>Le mètre carré à francs CFA</i></p>	m ²		
405	<p>Gouttière Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et pose des gouttières. Il comprend : - La fourniture de gouttières ; - La fourniture des accessoires de gouttières ; - Y compris toutes sujétions. <i>Le mètre linéaire à francs CFA</i></p>	ml		
406	<p>Descente d'eau Pluviales Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et pose des gouttières. Il comprend : - La fourniture des descentes d'eau ; - La fourniture des accessoires de gouttières ; - Y compris toutes sujétions. <i>Le mètre linéaire à francs CFA</i></p>	ml		

407	Faux Plafond en Contre Plaque Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et pose du faux plafond. Il comprend : - La fourniture des contres plaqués ; - La fourniture de bois de solivage et couverture joint ; - La fourniture des accessoires de pose ; - La mise en œuvre ; - Y compris toutes sujétions. <i>Le mètre carré à francs CFA</i>	m ²		
408	Etanchéité Toiture Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et pose d'étanchéité toiture. Il comprend : - La fourniture des produits d'étanchéités ; - La mise en œuvre ; - Y compris toutes sujétions. <i>Le mètre carré à francs CFA</i>	m ²		
LOT 500: MENUSERIE BOIS, METALLIQUE ET VITRERIE				
501	Réparation Mécanique des Portes Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la réparation mécanique des portes y compris toutes sujétions. <i>L'unité à francs CFA</i>	U		
502	Réparation Mécanique des Fenêtres Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la réparation mécanique des fenêtres en aluminium y compris toutes sujétions. <i>L'unité à francs CFA</i>	U		
503	Réparation Mécanique des Garde-Corps Métallique Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire la fourniture et la réparation mécanique des gardes corps métallique y compris toutes sujétions de montage. <i>Le mètre carré à francs CFA</i>	ml		
504	Fourniture et Pose de Porte Pleines (70, 80, 90 et 100) Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose de portes pleines de 70, 80 et 100. Il comprend : - Le façonnage des portes ; - La fixation des portes ; - Y compris toutes sujétions. <i>L'unité à francs CFA</i>	U		
505	Fourniture et Pose de Fenêtre en ALU Vitre Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré la fourniture et la pose des fenêtres en alu vitrés. Il comprend : - Le façonnage ; - La mise en œuvre ;	m ²		

	- Toutes sujétions. <i>Le mètre carré est defrancs CFA</i>			
506	Fourniture et Pose de Portes Métalliques Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose de portes métalliques. Il comprend : - Le façonnage des portes métalliques ; - La fixation des portes ; - Y compris toutes sujétions. <i>L'unité àfrancs CFA</i>	U		
507	Fourniture et Pose de Grilles Antivol pour Fenêtre Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré la fourniture et la pose des grilles antivols pour fenêtre. Il comprend : - Le façonnage des grilles ; - La fixation des grilles ; - Y compris toutes sujétions. <i>Le mètre carré est defrancs CFA</i>	m ²		
LOT 600 : REVETEMENTS				
601	Fourniture et Pose de Carreaux en Grès Cérame pour Revêtement de Sol Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, la fourniture et pose de carreaux en grès cérame pour revêtement de sol. Il comprend : - La fourniture des carreaux en grès cérame selon CCTP ; - La fourniture de sable et ciment colle et produit adjuvant hydrofuge ; - La fourniture d'eau de gâchage ; - La mise en œuvre des carreaux en grès cérames ; - Toutes les sujétions. <i>Le mètre carré est de :francs CFA</i>	m ²		
602	Fourniture et Pose de Carreaux en Faïence pour Murs de Toilettes Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, la fourniture et pose de carreaux en faïence pour murs de toilettes. Il comprend : - La fourniture des carreaux en faïence selon CCTP ; - La fourniture de sable et ciment colle et produit adjuvant hydrofuge ; - La fourniture d'eau de gâchage ; - La mise en œuvre des carreaux en grès cérames ; - Toutes les sujétions. <i>Le mètre carré est de :francs CFA</i>	m ²		
603	Fourniture et Pose de Carreaux Antiderapants pour Revêtement de sol de Douche Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, la fourniture et pose de carreaux antidérapant pour revêtement de sol de douche. Il comprend : - La fourniture des carreaux antidérapant pour revêtement de sol selon CCTP ;	m ²		

	<ul style="list-style-type: none"> - La fourniture de sable et ciment colle et produit adjuvant hydrofuge ; - La fourniture d'eau de gâchage ; - La mise en œuvre des carreaux en grès cérames ; - Toutes les sujétions. <p><i>Le mètre carré est de :francs CFA</i></p>			
604	<p>Nettoyage de Carreaux Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, le nettoyage de carreaux. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des produits de nettoyage selon CCTP ; - La mise en œuvre ; - Toutes les sujétions. <p><i>Le mètre carré est de :francs CFA</i></p>	m ²		
LOT 700 : PLOMBERIE SANITAIRE				
701	<p>Révision Générale du Circuit d'Alimentation en Eau Potable Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, la révision générale du circuit d'alimentation en eau potable, au forfait. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Révision du circuit de branchement en eau du réseau de distribution CANAL WATER et toutes sujétions ; - La vérification du Circuit d'Alimentation en Eau Potable dans le bâtiment ; - Les raccordent des circuits défectueux ; - Les bouchages des zones raccordées ; - Toutes sujétions <p><i>Le forfait à : Francs CFA</i></p>	FF		
702	<p>Révision Générale du Circuit d'Evacuation d'Eau Usées y compris de la Vidange Fosse Septique Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat la révision générale du réseau d'Evacuation d'Eau Usées y compris de la Vidange Fosse Septique, au forfait. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La vérification du réseau d'Evacuation d'Eau Usées ; - Les raccordent des circuits défectueux ; - La construction et la connection des regards défectueux ; - La Vidange fosse septique et nettoyage ; - Les bouchages et le remblai des zones raccordées ; - Toutes sujétions <p><i>Le forfait à : Francs CFA</i></p>	FF		
703	<p>Révision Générale du Circuit d'Evacuation des Eaux Pluviales Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au forfait. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La vérification du réseau d'Evacuation des Eaux Pluviales ; - Les raccordent des Tuyauteries circuits défectueux ; - Révision générale du circuit et toutes sujétions. <p><i>Le forfait à : Francs CFA</i></p>	FF		

704	<p>Fourniture et Pose des Cubitainer 1000L avec Support Métallique Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au forfait. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture du cubitainer de 1000l ; - La fabrication du support métallique ; - La pose du cubitainer de 1000l ; - Raccord de maçonnerie ; - Y compris toutes sujétions. <p><i>Le forfait à : Francs CFA</i></p>	FF		
705	<p>Fourniture et Pose LAVABO de Douche Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose de lavabo de douche y compris toutes sujétions.</p> <p><i>L'unité à : Francs CFA</i></p>	U		
706	<p>Fourniture et Pose de WC Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des WC y compris toutes sujétions.</p> <p><i>L'unité à : Francs CFA</i></p>	U		
707	<p>Fourniture et Pose Applique Sanitaire Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des appliques sanitaire y compris toutes sujétions.</p> <p><i>L'unité à : Francs CFA</i></p>	U		
708	<p>Fourniture et Pose Porte Serviette Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des portes serviette y compris toutes sujétions.</p> <p><i>L'unité à : Francs CFA</i></p>	U		
709	<p>Fourniture et Pose Porte Papier Hygiénique Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des interrupteurs presseur pour sonnerie de bureau y compris toutes sujétions.</p> <p><i>L'unité à : Francs CFA</i></p>	U		
710	<p>Fourniture et Pose Porte Savon Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des portes savon y compris toutes sujétions.</p> <p><i>L'unité à : Francs CFA</i></p>	U		
711	<p>Fourniture et Pose de Miroir de Douche Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose de miroir de douche y compris toutes sujétions.</p> <p><i>L'unité à : Francs CFA</i></p>	U		

11

712	Fourniture et Pose de Colonne de Douche Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des colonnes de douches y compris toutes sujétions. <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
713	Siphon de Sol Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des siphons de sol y compris toutes sujétions. <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
LOT 800 : ELECTRICITE				
801	Révision du Circuit de Distribution et de Protection Electrique. Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au forfait la révision du circuit de distribution et de protection électrique. Il comprend : - Fourniture et pose du tableau électrique y compris les éléments de raccordements (DPN, Reignes, etc.....) ; - Fourniture et pose de Boîte de dérivation, filerie, dominos, Goulottes, Gaines, prise terre ; etc - Raccord de maçonnerie ; - Toutes sujétions comprises <i>Le forfait à : Francs CFA</i>	FF		
802	Fourniture et Pose des Réglettes Etanches de 2 Tubes LED T8 de 120 y compris toutes sujétions Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et l'installation des réglettes étanches à 02 tubes LED T8 de 120 et toutes sujétions. <i>L'unité à Francs CFA</i>	U		
803	Fourniture et Pose de Spot LED 8W 3500K Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité, la fourniture et l'installation de spot LED 8W 3500K et toutes sujétions <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
804	Fourniture et pose de Lampadaire Solaire LED Etanche de 200W Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et l'installation de lampadaire solaire Led étanche de 200W commandé par interrupteur crépusculaire et monté sur barre d'acier y compris toutes sujétions. <i>L'unité à Francs</i>	U		
805	Fourniture et Pose des Interrupteurs Simple Allumage Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité, la fourniture et l'installation des interrupteurs simple allumage et toutes sujétions <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
806	Fourniture et Pose des Interrupteurs Double Allumage Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au	U		

	contrat, à l'unité, la fourniture et l'installation des interrupteurs double allumages et toutes sujétions <i>L'unité à : Francs CFA</i>			
807	Fourniture et Pose des Interrupteurs Double Allumage VA ET VIENT Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité, la fourniture et l'installation des interrupteurs double allumage va et vient et toutes sujétions <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
808	Fourniture et Pose de Bouton Poussoir Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité, la fourniture et l'installation de bouton poussoir sur minuterie avec voyant lumineux et toutes sujétions <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
809	Interrupteur et Prise pour Courant 2P+T Etanche y compris prise TV Encastré Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité, la fourniture et la pose des prises de courant 2P+T étanche et prises TV encastré, y compris toute sujétion conformément au schéma électrique approuvé. <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
810	Fourniture et Pose des Hublots Etanches Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité la fourniture et la pose des hublots étanches y compris toutes sujétions. <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
811	Fourniture et Pose d'un Dispositif d'Eclairage Electrique Solaire Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'ensemble, la fourniture et la pose d'un dispositif d'éclairage électrique solaire.il comprend : - Mat en acier galvanisé de hauteur 7m, - Panneau solaire, - Luminaire ; - Batteries, accessoires de fixation et contrôleur de charge ; - Y compris toute sujétions. <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
LOT 900 : CLIMATISATION				
901	Révision Générale du circuit de Distribution et du Réseau de Climatisation Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au forfait la révision du réseau de distribution de climatisation y compris toutes sujétions. <i>Le forfait à : Francs CFA</i>	U		
902	Fourniture et pose du système de climatisation type split Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité, la fourniture et la pose d'un système de climatisation mural de type split. Il comprend : - Puissance min 12000 BTU 1,5 CV - Marque LG ou équivalent y compris toutes sujétions <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
903	Fourniture et pose du système de climatisation type split	U		

	<p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité, la fourniture et la pose d'un système de climatisation mural de type split. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Puissance min 18000 BTU 2,5 CV - Marque LG ou équivalent y compris toutes sujétions <p><i>L'unité à : Francs CFA</i></p>			
904	<p>Fourniture et pose de ventilateur de type plafonnier toutes sujétions comprise</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'unité, la fourniture et la pose de ventilateur de type plafonnier y compris toutes sujétions.</p> <p><i>L'unité à : Francs CFA</i></p>	U		
LOT 1000: PEINTURE				
1001	<p>Préparation des Surfaces à Peindre</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nettoyage des surfaces bouchage des trous avec toutes sujétions ; - Les travaux de raccord en maçonnerie <p><i>Le Mètre carré est de : Francs CFA</i></p>	m ²		
1002	<p>Peinture a Eau PANTEX 1 300 Bicoûche pour Mur Extérieur</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré de couche de peinture PANTEX appliquée sur mur du bâtiment (extérieur). Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nettoyage des surfaces bouchage des trous avec toutes sujétions ; - La mise en œuvre de deux couches de la chaux <p><i>Le Mètre carré est de : Francs CFA</i></p>	m ²		
1003	<p>Peinture a Eau PANTEX 800 Bicoûche pour Murs Intérieurs Faux-Plafond</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, l'application d'une bicoûche de peinture du type Pantex 800 ou Tacibat super (Tropix)</p> <p><i>Le mètre carré est de :francs CFA</i></p>	m ²		
1004	<p>Peinture Glycérophthalique Email A Sur Menuiserie Bois Métallique et Soubassement</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré la peinture glycérophthalique. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impression peinture anti rouille (2 couches) ; - Finition par la peinture à huile (2 couches) menuiserie métallique ; - Et toutes sujétions. <p><i>Le Mètre carré est de : Francs CFA</i></p>	m ²		
LOT 1100 : AMENAGEMENT EXTERIEUR, VOIRIE ET RESEAUX DIVERS				
1101	<p>Préparation de Sol</p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré la préparation de sol. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nivellement de sol ; - La mise à niveau du sol 	m ²		

	- Et toutes sujétions. <i>Le Mètre carré est de : Francs CFA</i>			
1102	Fourniture et pose de pavé de 13cm Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, la fourniture et pose des pavés de 13 cm y compris toutes sujétion <i>Le mètre carré est de :francs CFA</i>	m ²		
1103	Fourniture et pose d'un portillon de 90*220 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, par unité, la fourniture et pose d'un portillon y compris toutes sujétion <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
1104	Fourniture et pose d'un portillon de 430*220 Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, par unité, la fourniture et pose d'un portillon y compris toutes sujétion <i>L'unité à : Francs CFA</i>	U		
1105	Construction d'un MAT de Drapeau Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au forfait. Il comprend : - Fourniture de matériel de mat, - Installation de mat, - Pose de drapeau ; - Y compris toutes sujétions. <i>Le forfait à : Francs CFA</i>	FF		
1106	Fourniture et pose de caniveau bétonné de section b=0,50*(0,3-h-0,60) Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire, la fourniture et pose des caniveaux bétonnés y compris toutes. <i>Le mètre linéaire est de :francs CFA</i>	ml		
1107	Dallage en Béton Arme Dose A 300Kg/m³ Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre carré, la construction et pose des dalles.il comprend : - La construction des dalles d'épaisseur 10cm, - Le ferrailage en treillis soudé ; - La fourniture d'eau de gâchage ; - La mise en œuvre des dallages - Toutes sujétion <i>Le mètre carré est de :francs CFA</i>	m ²		

PIECES N° 7 : CADRE DU DETAIL ESTIMATIF ET ESTIMATIF (D.Q.E)



107

LOT 1 : TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION REGIONALE DU LITTORAL

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION REGIONALE MINH DU DU LITTORAL					
N°	DESIGNATIONS	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
100	Installation				
101	Installation de chantier	ff	1,00		
102	Etudes d'exécution	ff	1,00		
103	Projet d'exécution et plans de recollement	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 100: INSTALLATION DE CHANTIER					
200	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
202	Nettoyage du site	ff	1,00		
203	Démolition d'ouvrages en maçonnerie et en béton armé, tuyauterie y compris toutes sujétions	ff	1,00		
204	Décapage de sol	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 300: DEMOLITIONS					
300	MACONNERIES				
301	Raccord général de maçonnerie	ff	1,00		
305	Murs en agglos de ciment de 15	m ²	80,00		
307	Enduit ciment traditionnel à trois couches sur murs	m ²	100,00		
SOUS-TOTAL 500: MACONNERIE					
400	CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE				
404	Couverture en tôles bac ALU 6/10è y compris accessoires et toutes sujétions de pose	m ²	10,00		
407	Faux plafond en contreplaqué y compris accessoires et toutes sujétions	m ²	180,00		
407	Etanchéité toiture	m ²	50,00		
SOUS-TOTAL LOT 500: CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE					
500	MENUSERIE BOIS, METTALLIQUE ET VITRERIE				
501	Réparation mécanique des portes y compris toutes sujétions	U	10,00		
502	Réparation mécanique des fenêtres en aluminium y compris toutes sujétions	U	35,00		
503	Réparation de garde-corps métallique y compris toutes sujétions de montage	ml	25,00		
504	Fourniture et pose de portes pleines (70, 80 et 100) en bois y compris toutes sujétions comprises	U	16,00		
507	Fourniture et pose Grille antivol pour fenêtres suivant modèle existant y compris toutes sujétions	m ²	160,00		

7

SOUT-TOTAL LOT 500: MENUISERIE ET VITRERIE					
600	REVETEMENTS				
602	Fourniture et pose de carreaux en faïence pour murs de toilettes y compris toutes sujétions de pose	m ²	60,00		
603	Fourniture et pose de carreaux antidérapants pour revêtement de sol de douche y compris toutes sujétions	m ²	130,00		
604	Nettoyage de carreaux en Grès Cérame de revêtement de sol y compris toutes sujétions de pose	m ²	800,00		
SOUS-TOTAL LOT 600 : REVETEMENTS					
700	PLOMBERIE SANITAIRE				
701	Révision générale du circuit d'alimentation en eau potable y compris branchement du bâtiment au réseau et toutes sujétions comprises	ff	1,00		
702	Révision générale du circuit d'évacuation d'eaux usées y compris vidange fosse septique et appareillages	ff	1,00		
703	Révision générale du circuit des eaux pluviales	ff	1,00		
705	Fourniture et pose de lavabo de douche y compris toutes sujétions	U	2,00		
706	Fourniture et pose de WC y compris toutes sujétions	U	3,00		
707	Fourniture et pose applique sanitaire y compris toutes sujétions	U	4,00		
708	Fourniture et pose porte serviette y compris toutes sujétions	U	5,00		
709	Fourniture et pose porte papier hygiénique y compris toutes sujétions	U	5,00		
710	Fourniture et pose porte savon y compris toutes sujétions	U	5,00		
711	Fourniture et pose de miroir de douche y compris toutes sujétions	U	5,00		
712	Fourniture et pose de colonne de douche y compris toutes sujétions	U	5,00		
713	Fourniture de siphon de sol	U	4,00		
SOUS-TOTAL LOT 700: PLOMBERIE SANITAIRE					
800	ELECTRICITE				
801	Révision générale du circuit de distribution et de protection électrique (Tableaux électrique, Boîte de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, Prise terre etc.) y compris raccordement au réseau électrique publique et toutes sujétions	ff	1,00		
802	Fourniture et pose de réglette étanche de 02 tubes LED T8 de 120 cm y compris toutes sujétions	U	44,00		

806	Fourniture et pose de lampadaire solaire led étanche de 200W commandé par interrupteur crépusculaire et monté sur barre d'acier y compris toutes sujétions	U	5,00		
807	Fourniture et pose des interrupteurs simple allumage y compris toutes sujétions	U	15,00		
809	Fourniture et pose des interrupteurs double va et vient y compris toutes sujétions	U	10,00		
811	Fourniture et pose des prises de courant 2P+T étanche, encastré et TV y compris toutes sujétions	U	60,00		
	SOUS-TOTAL LOT 800: ELECTRICITE				
900	CLIMATISATION				
901	Révision générale du circuit de distribution et du réseau de climatisation (Tableaux électrique, Boîte de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, disjoncteur, etc.) y compris toutes sujétions	ff	1,00		
902	Fourniture et pose de climatiseur mural de type split (puissance min 12000 BTU 1,5 CV) de marque LG ou équivalent y compris toutes sujétions	U	12,00		
904	Fourniture et pose de ventilateur de type plafonnier toutes sujétions comprises	U	10		
	SOUS-TOTAL 900: CLIMATISATION				
1 000	PEINTURE				
1 001	Préparation des surfaces à peindre toutes sujétions comprises	m ²	500,00		
1 002	Peinture sur murs extérieurs de type PANTEX 1300 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	900,00		
1 003	Peinture sur murs intérieurs, faux plafond et plafond de type PANTEX 800 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	2 200,00		
1 004	Peinture glycérophtalique émail A sur menuiserie bois, métallique et soubassement, y compris toutes sujétions	m ²	120,00		
	SOUS-TOTAL LOT 1 000 : PEINTURE				
	TOTAL HORS TAXES				
	TVA 19,25%				
	TOTAL TTC				

LOT 2 : TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION REGIONALE DU NORD

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION REGIONALE MINH DU DU NORD					
N°	DESIGNATIONS	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
100	Installation				
101	Installation de chantier	ff	1,00		
102	Etudes d'exécution	ff	1,00		
103	Projet d'exécution et plans de recollement	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 100: INSTALLATION DE CHANTIER					
200	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
201	Elagage, Abattage et dessouchage d'arbres	U	2,00		
202	Nettoyage du site	ff	1,00		
203	Démolition d'ouvrages en maçonnerie et en béton armé, tuyauteries y compris toutes sujétions	ft	1,00		
204	Décapage de sol	ft	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 300: DEMOLITIONS					
300	MACONNERIES				
301	Raccord général de maçonnerie	ff	1,00		
302	Fouille en puits et en rigoles	ml	117,00		
303	Béton de propreté dosé à 150kg/m ³ au fond des fouilles (ep=5cm)	m ³	2,60		
304	Béton armé dosé à 350kg/m ³ pour semelles, amorces, longrine, linteaux, poteaux, chainage, dallage d'épaisseur 10cm et tout autre élément en béton	m ³	55,00		
305	Murs en agglos de ciment de 15	m ²	50,00		
306	Murs en agglos bourrés de ciment de 20	m ²	25,00		
SOUS-TOTAL 500: MACONNERIE					
400	CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE				
407	Etanchéité toiture	m ²	10,00		
SOUS-TOTAL LOT 500: CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE					
500	MENUSERIE BOIS, METTALLIQUE ET VITRERIE				
501	Réparation mécanique des portes y compris toutes sujétions	U	0,00		
502	Réparation mécanique des fenêtres en aluminium y compris toutes sujétions	U	0,00		
503	Réparation de garde-corps métallique y compris toutes sujétions de montage	ml	55,00		
504	Fourniture et pose de portes pleines (70, 80 et 100) en bois y compris toutes sujétions comprises	U	2,00		
505	Fourniture et pose de fenêtres en alu vitré y compris toutes sujétions	m ²	1,00		

4

507	Fourniture et pose Grille antivol pour fenêtres suivant modèle existant y compris toutes sujétions	m ²	200,00		
SOUT-TOTAL LOT 500: MENUISERIE ET VITRERIE					
600	REVETEMENTS				
601	Fourniture et pose de carreaux en Grès Cérame pour revêtement de sol y compris toutes sujétions de pose	m ²	2,40		
602	Fourniture et pose de carreaux en faïence pour murs de toilettes y compris toutes sujétions de pose	m ²	10,00		
603	Fourniture et pose de carreaux antidérapants pour revêtement de sol de douche y compris toutes sujétions	m ²	0,00		
604	Nettoyage de carreaux en Grès Cérame de revêtement de sol y compris toutes sujétions de pose	m ²	100,00		
SOUS-TOTAL LOT 600 : REVETEMENTS					
700	PLOMBERIE SANITAIRE				
701	Révision générale du circuit d'alimentation en eau potable y compris branchement du bâtiment au réseau et toutes sujétions comprises	ff	1,00		
702	Révision générale du circuit d'évacuation d'eaux usées y compris vidange, fosse septique et appareillages	ff	1,00		
703	Révision générale du circuit des eaux pluviales	ff	1,00		
704	Fourniture et pose de cubitain 1000L avec support métallique de 5m et raccordement au circuit de distribution d'eau y compris toutes sujétions	ff	0,00		
705	Fourniture et pose de lavabo de douche y compris toutes sujétions	U	1,00		
706	Fourniture et pose de WC y compris toutes sujétions	U	1,00		
707	Fourniture et pose applique sanitaire y compris toutes sujétions	U	1,00		
708	Fourniture et pose porte serviette y compris toutes sujétions	U	1,00		
709	Fourniture et pose porte papier hygiénique y compris toutes sujétions	U	1,00		
710	Fourniture et pose porte savon y compris toutes sujétions	U	1,00		
711	Fourniture et pose de miroir de douche y compris toutes sujétions	U	1,00		
712	Fourniture et pose de colonne de douche y compris toutes sujétions	U	1,00		
713	Fourniture de siphon de sol	U	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 700: PLOMBERIE SANITAIRE					
800	ELECTRICITE				
801	Révision générale du circuit de distribution et de protection électrique (Tableaux électrique, Boite de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, Prise terre etc.) y compris raccordement au réseau électrique publique et toutes sujétions	ff	1,00		

802	Fourniture et pose de réglette étanche de 02 tubes LED T8 de 120 cm y compris toutes sujétions	U	10,00		
803	Fourniture et pose de spots LED 8W 3500K y compris toutes sujétions	U	0,00		
804	Fourniture et pose de spots LED 20W 6000K y compris toutes sujétions	U	0,00		
805	Fourniture et pose des hublots sanitaire LED y compris toutes sujétions	U	0,00		
806	Fourniture et pose de lampadaire solaire led étanche de 200W commandé par interrupteur crépusculaire et monté sur barre d'acier y compris toutes sujétions	U	5,00		
807	Fourniture et pose des interrupteurs simple allumage y compris toutes sujétions	U	15,00		
809	Fourniture et pose des interrupteurs double va et vient y compris toutes sujétions	U	10,00		
811	Fourniture et pose des prises de courant 2P+T étanche, encastré et TV y compris toutes sujétions	U	60,00		
	SOUS-TOTAL LOT 800: ELECTRICITE				
900	CLIMATISATION				
901	Révision générale du circuit de distribution et du réseau de climatisation. (Tableaux électrique, Boite de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, dismatic etc.) y compris toutes sujétions	ff	1,00		
902	Fourniture et pose de climatiseur mural de type split (puissance min 12000-BTU 1,5 CV) de marque LG ou équivalent y compris toutes sujétions	U	8,00		
904	Fourniture et pose de ventilateur de type plafonnier toutes sujétions comprises	U	10		
	SOUS-TOTAL 900: CLIMATISATION				
1 000	PEINTURE				
1 001	Préparation des surfaces à peindre toutes sujétions comprises	m ²	2 200,00		
1 002	Peinture sur murs extérieurs de type PANTEX 1300 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	900,00		
1 003	Peinture sur murs intérieurs, faux-plafond et plafond de type PANTEX 800 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	1 300,00		
1 004	Peinture glycérophtalique émail A sur menuiserie bois, métallique et soubassement, y compris toutes sujétions	m ²	120,00		
	SOUS-TOTAL LOT 1 000 : PEINTURE				
	TOTAL HORS TAXES				
	TVA 19,25%				
	TOTAL TTC				

LOT 3 : TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION REGIONALE DE L'EST

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION REGIONALE MINH DU DE L'EST					
N°	DESIGNATIONS	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
100	Installation				
101	Installation de chantier	ff	1,00		
102	Etudes d'exécution	ff	1,00		
103	Projet d'exécution et plans de recollement	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 100: INSTALLATION DE CHANTIER					
200	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
202	Nettoyage du site	ff	1,00		
205	Déposes diverses (châssis Naco y compris Naco, serrures et poignets défectueux, splits défectueux)	ft	1,00		
206	Dépose portes et fenêtres défectueuses y compris toutes sujétions	u	9,00		
SOUS-TOTAL LOT 300: DEMOLITIONS					
300	MACONNERIES				
301	Raccord général de maçonnerie	ff	1,00		
305	Murs en agglos de ciment de 15	m ²	10,00		
307	Enduit ciment traditionnel à trois couches sur murs	m ²	20,00		
SOUS-TOTAL 500: MACONNERIE					
400	CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE				
407	Faux plafond en contreplaqué y compris accessoires et toutes sujétions	m ²	10,00		
407	Etanchéité toiture	m ²	250,00		
SOUS-TOTAL LOT 500: CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE					
500	MENUSERIE BOIS, METTALLIQUE ET VITRERIE				
505	Fourniture et pose de fenêtres en alu vitré y compris toutes sujétions	m ²	9,00		
509	Fourniture et pose de portes pleines capitonnée (70, 80 et 100) en bois y compris toutes sujétions comprises	U	1,00		
SOUT-TOTAL LOT 500: MENUSERIE ET VITRERIE					
600	REVETEMENTS				
602	Fourniture et pose de carreaux en faïence pour murs de toilettes y compris toutes sujétions de pose	m ²	64,00		
603	Fourniture et pose de carreaux antidérapants pour revêtement de sol de douche y compris toutes sujétions	m ²	10,00		
605	Fourniture et pose de tapis moquette de type vanish sur le sol y compris toutes sujétions de pose	m ²	135,00		
SOUS-TOTAL LOT 600 : REVETEMENTS					

700	PLOMBERIE SANITAIRE				
701	Révision générale du circuit d'alimentation en eau potable y compris branchement du bâtiment au réseau et toutes sujétions comprises	ff	1,00		
702	Révision générale du circuit d'évacuation d'eaux usées y compris vidange fosse septique et appareillages	ff	1,00		
703	Révision générale du circuit des eaux pluviales	ff	1,00		
704	Fourniture et pose de cubitainer 1000L avec support métallique de 5m et raccordement au circuit de distribution d'eau y compris toutes sujétions	ff	1,00		
705	Fourniture et pose de lavabo de douche y compris toutes sujétions	U	3,00		
706	Fourniture et pose de WC y compris toutes sujétions	U	7,00		
707	Fourniture et pose applique sanitaire y compris toutes sujétions	U	1,00		
708	Fourniture et pose porte serviette y compris toutes sujétions	U	1,00		
709	Fourniture et pose porte papier hygiénique y compris toutes sujétions	U	1,00		
710	Fourniture et pose porte savon y compris toutes sujétions	U	1,00		
711	Fourniture et pose de miroir de douche y compris toutes sujétions	U	3,00		
712	Fourniture et pose de colonne de douche y compris toutes sujétions	U	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 700: PLOMBERIE SANITAIRE					
800	ELECTRICITE				
801	Révision générale du circuit de distribution et de protection électrique (Tableaux électrique, Boîte de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, Prise terre etc.) y compris raccordement au réseau électrique publique et toutes sujétions	ff	1,00		
802	Fourniture et pose de réglette étanche de 02 tubes LED T8 de 120 cm y compris toutes sujétions	U	24,00		
807	Fourniture et pose des interrupteurs simple allumage y compris toutes sujétions	U	32,00		
808	Fourniture et pose des interrupteurs double allumage y compris toutes sujétions	U	4,00		
810	Fourniture et pose de bouton poussoir sur minuterie avec voyant lumineux y compris toutes sujétions	U	1,00		
811	Fourniture et pose des prises de courant 2P+T étanche, encastré et TV y compris toutes sujétions	U	10,00		
812	Fourniture et pose des hublots étanches y compris toutes sujétions	U	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 800: ELECTRICITE					

900	CLIMATISATION				
901	Révision générale du circuit de distribution et du réseau de climatisation (Tableaux électrique, Boite de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, dismatic etc.) y compris toutes sujétions	ff		1,00	
902	Fourniture et pose de climatiseur mural de type split (puissance min 12000 BTU 1,5 CV) de marque LG ou équivalent y compris toutes sujétions	U		3,00	
904	Fourniture et pose de ventilateur de type plafonnier toutes sujétions comprises	U		10	
	SOUS-TOTAL 900: CLIMATISATION				
1 000	PEINTURE				
1 001	Préparation des surfaces à peindre toutes sujétions comprises	m ²		2 100,00	
1 002	Peinture sur murs extérieurs de type PANTEX 1300 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²		1 000,00	
1 003	Peinture sur murs intérieurs, faux plafond et plafond de type PANTEX 800 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²		1 100,00	
1 004	Peinture glycérophtalique émail A sur menuiserie bois, métallique et soubassement y compris toutes sujétions	m ²		20,00	
	SOUS-TOTAL LOT 1 000 : PEINTURE				
	TOTAL HORS TAXES				
	TVA 19,25%				
	TOTAL TTC				

LOT 4 : TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA SANAGA MARITIME

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA SANAGA MARITIME					
N°	DESIGNATIONS	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
100	Installation				
101	Installation de chantier	ff	1,00		
102	Etudes d'exécution	ff	1,00		
103	Projet d'exécution et plans de recollement	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 100: INSTALLATION DE CHANTIER					
200	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
202	Nettoyage du site	ff	1,00		
203	Démolition d'ouvrages en maçonnerie et en béton armé, tuyauterie y compris toutes sujétions	ft	1,00		
204	Décapage de sol	ft	0,00		
205	Déposes diverses (châssis Naco y compris Naco, serrures et poignets défectueux, splits défectueux)	ft	1,00		
206	Dépose portes et fenêtres défectueuses y compris toutes sujétions	u	0,00		
207	Dépose faux-plafond défectueux y compris toutes sujétions	m ²	100,00		
SOUS-TOTAL LOT 300: DEMOLITIONS					
300	MACONNERIES				
301	Raccord général de maçonnerie	ff	1,00		
302	Fouille en puits et en rigoles	ml	0,00		
303	Béton de propreté dosé à 150kg/m ³ au fond des fouilles (ep=5cm)	m ³	0,00		
304	Béton armé dosé à 350kg/m ³ pour semelles, amorces, longrine, linteaux, poteaux, chainage, dallage d'épaisseur 10cm et tout autre élément en béton	m ³	2,00		
305	Murs en agglos de ciment de 15	m ²	10,00		
306	Murs en agglos bourrés de ciment de 20	m ²	-		
307	Enduit ciment traditionnel à trois couches sur murs	m ²	20,00		
SOUS-TOTAL 500: MACONNERIE					
400	CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE				
404	Couverture en tôles bac ALU selon le model existant y compris accessoires et toutes sujétions de pose	m ²	50,00		
405	Fourniture et pose des gouttières y compris accessoires et toutes sujétions	ml	10,00		
406	Fourniture et pose des descente d'eau pluviales y compris accessoires et toutes sujétions	ml	91,00		

27

407	Faux plafond en contreplaqué y compris accessoires et toutes sujétions	m ²	100,00		
407	Etanchéité toiture	m ²	10,00		
SOUS-TOTAL LOT 500: CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE					
500	MENUSERIE BOIS, METALLIQUE ET VITRERIE				
501	Réparation mécanique des portes y compris toutes sujétions	U	20,00		
503	Réparation de garde-corps métallique y compris toutes sujétions de montage	ml	5,00		
504	Fourniture et pose de portes pleines (70, 80 et 100) en bois y compris toutes sujétions comprises	U	2,00		
505	Fourniture et pose de fenêtres en alu vitré y compris toutes sujétions	m ²	85,00		
507	Fourniture et pose Grille antiviol pour fenêtres suivant modèle existant y compris toutes sujétions	m ²	65,00		
SOUT-TOTAL LOT 500: MENUSERIE ET VITRERIE					
600	REVETEMENTS				
601	Fourniture et pose de carreaux en Gres Cérame pour revêtement de sol y compris toutes sujétions de pose	m ²	20,00		
602	Fourniture et pose de carreaux en faïence pour murs de toilettes y compris toutes sujétions de pose	m ²	2,00		
SOUS-TOTAL LOT 600 : REVETEMENTS					
700	PLOMBERIE SANITAIRE				
701	Révision générale du circuit d'alimentation en eau potable	ff	1,00		
702	Révision générale du circuit d'évacuation d'eaux usées y compris vidange fosse septique et appareillages	ff	1,00		
703	Révision générale du circuit des eaux pluviales	ff	1,00		
706	Fourniture et pose de WC y compris toutes sujétions	U	4,00		
707	Fourniture et pose applique sanitaire y compris toutes sujétions	U	4,00		
708	Fourniture et pose porte serviette y compris toutes sujétions	U	4,00		
709	Fourniture et pose porte papier hygiénique y compris toutes sujétions	U	4,00		
710	Fourniture et pose porte savon y compris toutes sujétions	U	4,00		
711	Fourniture et pose de miroir de douche y compris toutes sujétions	U	4,00		
712	Fourniture et pose de colonne de douche y compris toutes sujétions	U	1,00		
713	Fourniture de siphon de sol	U	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 700: PLOMBERIE SANITAIRE					
800	ELECTRICITE				

801	Révision générale du circuit de distribution et de protection électrique (Tableaux électrique, Boite de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, Prise terre etc.) y compris toutes sujétions	ff	1,00		
802	Fourniture et pose de réglette étanche de 02 tubes LED T8 de 120 cm y compris toutes sujétions	U	50,00		
806	Fourniture et pose de lampadaire solaire led étanche de 200W commandé par interrupteur crépusculaire et monté sur barre d'acier y compris toutes sujétions	U	5,00		
807	Fourniture et pose des interrupteurs simple allumage y compris toutes sujétions	U	15,00		
808	Fourniture et pose des interrupteurs double allumage y compris toutes sujétions	U	20,00		
809	Fourniture et pose des interrupteurs double va et vient y compris toutes sujétions	U	10,00		
810	Fourniture et pose de bouton poussoir sur minuterie avec voyant lumineux y compris toutes sujétions	U	10,00		
811	Fourniture et pose des prises de courant 2P+T étanche, encastré et TV y compris toutes sujétions	U	20,00		
	SOUS-TOTAL LOT 800: ELECTRICITE				
900	CLIMATISATION				
901	Révision générale du circuit de distribution et du réseau de climatisation (Tableaux électrique, Boite de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, dismatic etc.) y compris toutes sujétions	ff	1,00		
902	Fourniture et pose de climatiseur mural de type split (puissance min 12000 BTU 1,5 CV) de marque LG ou équivalent y compris toutes sujétions	U	2,00		
903	Fourniture et pose de climatiseur mural de type split (puissance min 18000 BTU 2,5 CV) de marque LG ou équivalent toutes sujétions comprises	U	1,00		
904	Fourniture et pose de ventilateur de type plafonnier toutes sujétions comprises	U	15		
	SOUS-TOTAL 900: CLIMATISATION				
1 000	PEINTURE				
1 001	Préparation des surfaces à peindre toutes sujétions comprises	m ²	2 650,00		
1 002	Peinture sur murs extérieurs de type PANTEX 1300 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	1 500,00		
1 003	Peinture sur murs intérieurs, faux plafond et plafond de type PANTEX 800 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	1 150,00		
1 004	Peinture glycérophtalique émail A sur menuiserie bois, métallique et soubassement, y compris toutes sujétions	m ²	170,00		

7

	SOUS-TOTAL LOT 1 000 : PEINTURE				
1 100	AMENAGEMENT EXTERIEUR, VOIRIE ET RESEAUX DIVERS				
1 106	Construction caniveau bétonné, de section b=0,50 x (0,30-h-0,60)	ml	60,0		
1 107	Dallage en béton armé (dosé à 300 kg/m ³ d'épaisseur 10 cm et ferrailé en treillis soudé de 8)	m ²	55,00		
	SOUS-TOTAL LOT 1100 : AMENAGEMENT EXTERIEUR, VOIRIE ET RESEAUX DIVERS				
	TOTAL HORS TAXES				
	TVA 19,25%				
	TOTAL TTC				

Nom du Soumissionnaire.....
 Signature
 Date.....

LOT 5 : TRAVAUX DE REHABILITATION N DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DU NKAM

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DU NKAM					
N°	DESIGNATIONS	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
100	Installation				
101	Installation de chantier et repli du matériel	ff	1,00		
102	Etudes d'exécution	ff	1,00		
103	Projet d'exécution et plans de recollement	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 100: INSTALLATION DE CHANTIER					
200	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
202	Nettoyage du site	ff	1,00		
203	Démolition d'ouvrages en maçonnerie et en béton armé, tuyauterie y compris toutes sujétions	ft	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 300: DEMOLITIONS					
300	MACONNERIES				
301	Raccord général de maçonnerie	ff	1,00		
304	Béton armé dosé à 350kg/m ³ pour semelles, amorces, longrine, linteaux, poteaux, poutre, chaînage et tout autre élément en béton	m ³	1,00		
307	Enduit ciment traditionnel à trois couches sur murs	m ²	103,00		
SOUS-TOTAL 500: MACONNERIE					
400	CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE				
401	Dépose complète de la toiture et du bardage y compris toutes sujétions	ff	1,00		
402	Fermes en bois de 3x15x500 y compris traitement aux fongicides et toutes sujétions de fixation	m ³	4,00		
403	Pannes en bois de 8x8x500 y compris traitement aux fongicides et toutes sujétions de fixation	m ³	1,00		
404	Couverture en tôles bac ALU y compris accessoires et toutes sujétions de pose	m ²	280,00		
405	Fourniture et pose des gouttières y compris accessoires et toutes sujétions	ml	68,00		
407	Faux plafond en contreplaqué y compris accessoires et toutes sujétions	m ²	67,00		
407	Etanchéité Toiture	m ²	20,00		
SOUS-TOTAL LOT 500: CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE					
500	MENUSERIE BOIS, METALLIQUE ET VITRERIE				

501	Réparation mécanique des portes y compris toutes sujétions	U	2,00		
504	Fourniture et pose de portes pleines (70, 80 et 100) en bois y compris toutes sujétions comprises	U	4,00		
SOUT-TOTAL LOT 500: MENUISERIE ET VITRERIE					
800	ELECTRICITE				
801	Révision générale du circuit de distribution et de protection électrique (Tableaux électrique, Boite de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, Prise terre etc.) y compris raccordement au réseau électrique publique et toutes sujétions	ff	1,00		
	Eclairage solaire				
814	Fourniture et pose d'un dispositif d'éclairage électrique solaire (Mat en acier galvanisé de hauteur 7m, panneau solaire et support, luminaire, batteries, accessoires de fixation et contrôleur de charge) y compris toutes sujétions	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 800: ELECTRICITE					
1 000	PEINTURE				
1 001	Préparation des surfaces à peindre toutes sujétions comprises	m ²	1 050,00		
1 002	Peinture sur murs extérieurs de type PANTEX 1300 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	350,00		
1 003	Peinture sur murs intérieurs, faux plafond et plafond de type PANTEX.800 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	700,00		
1 004	Peinture glycérophtalique émail A sur menuiserie bois, métallique et soubassement, y compris toutes sujétions	m ²	55,00		
SOUS-TOTAL LOT 1 000 : PEINTURE					
TOTAL HORS TAXES					
TVA 19,25%					
TOTAL TTC					

LOT 6 : TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA MEFOU ET AKONO

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA MEFOU ET AKONO					
N°	DESIGNATIONS	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
100	Installation				
101	Installation de chantier	ff	1,00		
102	Etudes d'exécution	ff	1,00		
103	Projet d'exécution et plans de recollement	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 100: INSTALLATION DE CHANTIER					
200	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
202	Nettoyage du site	ff	1,00		
203	Démolition d'ouvrages en maçonnerie et en béton armé, tuyauterie y compris toutes sujétions	ft	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 300: DEMOLITIONS					
300	MACONNERIES				
301	Raccord général de maçonnerie	ff	1,00		
304	Béton armé dosé à 350kg/m ³ pour semelles, amorces, longrine, linteaux, poteaux, poutre, chaînage et tout autre élément en béton	m ³	1,00		
305	Murs en agglos de ciment de 15	m ²	5,00		
307	Enduit ciment traditionnel à trois couches sur murs	m ²	10,00		
SOUS-TOTAL 500: MACONNERIE					
400	CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE				
401	Dépose complète de la toiture et du bardage y compris toutes sujétions	ff	1,00		
404	Couverture en tôles bac ALU 6/10è y compris accessoires et toutes sujétions de pose	m ²	25,00		
407	Faux plafond en contreplaqué y compris accessoires et toutes sujétions	m ²	25,00		
407	Etanchéité Toiture	m ²	90,00		
SOUS-TOTAL LOT 500: CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE					
500	MENUSERIE BOIS, METALLIQUE ET VITRERIE				
501	Réparation mécanique des portes y compris toutes sujétions	U	10,00		
506	Fourniture et pose de portes métalliques y compris toutes sujétions comprises	U	2,00		

507	Fourniture et pose Grille antivol pour fenêtres suivant modèle existant y compris toutes sujétions	m ²	2,00		
SOUT-TOTAL LOT 500: MENUISERIE ET VITRERIE					
600	REVETEMENTS				
604	Nettoyage de carreaux en Grès Cérame de revêtement de sol y compris toutes sujétions de pose	m ²	85,00		
SOUS-TOTAL LOT 600 : REVETEMENTS					
700	PLOMBERIE SANITAIRE				
701	Révision générale du circuit d'alimentation en eau potable y compris branchement du bâtiment au réseau et toutes sujétions comprises	ff	1,00		
702	Révision générale du circuit d'évacuation d'eaux usées y compris vidange fosse septique et appareillages	ff	1,00		
703	Révision générale du circuit des eaux pluviales	ff	1,00		
705	Fourniture et pose de lavabo de douche y compris toutes sujétions	U	1,00		
706	Fourniture et pose de WC y compris toutes sujétions	U	1,00		
707	Fourniture et pose applique sanitaire y compris toutes sujétions	U	1,00		
708	Fourniture et pose porte serviette y compris toutes sujétions	U	1,00	5 000	5 000
709	Fourniture et pose porte papier hygienique y compris toutes sujétions	U	1,00	5 000	5 000
710	Fourniture et pose porte savon y compris toutes sujétions	U	1,00	5 000	5 000
711	Fourniture et pose de miroir de douche y compris toutes sujétions	U	1,00	10 000	10 000
712	Fourniture et pose de colonne de douche y compris toutes sujétions	U	1,00	20 000	20 000
713	Fourniture de siphon de sol	U	1,00	3 500	3 500
SOUS-TOTAL LOT 700: PLOMBERIE SANITAIRE					543 500
800	ELECTRICITE				
801	Révision générale du circuit de distribution et de protection électrique (Tableaux électrique, Boîte de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, Prise terre etc.) y compris raccordement au réseau électrique publique et toutes sujétions	ff	1,00	500 000	500 000
802	Fourniture et pose de réglette étanche de 02 tubes LED T8 de 120 cm y compris toutes sujétions	U	14,00	5 000	70 000
	Eclairage solaire				

814	Fourniture et pose d'un dispositif d'éclairage électrique solaire (Mat en acier galvanisé de hauteur 7m, panneau solaire et support, luminaire, batteries, accessoires de fixation et contrôleur de charge) y compris toutes sujétions	ff	0,00	3 750 000	3 750 000
SOUS-TOTAL LOT 800: ELECTRICITE					4 320 000
###	PEINTURE				
1 001	Préparation des surfaces à peindre toutes sujétions comprises	m ²	550,00	150	82 500
1 002	Peinture sur murs extérieurs de type PANTEX 1300 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	350,00		
1 003	Peinture sur murs intérieurs, faux plafond et plafond de type PANTEX 800 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	200,00		
1 004	Peinture glycérophtalique émail A sur menuiserie bois, métallique et soubassement, y compris toutes sujétions	m ²	100,00		
SOUS-TOTAL LOT 1 000 : PEINTURE					
###	AMENAGEMENT EXTERIEUR, VOIRIE ET RESEAUX DIVERS				
1 101	Préparation du sol y compris toutes sujétions de mise en forme	m ²	100,00		
1 102	Fourniture et pose des pavés en béton d'épaisseur 13cm y compris toutes sujétions	m ²	100,00		
1 103	Fourniture et pose d'un portillon de 90x220 y compris toutes sujétions	U	1,00		
1 104	Fourniture et pose d'un portail de 430x220 y compris toutes sujétions	U	1,00		
1 105	Construction d'un mat de drapeau y compris fourniture et pose d'un drapeau	ft	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 1100 : AMENAGEMENT EXTERIEUR, VOIRIE ET RESEAUX DIVERS					
TOTAL HORS TAXES					
TVA 19,25%					
TOTAL TTC					

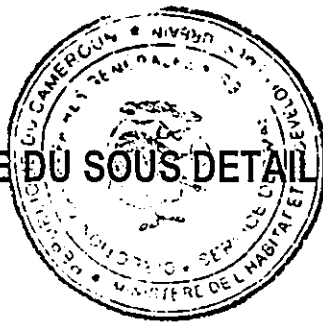
LOT 7 : TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA HAUTE SANAGA.

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA HAUTE SANAGA					
N°	DESIGNATIONS	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
100	Installation				
101	Installation de chantier	ff	1,00		
102	Etudes d'exécution	ff	1,00		
103	Projet d'exécution et plans de recollement	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 100: INSTALLATION DE CHANTIER					
200	TRAVAUX PRELIMINAIRES				
202	Nettoyage du site	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 300: DEMOLITIONS					
300	MACONNERIES				
301	Raccord général de maçonnerie	ff	1,00		
305	Murs en agglos de ciment de 15	m ²	10,00		
307	Enduit ciment traditionnel à trois couches sur murs	m ²	20,00		
SOUS-TOTAL 500: MACONNERIE					
400	CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE				
401	Dépose complète de la toiture et du bardage y compris toutes sujétions	ff	1,00		
407	Faux plafond en contreplaqué y compris accessoires et toutes sujétions	m ²	25,00		
407	Etanchéité Toiture	m ²	150,00		
SOUS-TOTAL LOT 500: CHARPENTE-COUVERTURE-PLAFONNAGE					
500	MENUSERIE BOIS, METTALLIQUE ET VITRERIE				
501	Réparation mécanique des portes y compris toutes sujétions	U	10,00		
504	Fourniture et pose de portes pleines (70, 80 et 100) en bois y compris toutes sujétions comprises	U	2,00		
506	Fourniture et pose de portes métalliques y compris toutes sujétions comprises	U	10,00		
507	Fourniture et pose Grille antiviol pour fenêtres suivant modèle existant y compris toutes sujétions	m ²	10,00		
SOUT-TOTAL LOT 500: MENUSERIE ET VITRERIE					
600	REVETEMENTS				
604	Nettoyage de carreaux en Grès Cérame de revêtement de sol y compris toutes sujétions de pose	m ²	500,00		

SOUS-TOTAL LOT 600 : REVETEMENTS					
700	PLOMBERIE SANITAIRE				
701	Révision générale du circuit d'alimentation en eau potable y compris branchement du bâtiment au réseau et toutes sujétions comprises	ff	1,00		
702	Révision générale du circuit d'évacuation d'eaux usées y compris vidange fosse septique et appareillages	ff	1,00		
703	Révision générale du circuit des eaux pluviales	ff	1,00		
705	Fourniture et pose de lavabo de douche y compris toutes sujétions	U	1,00		
706	Fourniture et pose de WC y compris toutes sujétions	U	1,00		
707	Fourniture et pose applique sanitaire y compris toutes sujétions	U	1,00		
708	Fourniture et pose porte serviette y compris toutes sujétions	U	1,00		
709	Fourniture et pose porte papier hygienique y compris toutes sujétions	U	1,00		
710	Fourniture et pose porte savon y compris toutes sujétions	U	1,00		
711	Fourniture et pose de miroir de douche y compris toutes sujétions	U	1,00		
712	Fourniture et pose de colonne de douche y compris toutes sujétions	U	1,00		
713	Fourniture de siphon de sol	U	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 700: PLOMBERIE SANITAIRE					
800	ELECTRICITE				
801	Révision générale du circuit de distribution et de protection électrique (Tableaux électrique, Boîte de dérivation, Filerie, Goulottes, Gaines, Prise terre etc.) y compris raccordement au réseau électrique publique et toutes sujétions	ff	1,00		
	Eclairage solaire				
814	Fourniture et pose d'un dispositif d'éclairage électrique solaire (Mat en acier galvanisé de hauteur 7m, panneau solaire et support, luminaire, batteries, accessoires de fixation et contrôleur de charge) y compris toutes sujétions	ff	1,00		
SOUS-TOTAL LOT 800: ELECTRICITE					
1 000	PEINTURE				
1 001	Préparation des surfaces à peindre toutes sujétions comprises	m ²	1 900,00		
1 002	Peinture sur murs extérieurs de type PANTEX 1300 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	800,00		

1 003	Peinture sur murs intérieurs, faux plafond et plafond de type PANTEX 800 ou similaire y compris toutes sujétions	m ²	1 100,00		
1 004	Peinture glycérophtalique émail A sur menuiserie bois, métallique et soubassement, y compris toutes sujétions.	m ²	62,00		
	SOUS-TOTAL LOT 1 000 PEINTURE				
	TOTAL HORS TAXES				
	TVA 19,25%				
	TOTAL TTC				

PIECE N° 8 : CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX (S.D.P)



SOUS-DETAIL DE PRIX

DESIGNATION :

N° PRIX	Rendement journalier	Quantité totale	Unité	Durée activité
	CATEGORIE	Salaire Journalier	Jours facturés	Montant
MAIN D'ŒUVRE				
				TOTAL A
MATERIEL ET ENGIN	TYPE	Taux Journalier	Jours facturés	Montant
				TOTAL B
MATERIAUX ET DIVERS				
				TOTAL C
D	TOTAL COUTS DIRECTS A+B+C			
E	Frais généraux de chantier	%		= Dx%
F	Frais généraux de siège	%		= Dx%
G	COUT DE REVIENT	-		= D+E+F
H	Risques et Bénéfices	%		GX%
P	PRIX DE VENTE HORS TAXES			= G+H
V	PRIX VENTE UNITAIRE HORS TAXES			= P/Quantité



PIECE N° 9: MODELE DE MARCHE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

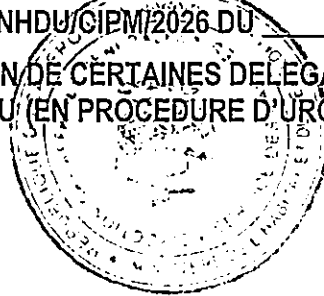
MINISTERE DE L'HABITAT ET
DU DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

MARCHE N°/M/MINHDU/CMPM/2026 PASSE-APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL
OUVERT N°/AONO/MINHDU/CIPM/2026 DU

POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE CERTAINES DELEGATIONS REGIONALES ET
DEPARTEMENTALES MINH DU (EN PROCEDURE D'URGENCE).



TITULAIRE :

LIEU D'EXECUTION :

DELAI D'EXECUTION :

MONTANT DE LA LETTRE-
COMMANDE :

Hors Taxes : en chiffres (en lettres)
Taxes sur la Valeur Ajoutée..... en chiffres (en lettres)
Toutes Taxes Comprises :en chiffres (en lettres)

FINANCEMENT :

BIP MINH DU - EXERCICE 2026

IMPUTATION :

SOUSCRIT LE
APPROUVE LE
NOTIFIE LE
ENREGISTRE LE

7

ENTRE,

LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN, représentée par le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain
dénommé ci-après « Autorité Contractante »



D'une part

ET

L'Entreprise

Représentée par ----- ci-après dénommé

Le Cocontractant

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

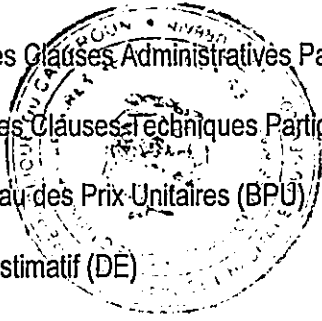
SOMMAIRE

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Titre II : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Titre IV : Détail Estimatif (DE)



POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE CERTAINES DELEGATIONS REGIONALES ET
DEPARTEMENTALES MINH DU (EN PROCEDURE D'URGENCE).

MONTANTS :

HTVA	
TVA	
AIR	
TTC	
NET A MANDATER	

LUE ET APPROUVEE PAR LE COGONTRACTANT

Yaoundé, le.....

Signée par Madame le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain,
Autorité Contractante

Yaoundé, le.....

ENREGISTREMENT

**PIECE N° 10: MODELES OU FORMULAIRES TYPES A UTILISER PAR LES
SOUSSIONNAIRES**

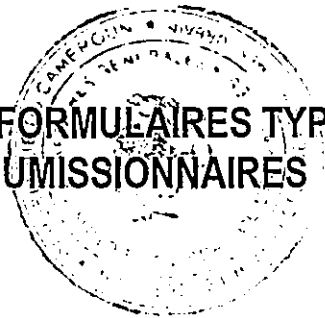
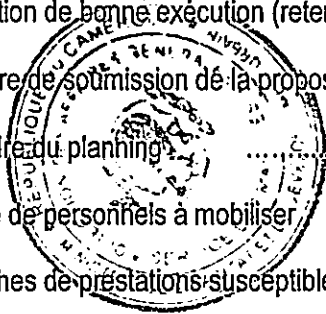


TABLE DES MODELES

Annexe n° 1: Modèle Déclaration d'intention de soumissionner	151
Annexe n° 2: Modèle de soumission	152
Annexe n° 3: Modèle de caution de soumission	154
Annexe n° 4: Modèle de cautionnement définitif	156
Annexe n° 5: Modèle de caution d'avance de démarrage	158
Annexe n°6 : Modèle de caution de bonne exécution (retenue de garantie)	159
Annexe n°7 : Modèle de Lettre de soumission de la proposition technique	161
Annexe n° 8: Modèle de Cadre du planning	162
Annexe n° 9: Modèle de liste de personnels à mobiliser	165
Annexe n° 10: Modèle de fiches de prestations susceptibles d'être sous traitées	166
Annexe n° 11: Modèle de CV de personnels à mobiliser	167
Annexe n° 12: Modèle de tableaux de référence du candidat	170
Annexe n° 13: Modèle de descriptif de la méthodologie et du plan de travail	171
Annexe n° 14: Modèle de fiche d'information relative au matériel essentiel	172
Annexe n° 15: Modèle de déclaration sur l'honneur de visite du site	173



ANNEXE N° 1: MODELE DE DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

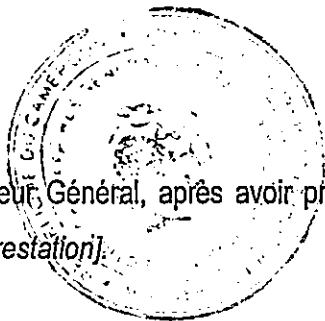
A insérer en annexe à la

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

Fonction :



En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier d'Appel d'Offres National n° *[indiquer la nature de la prestation]*.

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à _____ le _____

Signature, nom et cachet du soumissionnaire

ANNEXE N° 2 : MODELE DE SOUMISSION

Je, soussigné [Indiquer le nom et la qualité du signataire] représentant la société, l'entreprise ou le groupement (8) Dont le siège social est à Inscrite au registre du commerce de Sous le n°

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offres y compris les additifs,

N° [Rappeler l'objet de l'appel d'offres]

- Me soumetts et m'engage à livrer les fournitures ou à exécuter les prestations conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établis moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot n° À

- [En chiffres et en lettres] francs CFA Hors TVA, et à

..... Francs CFA Toutes Taxes Comprises. [En chiffres et en lettres]

- M'engage à exécuter les prestations dans un délai de Mois

- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai Jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours] à compter de la date limite de remise des offres.

- Adhère entièrement à la charte d'intégrité et à la déclaration d'engagement environnemental et social jointes aux présents DAO.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

.....
.....
.....

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

Se libérera des sommes dues par elle au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° Ouvert au nom de Auprès de la banque Agence de

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à Le

Signature de

En qualité de Dûment autorisé à signer les soumissions pour et au nom de (9)

(8) Supprimer la mention inutile

(9) Annexer la lettre de pouvoirs



ANNEXE N° 3 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Organisme financier :
Référence de la Caution : N°

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Prestataire ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du Pour [rappeler l'objet de l'appel d'offres], ci-dessous désignée « L'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant] Francs CFA,

Nous [Nom et adresse de l'organisme financier], représentée par [Noms des signataires], ci-dessous désignée « l'organisme financier », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que l'organisme financier s'engage à régler intégralement à au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.
Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité prévue dans le dossier d'appel d'offres ;
Où

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifié l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pendant la période de validité :

- omet de signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;

- omet ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci. Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué d'un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

Le présent cautionnement est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par
l'organisme financier

À, le

[Signature de l'organisme financier]

ANNEXE N° 4 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Organisme financier :

Référence de la Caution : N°

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que [Nom et adresse du fournisseur ou du prestataire], ci-dessous désigné « le Fournisseur ou du prestataire », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser [indiquer la nature des fournitures et services connexes]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %] du montant de la tranche du marché correspondant, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous,

.....
..... [nom et adresse de banque], représentée par
..... [noms des signataires],

ci-dessous désignée « l'organisme financier », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur ou le prestataire n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification du marché. La caution sera libérée dans un délai (indiquer le délai) à compter de la date de réception provisoire des fournitures.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée sans aucune forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué au titre de la présente garantie doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par l'Organisme financier

....., le
[signature de la banque]

ANNEXE N° 5 : MODELE DE CAUTIONNEMENT D'AVANCE DE DEMARRAGE

Organisme financier :

Référence du Cautionnement : N°

Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué]

[Adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué]

ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué »

Nous soussignés (organisme financier, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de :

..... [le titulaire], au profit de

Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué [Adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué] (« le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché du relatif aux fournitures et services connexes [indiquer l'objet et les références de l'appel d'offres et le lot, éventuellement], de la somme totale maximum correspondant à l'avance [quarante 40% et trente 30% (respectivement pour les marchés de fournitures et de services connexes)] du montant Toutes Taxes Comprises du marché n°, payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit :..... francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de[le titulaire] ouverts auprès de la banque sous le n°

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant du cautionnement sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par l'organisme financier

à, le

[signature de l'organisme financier]



Annexe n°6 : Modèle de cautionnement de bonne exécution en remplacement de LA RETENUE DE RETENUE DE GARANTIE

Organisme financier :

Référence du Cautionnement : N°

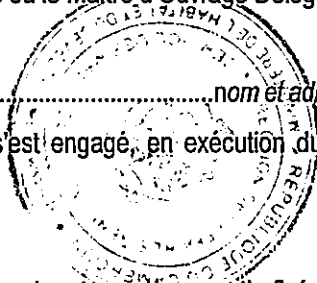
Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué]

[Adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué]

ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué »

Attendu que nom et adresse du fournisseur ou du prestataire],

ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché, livrer les fournitures de [indiquer l'objet des prestations]



Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant TTC du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous, adresse organisme financier], représentée parnoms des signataires], et ci-dessous désignée « organisme financier »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, au nom du Fournisseur ou du prestataire, pour un montant maximum de [en chiffres et en lettres], correspondant à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du marché⁽¹⁰⁾

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

A handwritten signature or mark in the bottom right corner of the page, consisting of a stylized, cursive-like scribble.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par l'organisme financier

à....., le

[signature de l'Organisme financier]

(10) Cas où la caution est établie une fois au démarrage des travaux et couvre la totalité de la garantie, soit 10% du marché.

ANNEXEN°7 : LETTRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION
TECHNIQUE

[Lieu, date]

À : [Nom et adresse du maître d'ouvrage]

Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, [titre à préciser], avons l'honneur, conformément à votre DAO N°du.....relatif à....., de vous soumettre ci-joint, notre proposition technique pour la fourniture objet dudit DAO.

Au cas où cette proposition retiendrait votre attention, nous sommes entièrement disposés, sur la base du personnel proposé à entamer des négociations pour la meilleure conduite du projet.

Aussi, prenons-nous un ferme engagement pour le respect scrupuleux du contenu de ladite proposition technique, sous réserve des modifications éventuelles qui résulteraient des négociations du contrat.

Veillez agréer, Madame/Monsieur....., l'expression de notre parfaite considération./-

Signature du représentant habilité

: Nom et titre du signataire :

Nom du Candidat : Adresse

ANNEXE N° 8 : MODELE DE CADRE DU PLANNING

Note sur la présentation des plannings

Les quantités, les rendements journaliers, la durée d'exécution des travaux et les ralentissements voire, les interruptions, devront ressortir clairement des plannings.

Le planning financier qui découle du planning des travaux devra indiquer mois par mois, les et montants prévisionnels des décomptes de travaux par poste et cumulés, en tenant compte de l'incidence des saisons de pluies, pour la solution de base et éventuellement la solution variante.

[Les cadres des plannings à préparer et insérer dans le Dossier d'Appel d'Offres par le Maître d'Ouvrage]

CALENDRIER DES ACTIVITES (PROGRAMME DE TRAVAIL)

A. Préciser la nature de l'activité

	<i>[Mois ou semaines à compter du début de la mission]</i>												

B. Achèvement et soumission des rapports

Rapports	Date
1. Rapport initial	
2. Rapports d'avancement a. Premier rapport d'avancement b. Deuxième rapport	
3. Projet de rapport final	
4. Rapport final	



CALENDRIER DU PERSONNEL SPECIALISE

N°	Nom	Rapports à fournir	Personnel (sous forme de graphique à barres) ²													Total personnel/mois			
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	n	Siège	Terrain ³	Total	
Personnel																			
1			[Siège]																
			[Terr.]																
2																			
n																			
													Total partiel						
													Total						

Rapports à fournir : _____

Durée des activités : _____

Signature : *(Représentant habilité)*

Nom : _____

Titre : _____

Adresse : _____

² Les mois sont comptés à partir du début de la mission. Par chaque agent indiquer séparément affectation au siège ou sur le terrain.

³ Travail sur le terrain signifie travail exécuté en dehors du siège du consultant

9

ANNEXEN°9 : MODELE DE LISTE DU PERSONNEL A MOBILISER

e1. Personnel technique clé /de gestion

Nom	Fonction proposée	Qualification minimale	Années d'expérience Générale	Années d'Expérience Spécifique En Terme de projets similaires réalisés	Poste ou fonction Occupé (e) pour Chaque projet

1. Personnel d'appui (siège et local)

Nom	Spécialisation	Poste	Année d'Expérience	Attributions

**ANNEXEN°10 : MODELE FICHE DE PRESTATIONS SUSCEPTIBLES
D'ETRE SOUS-TRAITEES COMMANDEES**

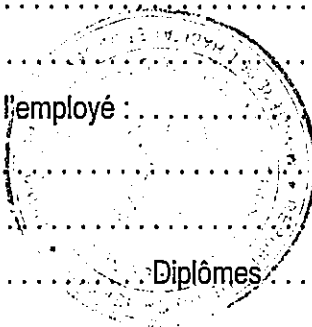
N°	Désignation des Fournitures	Quantité (Nombre d'unités)
	<i>[insérer la désignation des Fournitures]</i>	<i>[insérer la quantité des articles à fournir]</i>

N° Service	Désignation du Service	Unité de mesure
<i>[insérer le numéro du Service]</i>	<i>[insérer la désignation du service]</i>	<i>[unité de mesure]</i>

ANNEXEN°11 : MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL SPECIALISE PROPOSE

Poste :
..... Nom du Candidat :

..... Nom de l'employé : Profession :



..... Date de naissance :
..... Nombre d'années d'emploi
par le Candidat : Nationalité : Affiliation à
des associations/groupements professionnels :

..... Attributions spécifiques :
.....
.....

Principales qualifications :

[En une demi-page environ, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles

à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer le niveau des responsabilités exercées par lui/elle lors de missions antérieures, en en précisant la date et le lieu.]

.....
.....

Formation :

[En un quart de page environ, résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]

Pièces Annexes :



- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé et éventuellement une attestation de l'ordre du corps de métier
- Attestation de disponibilité

.....

Expérience professionnelle :

[En deux pages environ, dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]

.....

Connaissances informatiques :

[Indiquer, le niveau de connaissance]

.....

Langues :

[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/ parlée.]

.....

Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

.....
 Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité du consultant]

Jour/mois/année

Nom de l'employé :

Nom du représentant habilité :

ANNEXEN°12 :REFERENCES DU CANDIDAT

Services rendus pendant les [indiquer le nombre de 1 à 5] dernières années qui illustrent le mieux vos qualifications

À l'aide du formulaire ci-dessous, indiquez les renseignements demandés pour chaque mission pertinente que votre société/organisme a obtenue par contrat, soit en tant que seule société, soit comme l'un des principaux partenaires d'un groupement.

Nom de la Mission :	Pays :
Lieu :	Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme (profils) :
Nom du Client:	Nombre d'employés ayant participé à la Mission :
Adresse :	Nombre de mois de travail ;
	durée de la Mission :
Date de démarrage : Date d'achèvement :	Valeur approximative des services
Nom des prestataires associés/partenaires éventuels :	Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les prestataires associés :
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :	
Descriptif du projet :	
Description des services effectivement rendus par votre personnel :	

Nom du candidat :



ANNEXEN°13. DESCRIPTIF DE LA METHODOLOGIE ET DU PLAN DE TRAVAIL PROPOSES POUR ACCOMPLIR LA MISSION

La conception technique, la méthodologie et le plan de travail sont les éléments essentiels de la proposition technique. Il est suggéré de présenter la proposition technique (10 pages maximum, y compris les tableaux et graphiques) divisée en trois chapitres :

- a) Conception technique et méthodologie,*
- b) Plan de travail, et*
- c) Organisation et personnel*

a) Conception technique et méthodologie. Dans ce chapitre, il vous est suggéré d'expliquer la manière dont vous envisagez les objectifs de la mission, la conception des prestations, la méthodologie pour exécuter les activités et obtenir les résultats attendus et le détail de ceux-ci. Vous devrez mettre en relief les problèmes à résoudre et leur importance et expliquer la conception technique que vous adopterez pour ce faire. Vous devrez en outre expliquer la méthodologie que vous avez l'intention d'adopter et sa compatibilité avec la conception proposée.

b) Plan de travail. Dans ce chapitre, vous proposerez les principales activités que comprend la mission, leur nature et durée, échelonnement et interrelations, les jalons (y compris les approbations intermédiaires de l'autorité contractante) et les dates de présentation des rapports. Le plan de travail proposé doit être compatible avec la conception technique et la méthodologie, montrer que les termes de référence ont été compris et peuvent être traduits en un plan de travail pratique. Une liste des documents finaux, y compris les rapports, croquis et tableaux qui constituent le produit final doivent être inclus dans ce chapitre. Le calendrier du personnel (4G) doit être compatible avec le programme de Travail (4H)

- d) Organisation et personnel. Dans ce chapitre, vous proposerez la structure et la composition de votre équipe. Vous donnerez la liste des principales disciplines représentées, le nom de l'expert responsable et une liste du personnel clé et d'appui proposé.*

**ANNEXEN°14 MODELE DE FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU
MATERIEL ESSENTIEL, LE CAS ECHEANT**

N°	Désignation et caractéristiques du matériel	Age / Etat	Nombre minimal Requis (colonne à remplir par le MO/MOD)	Nombre disponible	Propriétaire/ location	Année d'obtention	Justificatif
1							
2							
...							
N							

[Insérer dans le tableau ci-dessus : (i) la liste des matériels et outils requis pour la réalisation des prestations (ii) le nombre minimal requis de chaque type de matériel (iii) il peut être envisagé, la mise à disposition de ces matériels par la location, auquel cas il faudrait présenter un engagement de location de matériel signé et légalisé auprès des administrations compétentes.]

Note : Pour chaque matériel, joindre la copie certifiée de la facture ou de la carte grise, le cas échéant

ANNEXEN°15 MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR DE VISITE
DU SITE

Je soussigné M. _____

Représentant l'Entreprise _____

Reconnais avoir visité ce jour le _____ du mois de _____ de l'année _____

En compagnie de M. _____

Agissant en lieu et place de l'utilisateur, le site du Projet de

Pour lequel mon entreprise veut soumissionner.

M'étant rendu sur les lieux, les observations suivantes ont été relevées :

.....
.....
.....
.....
.....

N.B : le prestataire doit soumettre pour chaque site de projet une déclaration de visite de site.

Fait à, le

Le soumissionnaire
(Nom, prénom, signature et cachet)

PIECE N° 11 : CHARTE D'INTEGRITE



CHARTRE D'INTÉGRITÉ

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____

[à préciser lors du montage du DAO]

LE «SOUSSIONNAIRE..... » S'engage à respecter les termes de la présente charte d'intégrité

A

MONSIEUR LE « MAITRE D'OUVRAGE »

1. Nous reconnaissons et attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :
 - 1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 1.5) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies et tout autre Partenaire Technique et Financier, le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;
 - 1.6) avoir produit de fausses informations ou fourni de faux documents exigés dans le cadre de la présente consultation.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
 - 2.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargée des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;
 - 2.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation ou de contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargée des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;
 - 2.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

- 2.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos obligations vis à vis du Maître d'Ouvrage ;
- 2.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :
- i) avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plan, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considérée ;
 - ii) être nous-mêmes ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant être par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
3. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles de la comptabilité privée, que nous ne sommes pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué concerné, sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des Marchés Publics.
4. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'Autorité chargée des Marchés Publics, tout changement de situation au regard des points 1 à 3 qui précèdent.
5. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 5.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 5.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) contraires à nos obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 5.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

- 5.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de violation de ses obligations légales contractuelles ou professionnelles.
- 5.5) Nous n'avons pas promis offert ou accordé et nous ne promettons pas au Maître d'Ouvrage, à ses collaborateurs, aux Présidents aux Acteurs en charge du contrôle de l'exécution du marché qui résulterait de la consultation, un avantage indu de toute nature susceptible d'influencer leur objectivité.
- 5.6) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons pas au Maître d'ouvrage, à ses collaborateurs, aux Présidents et membres de Commissions des marchés et de sous-commission d'analyse, un avantage indu de toute nature susceptible d'influencer le processus de passation du Marché.
- 5.7) Nous nous abstenons et nous promettons de s'abstenir de toute action ou pratique collusoire et anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ou à limiter l'accès au Marché ou de libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
6. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage et les Commissions des Marchés à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification par l'ARMP ou par tout autre corps de contrôle de l'Etat.
7. Faute pour Nous, de nous conformer aux règles régissant la présente charte, nous reconnaissons que nous nous exposons aux sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Nom__

Signature_____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : _____

En date du ____

**PIECE N° 12 : DECLARATION D'ENGAGEMENT AU RESPECT DES
CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES**



DECLARATION D'ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____

[à préciser lors du montage du DAO]

LE «SOUSSIONNAIRE..... » s'engage à respecter les termes de la présente Déclaration d'engagement environnemental et social

A

MONSIEUR LE « Maître d'Ouvrage»

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

- 1) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants les normes sociales applicables au Cameroun y compris les conventions internationales ratifiées, notamment (i) le respect du salaire minimum prévu par le code du travail et diverses conventions collectives (ii) l'interdiction d'employer les enfants âgés de moins de 14 ans (iii) du respect de la nature des travaux respectivement interdits aux femmes et aux femmes enceintes (iv) le repos hebdomadaire obligatoire (v) le droit de jouissance des congés (vi) le respect des conditions du travail de nuit (vii) les conditions d'hygiène et de sécurité sur le lieu du travail (viii) le port obligatoire des équipements de protections individuelles.
- 2) En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux, dans la notice d'impact environnemental fournie le cas échéant par le Maître d'Ouvrage. En tout état de cause, nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants chaque fois que cela est possible, les directives recommandant l'utilisation des appareils ayant un faible impact sur l'environnement.
- 3) Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage, les Commissions des marchés à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification par l'ARMP ou par tout autre corps de contrôle de l'Etat.
- 4) Faute pour nous, un des membres de notre groupement et de nos sous-traitants, de nous conformer aux règles régissant la présente charte, nous reconnaissons que nous exposons aux sanctions prévues par les lois et règlement en vigueur.

Nom : _

Signature : _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : _____

En date du _____


PIECE N° 13 : VISA DE MATURITE OU JUSTIFICATIFS DES ETUDES
PREALABLES



A handwritten signature or mark consisting of a few stylized, overlapping strokes.

Les études préalables sont jointes en annexe





**PIECE N° 14 : LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET
ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS
DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS**

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES DE 1^{ER} ORDRE AGREES PAR LE
MINISTERE EN CHARGE DES FINANCES ET AUTORISES A EMETTRE LES
CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS**

- 1- Afriland First Bank (FIRST BANK) BP 11 834 Yaoundé ;
- 2- Banque Atlantique (BACM) BP 29333 Yaoundé;
- 3- Banque Camerounaise des Petites et Moyennes entreprises (BC-PME) BP 12962 Yaoundé ;
- 4- Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK) BP 600 Yaoundé ;
- 5- Banque International du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC) BP 1925 Yaoundé ;
- 6- Bank of Africa Cameroun (BOA Cameroun) BP 4593 Yaoundé ;
- 7- Citibank Cameroun (CITIGROUP) BP 4571 Yaoundé;
- 8- Commercial Bank-Cameroun (CBC) BP 4004 Yaoundé;
- 9- Crédit Communautaire d'Afrique-Bank (CCA BANK) BP 30388 Yaoundé;
- 10- Ecobank Cameroun (ECOBANK) BP 582 Yaoundé ;
- 11- National Financial Credit Bank(NFC-BANK) BP 6578 Yaoundé;
- 12- Société Commerciale de Banques au Cameroun (SCB Cameroun) BP 300 Yaoundé ;
- 13- Société Générale Cameroun (SGC) BP 4042 Yaoundé ;
- 14- Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC) BP 1784 Yaoundé ;
- 15- Union Bank of Cameroun (UBC) BP 15 569 Yaoundé;
- 16- United Bank for Africa (UBA) BP 2088 Yaoundé.

COMPAGNIES D'ASSURANCES AGRÉÉES:

- 17- Activa Assurances, BP 12970 Yaoundé;
- 18- Area Assurances S.A BP 1531 Yaoundé;
- 19- Atlantique Assurances S.A BP 2933 Yaoundé;
- 20- Beneficial General Insurance S.A BP 2328 Yaoundé;
- 21- Chanas Assurances S.A BP 109 Yaoundé;
- 22- CPA SA BP 54 Yaoundé ;
- 23- NSIA Assurances S.A BP 2759 Yaoundé ;
- 24- Pro Assur S.A BP 59 63 Yaoundé ;
- 25- SAAR SA BP 1011 Yaoundé;
- 26- Saham Assurances SA BP 11315 Yaoundé;
- 27- Zénithe Insurance SA BP 1540 Yaoundé.

PIECE N° 15 : LISTE DES LABORATOIRES GEOTECHNIQUES AGREES



A handwritten signature or mark, possibly a stylized letter 'L' or a similar symbol, located in the bottom right corner of the page.

La liste ci-après désigne les laboratoires géotechniques agréés par le Ministre des Travaux Publics :

N°	Nom du laboratoire ;	Catégorie	Groupes d'essai
0	Laboratoire national du Génie Civil (Labogénie) BP 349 Yaoundé Tél : 22 33 33 06/ Fax : 22 30 24 55	Laboratoire de référence	Tout type d'essais
1	BAMBUIY ENGINEERING SERVICES AND TECHNIQUES (Best) BP : 120 Bamenda – Tél. : 33 36 23 21 Fax : 33 36 38 48	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques
2	BHYGRAPH GEOTECHNIQUE S.A BP : 4 475 Yaoundé – Tél. :22 12 84 13 75 92 81 66	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques
3	Bureau de Recherches, d'Etudes et de Contrôles Géotechniques (BRECG) BP : 7 889 Yaoundé – Tél. :22 22 08 21 99 97 05 74	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Aciers/Bois Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques
4	Bureau d'Investigations Géotechniques (BIG) BP : 4 475 – Tél. :22 12 84 13 Yaoundé 75 92 81 66	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques
5	INFRA- SOL BP : 3 256 – Tél. :22 23 85 54 Yaoundé 99 68 87 40	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Aciers/Bois Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art
6	GEOFOR S.A BP: 1 883 – Tél. : 33 43 96 18 Yaoundé 99 94 82 28	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Aciers/Bois Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques
7	GEOLAB SARL BP : 15 168 – Tél. :22 10 20 96 Yaoundé 672 17 10 76	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Aciers/Bois Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art
8	LE COMPETING BP : 4 475 – Tél. :22 21 59 88 Yaoundé 75 92 81 66 99 50 11 77	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques
9	SOIL AND WATER INVESTIGATIONS BP : 5 640 – Tél.: 22 21 32 46 Yaoundé 77 70 75 01	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Aciers/Bois Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/Bitumes Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques
10	Sol Solution Afrique Centrale BP : 5 983 – Tél. :33 01 96 23 Yaoundé 77 77 73 09	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Aciers/Bois Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes.

			Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques
11	BISMOS CAMEROUN Sarl BP: 1 995 – Tél. : 22 14 40 85 Yaoundé : 99 94 65 10	C	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques
12	Centre d'Etude et de Contrôle Géotechniques (CECG) BP : 7 859 Yaoundé – Tél. : 222 25 72 43 / 699 51 72 75 / 699 51 86 29 Email : cecg_yiba@yahoo.fr	C	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats, à l'exception des essais DEVAL et LOS ANGELES Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques
13	GEO WATER ENGINEERING (GWE) BP: 4 865 Yaoundé – Tél. : 233 01 54 93 / 696 60 64 04 / 699 75 93 38 Email : geowateng@yahoo.fr	C	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats, à l'exception des essais DEVAL et LOS ANGELES Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques
15	A-Z CONSULTING BP: 33 626 Yaoundé – Tél. : 242 19 49 37 / 677 63 38 610	C	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes
16	Bureau expertise Technique et Géotechnique BP: 6 429 Yaoundé – Tél. : 233 01 47 17 / 677 71 67 37	C	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques
17	Consulting Géotech Studies and Planning (C.G.S.P.) SARL BP: 20 298 Yaoundé – Tél. : 694 708 564 / 690 716 810	C	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes
18	PRO CIVIL SOLID SARL BP: 15 732 Yaoundé – Tél. : 677 075 119 / 666 317 221	C	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques
19	Soil and Concrete Laboratory (S.C.L) SARL BP: 5 419 Yaoundé – Tél. : 699 909 449	C	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques

LISTE DES LABORATOIRES DE GENIE CIVIL SUSPENDUS AU CAMEROUN

N°	Nom du laboratoire ;	Catégorie	Groupes d'essai
1	Laboratoire d'Etude et Contrôle des Travaux Publics du Cameroun (LETP) BP: 8 583 Yaoundé – Tél. : 677 82 95 38 / 696 69 45 49 Email : emmanueloue@yahoo.fr	C	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes
2	FONDASOL CAMEROUN BP: 4277 Rue Dragage Yaoundé – Tél. : 698 030 198		

14

PIECE N° 16 : PROCEDURE DE PASSATION DES MARCHES EN LIGNE



A handwritten signature or mark, possibly a stylized number '7' or a similar character, located in the bottom right corner of the page.



LA PROCEDURE DE SOUMISSION EN LIGNE

Pour soumissionner en ligne, le prestataire doit suivre les quatre étapes ci-après :

Étape 1 : Enregistrement de l'Entreprise dans la plateforme COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.cm>
- Aller dans l'onglet « *Enregistrement des soumissionnaires* » et renseigner minutieusement le formulaire de demande
- Imprimer le formulaire de demande renseigné et généré par le système ;
- Faire signer le formulaire de demande par le Chef de Structure et y apposer le cachet de l'entreprise ;
- Déposer le formulaire dûment renseigné et formalisé au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Photocopie d'une Attestation de Non Faillite (datant de moins de 3 mois) ;
 - ii) Photocopie du Registre de Commerce ;
 - iii) Photocopie de la Domiciliation Bancaire ;
 - iv) Photocopie de l'Attestation de Conformité Fiscale (datant de moins de 3 mois).

Étape 2 : Acquisition du Certificat Électronique

- Retirer le formulaire de Demande de Certificat disponible au MINMAP ou le télécharger sur le site de l'ANTIC à l'adresse <http://www.camgovca.cm> dans la rubrique « *Demande de Certificats (Entreprise)* » ;
- Remplir le formulaire et le déposer au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Reçu de paiement des frais d'acquisition de Certificat Électronique d'un montant de 100.000 FCFA à payable sur la plateforme <https://www.services-publics.cm> ;
 - ii) Une Photocopie de la CNI du demandeur du certificat.
- S'enrôler auprès de l'opérateur MINMAP et récupérer le récépissé de demande de Certificat ;
- Se connecter à l'adresse <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificats.html> et télécharger dans un support amovible (vierge) le Certificat Électronique à partir des informations (Numéro de référence et Code d'autorisation) contenues dans le récépissé

(Bien conserver le mot de passe pour les connexions à COLEPS).

Étape 3 : Enregistrement du Certificat Électronique dans COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.cm> ;

- Aller dans l'onglet «*Enregistrement des soumissionnaires*», puis la rubrique «*Enregistrement nouveau / Certificat supplémentaire* » ; identifier l'entreprise à partir du numéro de Registre de Commerce, puis ajouter le Certificat après avoir minutieusement renseigné le formulaire.

Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 237 084/677 006 110 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

